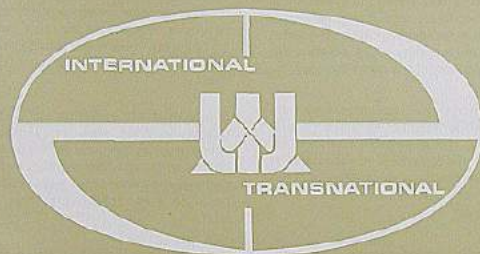


TRANSNATIONAL

ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES



**L'interprétation simultanée
dans les congrès internationaux**

**NGOs in Development and
Participation in Practice**

1991 - n° 6

The review of international
associations and meetings

Revue bimestrielle nov.-déc. 1991
Bureau de dépôt: Bruxelles X

La revue des associations et
des réunions internationales

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALE

43^d year

43^{ème} année

This publication, produced by the UAI, appears six times a year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve regardless of the consequences.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open to association officers, research workers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION	Secrétaire général / Secretary-General: Jacques RAËYMAECKERS (Belgique) Ambassadeur honoraire. Membres / Members:	Pierre PESCATORE (Luxembourg) Ancien juge à la Cour de justice des Andrew E. RICE (U.S.A.) Former Executive Secretary of the Society for International Development
Président: Auguste VANISTENDAEL (Belgique) Secrétaire général de Coopération et solidarité. Vice-Présidents: Paul CARON (USA) Financial expert Raymonde MARTINEAU (Canada) Chargée des relations avec les ONG. Office européen des Nations Unies	F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scientific Unions. Christian DE LAET (Canada) Institut Gamma, Montréal Philip EVERTS (Netherlands) Professor, Leiden University Johan GALTUNG (Norway) Professor of Peace Studies, University of Hawaii. Frits HONDIJUS (Netherlands) Directeur adjoint des affaires juridiques, Conseil de l'Europe.	Cyril RITCHIE (Ireland) President, Federation of Semi-Official and Established in Geneva. Myriam SCHREIBER (Belgique) Vice-présidente de la Fédération abolitionniste internationale. Egon SLOPIANKA (Germany) Vice President, Liaison Committee of Development NGOs to the European Communities Gianni Tibaldi (Italie)
S.A. SAXENA (India) Former Director of the International Cooperative Alliance. Trésorier général / Treasurer General: Paul E. HIERNAUX (Belgique) Président honoraire de l'Association des chambres de (EURO-CHAMBRES).	Georges MALEMPRE (Belgique) Chef de la Division des organisations internationales non gouvernementales et des fondations, UNESCO. Marcel MERLE (France) Professeur à l'Université de Paris I. Gregori MOROZOV (URSS) Maître émérite des sciences de l'Institut de économie mondiale, Académie des sciences de l'URSS.	REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI UAI REPRESENTATIVES Organisation des Nations Unies: New York: Andrew RICE Genève: Cyril RITCHIE Paris: Maryvonne STEPHAN

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

1991 — N°6

Rédaction/Editorial

Jacques RAEYMAECKERS
Robert PENALUX
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Paul GHILS
Myriam SCHREIBER

Published by/Publié par:

Union of International Associations (UAI)
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration :

Rue Washington 40, 1050 Bruxelles (Belgium)
Tél (02) 640 18 08 - 640 41 09
Tx 65080 INAC B- Fax (322) 649 32 69

Editeur responsable :

Jacques Raeymaeckers
Rue Washington 40, 1050 Bruxelles
(Belgique)
Tél. (02) 640 18 08 - 640 41 09
Télécopie: (322) 646 05 25

Subscription rate: BF 1.300, or equivalent
per year (6 issues) + postage 8F 270.

Abonnement : FB 1.300 ou équivalent, par an
(6 numéros) + Frais de port FB 270.

Method of payment:

Mode de paiement à utiliser:

Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-
0034699-70 ou Compte n° 210-0508283-55 à
la Générale de Banque, 253, avenue Louise,
1050 Bruxelles.

London: Account n° 04552334, National
Westminster Bank Ltd., 21 Lombard Street.

Genève: Compte courant n° 472.043.30 0 à
l'Union des Banques Suisses.

Paris: par virement compte n° 545150-04200
au Crédit du Nord, 6-8, boulevard Hauss-
mann, Paris 75009.

SOMMAIRE

CONTENTS

L'interprétation simultanée dans les congrès internationaux, par Michel et Jeanne Guillemet	310
IMGOs in Development and Participation in Practice (Part 2), by Helena Gezeliuss and David Milwood	332
Alphabétisation des femmes: action des ONG	343
1991 UAI Associate Members Meeting	348
Open Space, by H.H. Owen	351
Association News - <i>Vie associative</i>	353
New International Organizations 1991 <i>Nouvelles organisations internationales 1991</i>	360

Copyright © 1991 by Union of International
Associations. All rights reserved. No part of
this work may be reproduced or copied in any
form or by any means - graphic, electronic,
or mechanical, including photocopying, rec-
ording, taping, or information and retrieval
systems — without written permission of the
Secretary General, Union of International
Associations.

L'interprétation simultanée dans les congrès internationaux *

*Communiquer dans la langue de son choix,
une liberté fondamentale*

par Michel et Jeanne GUILLEMAT

En 1990, l'anglais a été imposé comme langue de travail aux participants dans 45 % des congrès internationaux organisés en France.

Cette évolution vers le monolinguisme, que l'on constate dans de nombreux pays, inquiète les organisateurs et les professionnels de congrès.

L'Association internationale des villes francophones de congrès a engagé une réflexion sur ce problème.

Elle a demandé à Michel Guillemat, professeur de linguistique générale et hispanique à l'Université de Paris III et directeur de recherche du CREDARC, de réaliser une étude sur les difficultés et les conséquences d'un congrès monolingue.

Jeanne Guillemat, chercheur psycho-acousticienne, a analysé en collaboration avec une équipe de spécialistes les aspects statistiques, linguistiques et neuro-physiologiques de la question.

(Résumé en anglais p. 334)

In 1990, English was imposed as the official language on the participants of 45 % of the international congresses held in France.

This evolution towards monolingualism, which is noticeable in many countries, is causing concern to conference workers and organisers.

The International Association of French-speaking Congress Towns (A.I.V.F.C.) has been considering this problem. They asked an eminent linguist, Michel Guillemat, Professor of General and Hispanic Linguistics at the University of Paris III and Director of Research of the CREDAC, to carry out a study into the difficulties and the consequences of a monolingual congress.

Jeanne Guillemat, a researcher in psycho-acoustics, in collaboration with a team of specialists, analysed the statistical, linguistic and neuro-physiological aspects of the question.

(Summary in English on p. 334)

Remerciements

Plus particulièrement à mon épouse Jeanne Guillemat qui a su mettre en valeur ses connaissances et les nôtres dans une écriture accessible à tous malgré un sujet difficile à vulgariser.

Son esprit scientifique et littéraire nous laisse à tous

* Reproduit avec l'autorisation de l'Association internationale des villes francophones de congrès (AIR/CI).

beaucoup d'espoir de lire prochainement d'autres ouvrages de ce type destinés aux pédagogues.

Merci aux organisateurs de ce projet, Monsieur Delobel et Madame Bernard, qui par leur présence et leur rigueur ont largement contribué à la qualité de ce travail.

Merci à tous chercheurs, médecins, professeurs d'université, interprètes et autodidactes qui nous ont aidé à vous présenter un document qui se voulait libre de toute contrainte idéologique ou professionnelle, Michel Guillemat

Préface

Bien avant que l'économie ne devienne planétaire, l'extraordinaire explosion des connaissances scientifiques avait conduit les chercheurs du monde entier à se rencontrer et à faire de considérables efforts pour essayer d'échanger les résultats de leurs travaux.

Les prouesses linguistiques qu'ils devaient accomplir pour se mieux comprendre et communiquer leurs idées originales, en exprimant les nuances les plus subtiles de leurs pensées, étaient facilitées par de longues discussions en petits groupes, par leur enthousiasme, leur volonté de convaincre, leur capacité à écouter afin de saisir la beauté de nouveaux concepts.

Bien se comprendre dans la vie courante, entre personnes de même origine linguistique n'est pas toujours très facile, pour toutes les raisons remarquablement exprimées par Jeanne et Michel Guillemat sur les multiples interprétations potentielles d'une même phrase, dues à la complexité de la construction du langage et de la sémantique. Echanger intelligemment, entre scientifiques de langues maternelles différentes, dans des domaines d'un haut niveau d'abstraction, sur les concepts originaux faisant appel à de grandes finesse de raisonnement, est un exercice autrement difficile.

Pourtant communiquer, dialoguer, se comprendre mutuellement sont une nécessité absolue et un devoir pour tous les chercheurs de la communauté scientifique internationale. Chaque année, des centaines de conférences, congrès, colloques, symposiums, écoles d'été... sont organisées aux quatre coins de la Planète et réunissent, dans l'ensemble des disciplines, des dizaines de milliers de scientifiques venant de tous les pays du monde. Il est courant de dénombrer plus de trente nationalités représentées dans une même conférence.

La complexité de l'échange est souvent accrue, malgré la spécialisation, par le grand nombre des contributions imposant des temps très limités de communication et de débat, et par le nombre élevé des participants. Il est évident, dans ces conditions, que le choix des orateurs et du système de transmission linguistique devient primordial.

Pour de multiples raisons, qui à elles seules pourraient faire l'objet d'un autre ouvrage, l'anglais est progressivement devenu la langue la plus couramment utilisée dans les conférences scientifiques; elle est même souvent l'unique langue de travail.

Jeanne et Michel Guillemat démontrent combien cette situation défavorise tous ceux qui n'ont pas l'anglais comme langue maternelle, quelles que soient leur intelligence, leur notoriété, et l'importance du message qu'ils ont à transmettre. Elle met en évidence une autre conséquence de la trop grande généralisation de l'anglais comme "langue véhiculaire", se traduisant paradoxalement par un effet réducteur et un appauvrissement de cette langue culturellement très riche, dont il faut préserver, contre les agressions de la vulgarisation et de la banalisation, toutes les valeurs de la syntaxe et du vocabulaire, auxquelles sont, à juste titre, profondément attachés les vrais anglophones d'Oxford ou de Cambridge.

La Communauté scientifique internationale était certainement l'un des meilleurs champs d'observation possible pour Jeanne et Michel Guillemat, mais la mondialisation de l'économie, les flux croissants de population se déplaçant d'un point à l'autre de la Planète, l'ouverture des frontières des pays de l'Est, la marche vers une Europe intégrée, le rôle grandissant du continent asiatique sont autant d'éléments soulignant l'importance de cet ouvrage sur la définition du meilleur système possible de communication orale entre les Hommes.

Bien que la solution idéale soit difficile à trouver, on ne peut que partager les sentiments de Jeanne et Michel Guillemat sur l'utopie de l'élaboration d'une langue universelle, sur l'impérieuse nécessité de préserver l'incalculable patrimoine culturel contenu dans l'ensemble des langues de notre petite Planète, et sur l'importance déterminante de la généralisation de l'éducation linguistique infantile par la mise en œuvre de nouvelles méthodes appropriées d'enseignement des langues.

Robert DELOCHE,

Docteur es sciences physiques

Assistant du directeur des Sciences de la matière
au commissariat à l'Energie atomique

Introduction

Le CONGRES rassemble des individus chargés d'échanger des idées et des concepts souvent complexes. Il conviendra de distinguer le conférencier du congressiste, le premier ayant pour mission de "vendre" un savoir-faire, le second d'"acheter" ce savoir-faire; or le seul outil qui va leur permettre de se rapprocher est le langage.

Les congrès en langue anglo-saxonne et américaine ont montré que seuls 25 % des congressistes, pour la grande majorité des anglophones, participent activement aux communications. Ce sont pratiquement les seuls qui posent des questions et argumentent leurs propos.

Il faut savoir que le niveau d'autonomie linguistique des unilingues dans le monde est loin d'être suffisant en langue anglaise. Les statistiques réalisées par ARC LANGUES et son réseau de centres de formation linguistique font état de cette situation. Le bilan qui porte sur une période de onze ans a concerné des individus représentatifs d'une population "cadre supérieur"- "ingénieur" de tous horizons

confondus: de l'industrie, des sciences, des services, etc.

Ces populations professionnelles souffrent d'un manque énorme en terme de compétence linguistique étrangère, et l'anglo-américain représente 90% de leur demande de formation.

D'autre part, une échelle des compétences en langue anglaise a été mise au point à l'issue d'une étude menée sur les capacités réelles et fonctionnelles. Ceci révèle que :

- seuls 5% environ des 10 000 personnes testées représentent une population pratiquement bilingue.
- 15% se situent à un niveau d'acquisition correct leur permettant de participer à une réunion ou à une négociation, d'intervenir dans un congrès, de faire un exposé sur un thème précis.
- à peu près 80% se répartissent en une population linguistiquement handicapée en langue seconde: proportion qui se retrouve à peu près similaire dans des pays comme l'Espagne ou l'Italie...

Parmi les individus de ce groupe,

- la moitié est capable de comprendre la documentation écrite dans son domaine de spécialité mais est inopérante en situation langagière concrète;
- le quart seulement peut saisir les détails d'une documentation ou articles dans sa propre spécialité.

Or, ce n'est qu'après des heures d'efforts d'apprentissage que ces personnes atteignent un certain niveau d'autonomie à l'oral qu'elles perdent en général assez rapidement par manque de pratique.

Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, l'entretien est fondamental pour lutter contre la démemorisation naturelle -un point que nous développerons en chapitre V-. En tout état de cause, ces personnes ne sont pas aptes à participer activement à un congrès en langue anglaise: 40% d'entre elles sont capables de suivre "dans les grandes lignes" une communication mais de façon passive, et l'autre moitié ne se présente pas à un congrès organisé en anglais sans interprétation simultanée: il s'agit en général des personnes que les tests linguistiques ont classé en "faux débutant".

Au total, seulement 20% de l'ensemble de la population des

- ingénieurs
- chercheurs
- ou médecins,

peuvent prétendre à une participation active dans un congrès,

- 40% d'entre elles sont capables de suivre une communication de façon approximative et passive,
- 40% enfin, correspondent à des sujets tout à fait inaptes à suivre et qui, par conséquent, n'assistent à aucun congrès international non équipé de l'interprétation simultanée.

Pour suivre une communication de langue anglaise, un unilingue non anglophone doit avoir déjà surmonté les difficultés de reconnaissance phonique, et dans un rôle inversé, le congressiste anglophone doit affronter la prononciation défectueuse du conférencier non natif.

L'un et l'autre réagissent à des critères auditifs extrêmement divergents et quel que soit leur degré d'acquis grammatical et lexical, reste la cruelle réalité des sons langagiers. Chaque peuple est conditionné à n'entendre que les sons correspondant à ceux qui existent dans sa langue propre, et à reproduire spécifiquement leurs caractéristiques distinctives en parlant.

Malgré toute leur bonne volonté, un francophone et un anglophone sont aux antipodes: le premier articule les mots, le second tantôt en comprime la phonation, tantôt l'accentue selon des critères grammaticaux. C'est une

accentuation qui suit des règles grammaticales et qui partient pas aux mots en eux-mêmes.

D'autre part, la reconnaissance auditive des sons des mots chez les différentes populations linguistiques se situe sur des bandes de fréquences dont la différence su à brouiller les pistes de leur compréhension mutuelle s'ils ne sont pas accoutumés à écouter la langue de l'autre.

Malheureusement, les divergences linguistiques ne s'arrêtent pas au plan phonique mais envahissent aussi les plans syntaxiques et sémantiques ainsi que nous le verrons en chapitre M.

Nous verrons également au cours des chapitres suivants comment ces personnes de langues différentes s'organisent au milieu des complications d'interprétations langagières. Nous notons ici que ces difficultés s'imposent dans un cadre où les individus devraient justement en être dégagés afin de présenter, argumenter et défendre au mieux leurs activités spécifiques.

Un congrès réussi est une courte période pendant laquelle les échanges intellectuels nationaux et internationaux ont occasionné des débats, où les interventions ont permis d'emporter des décisions et ont apporté matière à réflexion à l'ensemble des participants.

A l'heure actuelle, les congrès monolingues ne peuvent satisfaire pleinement leur objet, et cette circonstance avantage les activités d'une population essentiellement anglophone aux dépens des unilingues défavorisés dans leur rôle.

Il nous paraît important de porter un regard particulier sur LE LANGUAGE, afin de prendre conscience des réelles difficultés auxquelles sont confrontés les congressistes non anglophones.

Dans une première partie nous proposons au lecteur une considération de la langue sous son aspect structurel. Nous verrons à la suite certains aspects de son TRAITEMENT NEURO-PHYSIOLOGIQUE DANS LA PERCEPTION HUMAINE. Ceci nous permettra de comprendre dans le détail

- pourquoi certains individus ont tant de difficultés à s'approprier une langue étrangère,
- comment un congressiste "vit" le congrès en tant qu'auditeur, en tant qu'intervenant, et en tant qu'interlocuteur dans un dialogue.

Nous terminerons cet exposé en présentant la SPECIFICITE DE L'INTERPRETE DE CONFERENCE ET DE SON ROLE auprès du congressiste.

Aussi, afin d'accéder à ces développements, nous demandons au lecteur de faire un "effort de lecture" sur la première partie de l'exposé et nous lui proposons de nous accompagner en suivant le fil du texte au cours de ces quelques pages.

2

Qu'est-ce que le langage ?

Le point de vue du linguiste

UNE LANGUE est un *outil commun à une population*, façonné au fil des siècles et au fil de multiples évolutions économiques et culturelles; elle *recueille l'ensemble d'une culture*.

En l'utilisant, l'homme a tendance à réduire son champ d'intercompréhension vis-à-vis de ses voisins: en

effet, une langue peut se modifier d'un village à l'autre sur un territoire donné, et accumuler des différences d'ordre grammatical ou lexical de telle manière que les gens ne se comprennent plus au-delà d'une certaine distance: entre un Normand et un Gascon, il n'y a aucune rupture d'intercompréhension de proche en proche!

Cette tendance naturelle est cependant contrariée par les besoins économiques d'un groupe, et l'instinct de

survie de l'individu,

A partir de tels besoins peut naître une langue "véhiculaire", véritable construction destinée à un échange économique déterminé: cette circonstance particulière en fait une langue rudimentaire et rigide, appauvrie sur le plan de l'élaboration intellectuelle.

Inversement, les langues "koinées", destinées à servir et à diffuser une culture entière dans ses traditions, ses pensées philosophiques, scientifiques et juridiques sont les plus riches, les plus aptes à rendre la complexité de nos raisonnements.

Malheureusement, l'emploi de l'anglais tel qu'il existe de nos jours dans les pays non anglophones, et confiné au sein d'activités socio-professionnelles délimitées, fait figure de langue véhiculaire; c'est-à-dire une langue mixte d'un point de vue syntaxique, sémantique et phonique et dont l'efficacité est limitée. On ne peut jamais dépasser un certain seuil de rentabilité (compétence) avec un tel outil. Or tous nos professionnels outrepassent ce seuil quotidiennement au cours d'échanges de haut niveau intellectuel, ils tentent coûte que coûte de défendre leur industrie ou leur science en essayant de dire ce qu'une telle langue appauvrie ne leur permet pas de dire.

Il ne faut pas perdre de vue qu'une langue est un *code commun à une population unique*, ancré dans le cerveau de chacun de ses membres et que son efficacité dépend du degré de maîtrise commune qu'en ont les interlocuteurs. Il permet à l'homme d'acquiescer une nouveauté, de suivre et affronter un raisonnement, d'adapter ses pensées personnelles à celles d'autrui;

Cependant, face à un message, chacun a ses propres "habitudes de saisie":

- Certaines personnes vont fixer systématiquement leur attention sur toutes les *références possibles de chaque mot*. En effet, un mot peut prendre des sens différents selon les phrases dans lesquelles il se trouve. Ex: *l'adjectif "rouge"*, peut signifier une optique politique, un sentiment, une coloration; par contre, sous la forme de *substantif*, "*rouge*" signifie "*vin*", etc.

Tous ces sens possibles sont évoqués et passés en revue en l'espace de quelques dixièmes de millisecondes, dans le cerveau du sujet qui en extrait ainsi le sens adéquat par une sorte de sélection deductive.

- D'autres personnes vont s'attacher principalement à la *valeur sémantique* (le sens) que véhicule avec elle chaque structure grammaticale:

Ex: un enchaînement syntaxique (*sujet - verbe - complément sans préposition*) draine implicitement avec lui des normes sémantiques telles que (1) *il s'agit d'une action*, (2) *le premier mot doit être envisagé sous une valeur active*, (3) *il ne peut s'agir d'un objet inanimé sauf dans le cas d'un discours de fiction*; etc.

Ces personnes deviennent le sens de la phrase non plus à partir d'une sélection effectuée directement sur les mots du vocabulaire, mais à partir des *probabilités de sens qu'offre l'agencement syntaxique (grammatical)*.

Ces démarches mentales, découvertes à l'issue d'études linguistiques et psycholinguistiques, montrent que le sens des mots du vocabulaire et celui des structures grammaticales sont intimement liés et dépendants l'un de l'autre. Elles montrent également que la compréhension d'un message s'effectue par sauts successifs entre différentes unités du langage et non au fil du mot à mot.

Ainsi, *un individu mis en situation de compréhension d'une langue qu'il ne maîtrise pas parfaitement, peut*

rechercher inconsciemment des structures qui n'existent pas ou qui n'ont pas le même sens d'une langue à l'autre: pour ces mêmes raisons il peut encore s'arrêter sur des unités de vocabulaire dont il ne voit pas la raison d'être dans une telle phrase, et finit par perdre le cours du raisonnement du locuteur.

La première fonction des mots est de représenter la réalité. Mais chaque population ethnique cite les choses à sa façon, selon des *critères culturels* extrêmement divers. Ses membres acquièrent ainsi une perception du monde qui diffère par la culture et par les mots: le français considère et nomme le *poisson* d'une manière alors que l'espagnol l'envisage sous deux formes selon qu'il est [mort] (*pescado*) ou [vivant] (*pez*); ces deux langues distinguent (*livre de cahier*) (*libro-cuaderno*) tandis que l'anglais ne cite pas de différence à travers ses mots: (book) dans les deux cas. Etc...

La façon de nommer les choses engage chez l'individu *la conception qu'il s'en fait*.

Ce phénomène linguistique consiste donc à "découper" le réel qui, lui, est invariable, et d'en extraire une "optique" qui diffère d'une langue à une autre. Prenons le cas du TEMPS: chaque peuple possède la notion du *passé*, du *présent* et de *l'avenir*. Cependant, parmi toutes les langues qui fonctionnent avec des verbes, pratiquement aucune n'utilise les *mêmes temps et modes pour dire les mêmes choses* dans des *situations identiques*. Il est remarquable de constater à quel point ces notions temporelles font partie intégrante du système de pensée d'un individu. Dans ce domaine, certains réflexes de langue maternelle persistent bien au-delà de l'autonomie acquise dans une langue seconde.

Les habitudes de perception visuelle ou acoustique n'échappent pas à ce phénomène: la langue française découpe le *spectre des couleurs* d'une certaine façon, la langue bretonne le fait d'une manière extrêmement différente. Si le coq chante de la même façon d'un bout à l'autre de la planète, l'onomatopée anglaise transforme le son en "*cockle-doodle-doo*", l'italienne en "*kikinki*" et la française en "*cocorico*"...

Quelle que soit la réalité à laquelle il se rapporte, l'être humain unilingue est *tributaire de ses propres réflexes de perception qu'il a acquis à travers sa langue et qui se sont inscrits dans les réseaux nerveux de son cerveau*.

Dans la pratique langagière, ces perceptions, conditionnées par les mots, régissent la conscience que l'individu prend des choses et des discours.

Dans le cas de perception d'une langue seconde moyennement maîtrisée, de telles habitudes déforment la réalité selon leur propre moule: c'est ainsi qu'un espagnol croit entendre "*ou*" là où le français prononce "*u*" (de pointu), l'anglais y décelant un "*iou*" et le serbo-croate un "*i*". Ceci est un point fondamental que nous aborderons en chapitre IV.

Cependant ces "découpes" ne font pas à elles seules la dynamique d'une langue, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas, à elles seules, le pouvoir de fabriquer du sens:

Si nous considérons un jeu de légos, nous admettrons sa composition comme un stock de pièces dont certaines ont des fonctions d'assemblage particulières et d'autres, simples, dont l'usage est d'être assemblées. L'utilisation des premières permet de créer des objets extrêmement divers avec un même lot de pièces simples.

La création nouvelle dépend donc de la façon d'assembler les pièces et non des pièces en elles-mêmes. Il en va

de même pour la langue: les pièces maîtresses d'assemblage sont les verbes, les adverbes (langues indo-européennes), les prépositions, ou l'ordre des mots, qui constituent les éléments sémantiques opérationnels de la syntaxe, tandis que les pièces simples destinées à être

assemblées sont tous les mots du vocabulaire. Il suffit de comparer, dans le tableau ci-après, les différents assemblages syntaxiques qui connectent les mots du vocabulaire et le sens de la phrase obtenu regard pour comprendre la complexité de ce phénomène

	ASSEMBLAGE	SENS OBTENU
DIVERS ASSEMBLAGES AVEC "BOIRE"		
1)	il boit un verre de bière	— il avale du liquide /bière/
2)	il boit.	— il est alcoolique
3	il a bu.	- il est ivre
4	il boit bien.	Il est habitué à boire
5	il ne boit pas.	- il est sobre
6	il a bien bu.	- il est gai (éventuellement)
7	il n'a pas bu.	— c'est inhabituel
8	il est buvable.	- il s'agit d'une boisson juste acceptable
9	il n'est pas buvable.	= il s'agit d'une personne désagréable

Tous les mots sont sujets à ces performances de manipulation tant avec la syntaxe qu'avec le lexique lui-même.

Cependant les mots n'entrent pas dans une structure syntaxique de n'importe quelle façon : chaque mot porte en lui l'ensemble de ses possibilités d'assemblage, comme une pièce de légo comporte ses quelques possibilités différentes d'imbrication.

Le cerveau d'un individu a profondément intégré ces types de connexions propres à chaque unité de sa langue (structure). Il a aussi et surtout mémorisé comme un programme, les probabilités d'agencement des mots entre eux. En effet, certains types d'assemblages sont rares, d'autres fréquents, ou encore prévisibles à partir de certains indices préalables. Cette connaissance d'ensemble sur tous les mots qu'il possède, constitue chez l'individu un paramètre essentiel de son mode de compréhension.

Les deux exemples 8 et 9 du tableau ci-dessus montrent très clairement la notion de probabilité d'agencement: - "il est buvable" renvoie dans 90% des cas au vin, tandis que

- "il n'est pas buvable" renvoie dans 50% des cas à du vin, et dans 50% des autres cas, à une personne.

Au-delà des mots, ce sont ces facteurs sémantiques que le natif possède et utilise dans la communication.

Ainsi, lors de l'appréhension d'un message, il évalue rapidement des probabilités de réalisations et anticipe le sens des phrases qu'il entend.

D'autre part, les imbrications potentielles créent des enchaînements naturels où certains mots sont attendus par "prédiction" avant qu'ils ne soient prononcés.

Plus une unité est attendue, moins elle requiert d'effort mental dans le décodage du message: ce phénomène naturel est une des clefs de la rapidité de compréhension dans la communication verbale, clef dont est privé l'utilisateur moyen d'une langue seconde.

La structure lexicale d'une langue est un ensemble unique, façonné par les différences sémantiques qui distin-

guent les mots entre eux, ainsi que par les caractéristiques qui leur sont communes: une chaise et un tabouret se distinguent entre eux par le dossier absent chez l'un, présent chez l'autre et leur nombre de pieds, - Certaines langues ignorent cette différence -. Dans cet exemple, les deux mots possèdent une caractéristique commune "de fonction" [pour s'asseoir]. Les mots n'acquièrent leur sens que les uns par rapport aux autres au sein d'une même langue. Leur forme [bouk] versus [livr] est aussi arbitraire que leur contenu (book) = (livre et/ou cahier) en français.

Nous avons vu que dans une langue un mot représente une part du réel : il doit aussi servir à désigner des collections infinies d'objets ou de concepts tous différents les uns des autres: une forme phonique telle que [chaz] peut représenter à l'infini des types de meubles diverses ayant la même fonction et les mêmes types de caractéristiques.

Ainsi que nous venons de l'évoquer, dans la conscience collective d'une population linguistique donnée, le sens d'un mot correspond:

- (1): à une somme de caractéristiques qui le distingue de désignations proches: En français par exemple, "chaise" de "fauteuil", "tabouret", "canapé", "bergère", "prie-dieu", "banc", "siège", etc. Ses éléments distinctifs propres sont : [sans bras], [avec dossier], [une place], etc. Chacun de ces mots doit son sens aux caractéristiques propres que les autres n'ont pas.

- (2) : à une caractéristique commune entre un groupe de désignations proches, qui serait pour notre exemple: [pour s'asseoir]. Elle correspond à la notion générale que l'on a d'un mot et parfois elle reçoit une désignation proche à son tour: "siège".

Il va de soi qu'une langue n'ayant pas effectué de "découpe" entre fauteuil et bergère, qui ne connaît pas le prie-dieu (culture religieuse différente), n'entendra pas le même sens dans ses unités concernant les sièges: c'est ce que le dictionnaire bilingue ne dit pas, ou mal.

Lors de l'acquisition d'une langue seconde, les sujets

mémorisent souvent la notion générale et écartent la structuration réelle du sens, en la calquant sur celle de leur langue maternelle. Dans la pratique langagière d'une langue seconde moyennement maîtrisée, ce phénomène constitue des risques importants de déviations de sens.

Notons enfin que lorsqu'une caractéristique est identique entre deux mots différents (Ex: *[pour s'asseoir] dans "chaise" et "siège"*), elle représente une passerelle, c'est à dire une possibilité d'employer un mot pour l'autre à tout moment, de créer des métaphores (activité constante du langage courant). Les mots d'une langue se tiennent entre eux par leurs sens comme les nœuds des mailles d'un filet.

L'ensemble de ces passerelles qui relient les mots entre eux, structure le vocabulaire d'une langue.

Ces "passerelles" sont en majorité différentes d'une langue à une autre, et l'on peut imaginer la situation mentale de l'auditeur possédant une langue seconde acquise à force de vérifications dans le dictionnaire: sans pratique *in vivo*, l'individu a tendance à traiter et à utiliser les mots de la langue seconde comme s'ils faisaient partie de la struc-

ture lexicale de sa langue maternelle. Il leur accorde des sens souvent en décalage, (voire même différents) par rapport au sens qu'ils ont dans leur structure propre. Dans le langage, ce type d'usage "gomme" la finesse d'expression de l'individu, et va parfois jusqu'à détruire le message qu'il veut communiquer.

Nous admettons volontiers que la cohérence de sens d'un texte oral tient surtout à la connaissance intime qu'ont les personnes en présence de ces réseaux sémantico-syntaxiques. Mais au-delà de la structure du lexique en lui-même et des particularités d'assemblage du système, restent les effets difficilement maîtrisables, tels que les présuppositions ou sous-entendus.

Certains livrent deux informations en une. Les informations livrées sous silence structurent cependant le message du locuteur qui les assimile sans y prêter attention:

Ces phénomènes circulent constamment dans le langage en agissant souvent comme des pièges pour les non-natifs.

Exemples en français:

- à un énoncé tel que "Jacques ne déteste pas le foie-gras" correspond automatiquement dans la compréhension de l'auditeur: "Jacques aime beaucoup le foie-gras".

- à "Jacques a donné peu de vin à Paul" correspond inévitablement à deux informations: 1) Jacques a donné du vin à Paul, 2) il n'a pas été généreux.

- à "Pauline vit seule" peut correspondre (Pauline est libre) tandis qu'à "Pauline vit isolée" correspond (isolée de la ville, de sa famille, etc.)

— "Fermez la porte !" implique que le locuteur est en position de donner un ordre et l'appréciation sémantique du discours qui s'en suit en tiendra forcément compte

- "veuf" induit le sens de (marié préalablement), "cesser" implique d'"avoir commencé", etc.

L'auditeur enregistre tous les présupposés et sous-entendus au fil d'un discours et les classe inconsciemment: c'est ainsi que se forge l'impression générale ou qu'une idée précise s'"ancree" dans l'esprit" à l'issue d'une entrevue ou d'une communication.

Nous retiendrons ici que lorsqu'il s'exprime, le locuteur livre l'information (présupposée ou sous-entendue) *comme étant d'après lui quelque chose de connu de l'auditeur*: Si un interlocuteur vous dit "Pierre a cessé de fumer", il fait

comme si vous saviez que Pierre fumait. En gros, il vous livre deux informations en une et enchaîne son discours.

Dans la communication orale et écrite, l'information n'avance pas en progression linéaire mais par sauts successifs d'informations enchâssées les unes dans les autres à l'intérieur des mots ! ce qui explique que la méconnaissance de leur sens profond entraîne des dérapages de compréhension parfois irré récupérables.

3

Quelques aspects neuro-psycho-physiologiques

Rappelons que la pensée existe indépendamment du langage, bien que nous ne puissions en prendre conscience concrètement qu'à partir de celui-ci.

La pensée et le langage se réalisent à travers le réseau nerveux de nos cellules cérébrales qui ont mémorisé, au cours de notre croissance, certains types d'activités. Ces activités cellulaires nous relient au monde et aux sens des mots que nous utilisons pour nous mouvoir et nous positionner intellectuellement dans notre environnement.

En ce qui concerne le système nerveux, il faut se garder de penser qu'il représente une unicité simple: il est com-

posé de tout un ensemble de systèmes et de sous-systèmes. Dans une vision extrêmement schématique disons que:

- 1) les nerfs transmetteurs ou sensoriels délivrent les informations en provenance externe dans d'autres centres nerveux qui eux-mêmes projettent à leur tour ces informations à des micro-centres de traitement,
- 2) les nerfs moteurs destinés à émettre des réponses en réagissant aux stimulations décidées dans les centres supérieurs.

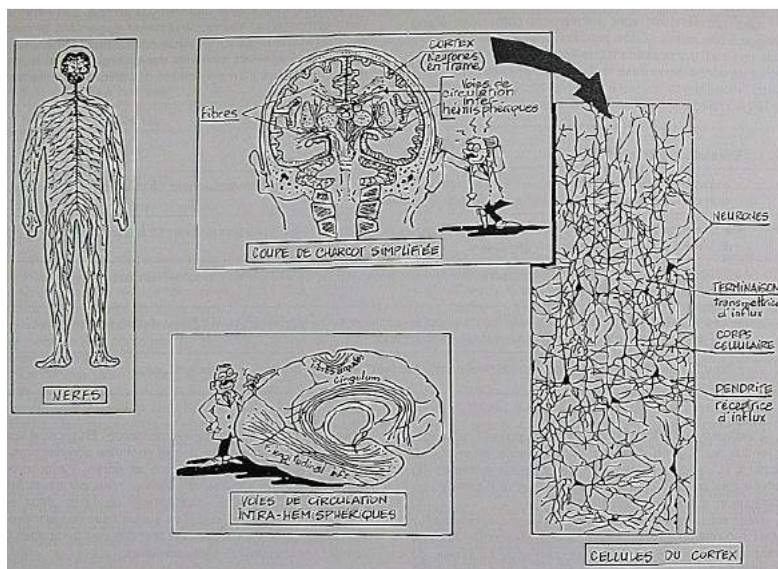
Chez les animaux invertébrés les plus simples, les pre-

miers (nerfs sont directement connectés aux seconds (nerfs moteurs) sans passer par des centres de traitement: piquons violemment une anémone de mer, elle se rétracte par réflexe génétiquement et structurellement mis en place dans ses tissus. Piquée en dessous de son seuil de réponse, elle ne réagit pas car aucune analyse de relation piqure/douleur n'a été enregistrée: elle ne possède pas de cellules nerveuses intermédiaires servant à analyser. Or, chez les animaux supérieurs et en particulier chez l'homme, un ensemble impressionnant de cellules nerveuses (neurones) est localisé dans l'enveloppe cérébrale (cortex) et constitue un passage obligé entre les nerfs

récepteurs et les nerfs moteurs. C'est une sorte d'immense système intermédiaire à fonction analytique

CHEZ L'HOMME, LE PLUS GRAND SYSTEME D'ANALYSE EST CELUI DU LANGAGE...

- Des neurones assemblés en faisceaux sous forme de fibres et reliant notre cerveau aux divers organes périphériques sont des nerfs;
- disposés en trame dans l'enveloppe cérébrale (cortex) ils représentent notre "matière grise",
- alignés et regroupés encore en fibres à l'intérieur même de l'encéphale, ils constituent des voies de circulation d'informations d'une aire à une autre ou d'un hémisphère à l'autre :



Les neurones sont des cellules aptes à transmettre des séries d'influx nerveux dont les rythmes particuliers codifient les informations.

Ex: l'oreille capte le son d'un mot: aussitôt pris à la sortie de l'oreille interne, les caractéristiques physiques du son sont recueillies par les cils de neurones spéciaux (30.000) qui se répartissent la transmission de chacune de ces caractéristiques.

Les informations se propagent ainsi vers les centres supérieurs en se simplifiant et se spécifiant de sorte que certaines cellules s'occupent de transmettre les caractéristiques de durée, d'autres celles de l'intensité, d'autres encore celles des fréquences. Ce n'est qu'une fois le stade de reconnaissance atteint que toutes ces caractéristiques complètement codifiées sont à nouveau réunies pour la compréhension.

Chaque groupe ethno-linguistique prend l'habitude cérébrale de coder exclusivement ce qui est utile à l'audition des sons de sa langue.

C'est un phénomène qui perturbe lourdement l'écoute d'une langue étrangère car la plupart du temps le sujet "décode et réencode" des caractéristiques physiques d'après les critères de sa langue maternelle au lieu de décoder des éléments propres à la langue seconde.

A l'exemple même de la mémorisation des sens des mots, la mémorisation des sons d'une langue ne s'effectue qu'à partir de leurs originalités par rapport aux sons voisins:

Par exemple le français n'a pas l'habitude de coder spécifiquement le critère de durée (court ou long) de la voyelle [i], contrairement à l'anglais et à l'américain. Cela signifie qu'aucun influx nerveux spécifique ne prend en

charge la différence possible entre *[sheep]* et *[ship]*, *[be]* et *[bee]*; aussi, au moment du traitement cellulaire supérieur, un français ne doit sa compréhension des mots entrant dans de telles "paires phoniques", qu'à l'entourage du sens des autres mots. Nous verrons ultérieurement que ce genre de procédure répétée affaiblit sa vigilance.

Le tissu cérébral cortical est constitué de couches de neurones disposées horizontalement en feuillets et traversées par des colonnes d'autres neurones (disposition verticale des cellules), le tout formant une trame. A peu près 100 milliards de neurones connectables entre eux par groupes de mille et de dix mille tapissent notre cerveau, et peuvent transmettre une information en l'espace de quelques millièmes de seconde.

La mémoire du sens d'un mot "se réveille" par une série de neurones qui ont été habitués à être activés simultanément au moment de la formation du langage, ou au moment d'une acquisition.

C'est par des stimulations répétitives d'origines et contextes variés que ces cellules deviennent aptes à s'auto-activer entre elles en formant une "trace" -ou trace mnésique, correspondant à la mémoire sémantique d'un mot.-

D'autre part, certains neurones peuvent appartenir à des traces différentes et constituer des nœuds ou lieux d'aiguillage possibles.

Un ensemble de traces activé simultanément correspond grosso modo à une pensée. Notre imagination relève d'une activité constante de déconnexions et reconnexions entre ensembles de cellules. Une grande part de cette mobilité perpétuelle reste au delà du champ de la conscience et quand une personne laisse aller sa pensée, des ensembles de traces s'auto-activent sans volonté directrice.

S'il veut "éclaircir ses idées" l'homme doit les organiser avec le langage qui fixe momentanément le contenu en une suite ordonnée de concepts. Or pendant la parole, la simple qualité des mots filtre la pensée ou bien l'oriente; nous verrons comment l'usage d'une langue seconde interfère dans le processus de pensée chez le non-natif.

Il faut savoir que des activités cérébrales spécifiques se répartissent sur des corticales qui sont relativement bien localisées de nos jours, grâce aux divers procédés d'investigations tels que l'*imagerie par résonance magnétique nucléaire*.

En parallèle, de longues études psycho-physiologiques menées sur des personnes cérébralement lésées ont permis de découvrir la répartition des rôles entre les hémisphères cérébraux dans le langage. On s'est aperçu que cette répartition des tâches influence l'homme tant dans sa période de formation du langage que dans celle de son acquisition en langue seconde.

Au cours de l'évolution génétique de l'homme, des zones de spécialisation se sont formées et suivent un processus de maturation au cours de l'enfance. Le vrai droitier, par exemple, conserve, à travers son activité cérébrale droite, une forme de compréhension des mots qui correspond plutôt à des "sensation-mots" qu'à des notions abstraites.

Le réseau sémantique abstrait d'une langue se structure à gauche, sur l'aire dite "du langage", au fur et à mesure que l'enfant acquiert sa langue.

Notons qu'un sujet privé de son hémisphère droit est incapable;

- de comprendre une métaphore,

- de saisir une allusion linguistique ou un jeu de mots,
- de ressentir une émotion à travers les mots. Il parle de façon atone et a perdu le sens de l'humour...

Dans la fonction langagière, une même information est traitée parallèlement et de façon différente sur l'un et l'autre hémisphère.

Le "cerveau droit" accède au sens des mots par une appréciation d'ensemble, synthétique.

Les activités cellulaires localisées à droite sont responsables de l'impression profonde que laisse un mot, ou des mots différents mais qui ont "quelque chose en commun" (Ex: «médecin-piqûre» , «sourire-amusant»). Privé de son hémisphère gauche cette fois, et tributaire de ses aires corticales droite pour le langage, un sujet lésé peut employer indifféremment "médecin" pour "piqûre" ou "hôpital" au sein d'une phrase (Ex: *"j'ai vu l'hôpital" pour "j'ai rencontré le médecin"*). C'est l'hémisphère gauche qui opère le discernement spécifique entre les sens des mots proches.

Les procédures d'évaluation sémantique de l'utilisateur de langue seconde relèvent du même phénomène, bien que dans des proportions tout à fait moindres et pour des raisons évidemment différentes :

Au moment de l'apprentissage de sa nouvelle langue, l'adulte retient fréquemment les mots en les mémorisant visuellement sous leur forme écrite comme s'il s'agissait d'une "forme" et non d'une suite orthographique.

En fait, la mémoire de l'image se localise à droite, tandis que celle de l'orthographe se structure à gauche chez les sujets de langues alphabétiques.

Ces personnes, prises dans la promptitude d'un discours n'ont plus le temps d'aller chercher une traduction correcte dans leur réseau sémantique structuré sur l'hémisphère gauche. Aussi leur connaissance "active" des mots est en réalité très floue. Ils souffrent de conceptualisations approximatives plus ou moins prononcées tant à l'écoute qu'à l'élocution, alors que ce phénomène décroît en situation de lecture où ils se sentent plus "à l'aise".

En restant prudent et schématique, nous pouvons retenir qu'un grand nombre de personnes localisent leur langue seconde sur l'hémisphère droit, ce qui explique les innombrables cas de personnes ne comprenant que vaguement les discours.

A l'inverse, le traitement reçu dans l'hémisphère gauche est analytique.

Il s'appuie sur l'aspect structuré du langage comme nous l'avons abordé dans le chapitre précédent.

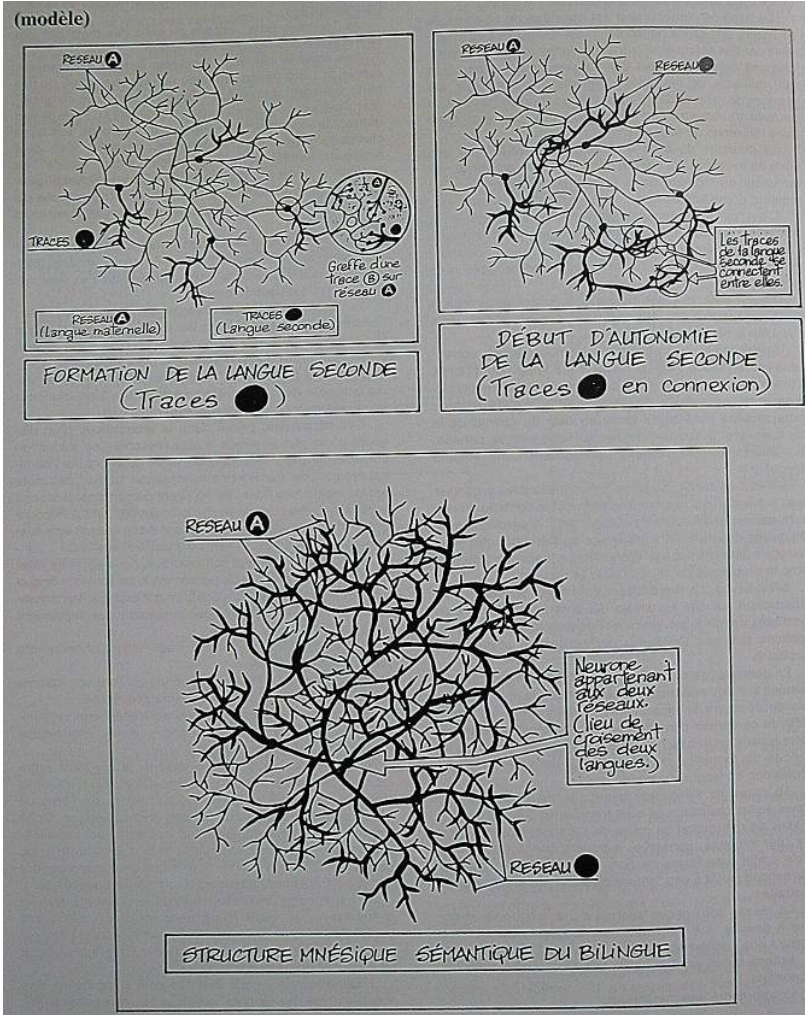
Cette aire cérébrale gère tous les traitements systématiques -"grammaire" pour le langage-, et les imbrications sémantiques du réseau lexical.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, la solidarité entre les deux hémisphères est une nécessité absolue; les informations circulent à travers les 200 millions de fibres du corps calleux notamment. La part hémisphérique droite vient en aide à celle de gauche et vice versa pour une efficace compréhension du langage, ainsi que celle de toute perception élaborée comme la musique chez le professionnel, la peinture chez l'amateur, le toucher de l'aveugle, etc.

(Il est à noter cependant qu'indépendamment de ces phénomènes, un sujet jeune peut acquérir - selon ses besoins personnels en cas de lésion cérébrale par exemple -, des capacités de synthèse ou de traitement analytique tant à droite qu'à gauche).

L'utilisateur de langue seconde peut aussi retenir une majeure partie des mots de sa langue nouvelle par associa-

«ARBORISATION» DES TRACES MNESQUES SEMANTIQUES
d'une langue A (maternelle) et d'une langue B (seconde)
selon diverses étapes d'acquisition.



tion de sens sur sa mémoire sémantique maternelle, auquel cas les nouvelles traces concernant la langue seconde se greffent sur les traces abstraites existantes de la langue première. En situation de compréhension, c'est une personne qui passe automatiquement par la traduction (consciente ou non), à cause du réveil systématique qu'il entraîne.

L'évolution naturelle de l'acquisition d'une langue seconde avec succès veut, dans tous les cas, que ces individus acquièrent au fil de la pratique:

- 1) des traces mémorielles pouvant être rappelées (actives) directement à gauche, c'est-à-dire ayant accès à une sémantique structurée.
- 2) que ces nouvelles traces (langue seconde) commencent à se connecter entre elles directement et se dégagent ainsi successivement de leur "attache" aux traces de la langue maternelle jusqu'à ce que l'ensemble du lexique et de la syntaxe acquiert une autonomie totale: "penser dans une langue étrangère" signifie que cette autonomie est atteinte ou proche de l'être, l'individu étant alors presque bilingue.

Chez l'utilisateur de langue seconde de niveau moyen qui subit les phénomènes de traduction mentale, la langue maternelle domine la seconde à des degrés divers et crée un passage obligé en conditionnant le sens d'après son propre moule sémantico-syntaxique. Ceci explique les distorsions dans l'interprétation des messages, récupérées ou non, et les méprises que le sujet cherche à rectifier par la lecture des communications et rapports écrits.

Nous verrons ultérieurement que le bilingue de naissance possède certains aspects autres que purement linguistiques. En tout état de cause, s'il est vrai droitier, il a généralement transféré sur son hémisphère gauche deux langues à la fois, qui ont suivi le même processus de maturation linguistique à partir de sensation-mots de la petite enfance vers la structuration du réseau mnésique abstrait. D'autre part, chez l'adulte, le centre d'activité cellulaire de la langue maternelle se réduit, tandis que celui de sa langue seconde s'étend s'il ne la pratique pas très régulièrement :

Comme pour servir un besoin de rentabilité maximale, le centre du langage maternel se concentre par effet de routine, réduisant le nombre de connexions nerveuses nécessaires à son fonctionnement. En revanche, l'utilisateur de langue seconde qui n'a pas l'occasion de l'exercer quotidiennement, maintient un tissu cellulaire actif bien supérieur à la nécessité réelle, ce qui "alourdit" sa tâche en terme d'énergie. Ce phénomène est proprement néfaste à son activité d'écoute ou d'expression en langue seconde.

Les mémoires

PARLER, COMPRENDRE, mettent en œuvre des activités supérieures extrêmement complexes parmi nos cellules cérébrales. Ces activités ne pourraient exister sans une mémorisation profonde préalable qui stocke, sous forme d'excitations nerveuses simultanées de groupes neuroniques, quelques bribes de la réalité sonore, quelques caractéristiques de la langue.

En effet, au fur et à mesure de l'accoutumance à certaines transmissions, les terminaisons cellulaires (synapses) se sont morphologiquement modifiées de façon à réagir au moindre signal concernant les traces auxquelles elles appartiennent. Cet état de mise en alerte caractérise l'accès rapide à notre mémoire profonde. Un simple traite-

ment de compréhension concernant un message en langue maternelle stimule plusieurs milliers de neurones selon différentes étapes de traitement.

L'homme possède plusieurs formes de mémoire parmi lesquelles il fait appel à trois grands groupes dans le traitement langagier:

- 1) une mémoire séquentielle qui correspond à la capacité de rétention des signaux excitateurs des cellules qui sont directement liées aux organes sensoriels. Elle ne dure que deux secondes pour l'ouïe, quelques vingtièmes de secondes pour la vue. Ces premiers réseaux cellulaires se dessaisissent ainsi successivement de "lots d'informations" au profit d'un réseau neuronique qui prend le relais, et qui a un premier rôle de traitement:
- 2) la mémoire de travail (ou mémoire à court terme). Celle-ci est capable de contenir une certaine quantité d'informations entièrement nouvelles 5 ou 6 par "séquence de travail" et peut conserver des informations nouvelles ou connues pendant quelques centièmes de millisecondes, voire une demie-minute, le temps de codifier l'ensemble et d'en transmettre quelques ensembles cohérents à:
- 3) la mémoire profonde:
Cette dernière prend alors le relais pour la compréhension finale. Enfin, la mémoire profonde se subdivise en une
 - a) une mémoire secondaire ou *mémoire provisoire* correspondant à notre capacité de retenir momentanément un ensemble de données pour nous en resservir ultérieurement; cependant elle nécessite un effort de concentration qui déconnecte l'attention portée aux informations arrivant en séquence de travail.
 - b) une mémoire tertiaire ou mémoire profonde proprement dite qui représente la part de nos souvenirs et de tous les éléments faisant partie de nos potentialités intellectuelles (traces mnésiques sémantiques, syntaxiques, phoniques, musicales, visuelle, tactiles, puis événementielles, etc).

Les mémoires de travail (à court terme) et séquentielle (physiologique) atteignent leur rentabilité maximale en situation de langue maternelle, car elles peuvent opérer en deçà de leur seuil de saturation: si nous considérons un auditeur de langue seconde, nous constatons que sa liaison avec la mémoire profonde prend beaucoup plus de temps qu'en langue maternelle; (vérification d'un mot, "relecture mentale" d'une portion de phrase, etc).

Ces phénomènes retardent l'évacuation des informations vers les centres de traitement profond et encombrant la mémoire de travail. Les différents éléments, non spontanément reconnus, ne "libèrent" pas la place pour les informations suivantes.

Dans la communication courante, les informations entièrement nouvelles ne s'enchaînent pas les unes aux autres. En revanche, la suite d'un numéro de téléphone (8 chiffres) sature la mémoire à court terme car leur enchaînement est complètement nouveau: il faut faire appel à un effort de concentration - mise en mémoire provisoire - en le répétant ou imaginant un système de rappel qui empiète sur le temps de compréhension d'un message dans le cas où celui-ci se poursuit.

Il faut concevoir qu'un utilisateur de langue seconde peu soumis à la pratique courante, est dans une situation avoisinant celle d'un auditeur qui devrait assimiler successivement de nouveaux numéros de téléphone.

Dans la pratique, il fait transiter des portions de phrase en mémoire provisoire pour s'assurer ultérieurement du sens des unités entendues, tandis qu'en situation normale, cet effort est réservé à la conservation du contenu du discours, du raisonnement, des idées - activité directement liée à la mémorisation finale.

Une activité de contrôle intense intervient déjà chez l'homme en situation de communication normale; ce sont les contrôles de :

- la vérification de l'information reçue ou produite (rétro-contrôle),

- la synchronie de l'ensemble des mémoires et commandes qui s'en suivent (décodage ou moteurs),
 - la mise en corrélation des idées nouvelles avec le connaissance personnelle,
 - l'attention et de la mise en mémoire, etc.
- Plus la demande de contrôle augmente plus les connexions s'activent, requièrent de l'oxygène (plus de 20% de l'oxygène du corps entier). Plus le travail est conséquent, plus il "mord" sur le temps imparti aux mémoires de rétention (séquentielle et à court terme) et c'est ainsi que l'on aboutit à une baisse d'attention et l'impression de fatigue bien connue des congressistes.

4

L'apprentissage et la pratique d'une langue

Les problèmes auditifs

En ce qui concerne la compréhension du langage oral, l'homme est dépendant de son organe auditif et de la neuro-physiologie de sa mémoire.

Les études menées dans les domaines de la phonétique et de la psychacoustique ont montré que l'homme perçoit les sons de sa langue sur certaines "bandes de fréquences" ou zones de reconnaissance spécifiques. Ces zones couvrent en général une octave et représentent un champ fréquentiel restreint par rapport à celui couvert par la réalité physique du son.

Par exemple en français: de 800 à 1600Hz pour la reconnaissance d'un [a]. C'est une habitude acquise dès l'âge de quatre ans. Cette habitude, qui est un véritable conditionnement, s'étend à la reconnaissance de syllabes. (Ex: "boue" - 150Hz à 300Hz).

Dans la pratique, l'audition d'un même son chez des sujets de langues différentes provoque des interprétations franchement divergentes: le [u] français de "pointu" est perçu comme un [jou] par l'anglo-américain, comme un [ou] par un espagnol et comme un [i] par le serbo-croate ... le son [u] n'existant pas dans leur langue, chacun décode à partir d'une même réalité physique, les caractéristiques propres à l'unité phonique qui s'en approche le plus dans sa langue.

Ceci revient à dire que tout individu adulte et auditivement sain, est déjà neuro-physiologiquement conditionné à ne percevoir que ce qui intéresse les sons de sa langue. C'est le premier obstacles à franchir lors de l'apprentissage d'une seconde langue. Certaines personnes, minoritaires, y parviennent à peu près aisément, d'autres avec de grandes difficultés.

Les études et statistiques ont prouvé que ces difficultés d'écoute sont parfois liées à la qualité de l'audition du sujet: en effet, les tests révèlent qu'une grande partie de la population présente des faiblesses auditives sur certains champs fréquentiels.

Le fléau du bruit est le mal du siècle : outre le processus d'altération dû à l'âge, les pertes d'audition touchent aussi la population adolescente. Les nuisances quotidiennes dépassent constamment le seuil d'acceptation de l'oreille et l'accoutumance à ces excès n'exclut pas la destruction de notre organe auditif. Parmi elles, notons le balladeur, la fréquentation assidue des discothèques, des concerts de rock, le moto-cross, puis les nuisances professionnelles

telles que celles du secteur sidérurgique, métallurgique, mécanique, etc.

Ces pertes d'audition n'occasionnent aucun trouble dans l'audition de la langue maternelle car la connaissance en est suffisamment profonde pour compenser les pertes de perception, ce dont l'individu n'a pas conscience.

Cependant le problème surgit lors de l'acquisition d'une langue étrangère, qui présente forcément des sons et des intonations nouvelles engendrant une nouvelle pratique phonatoire. De surcroît, le sujet n'a plus grande possibilité de compenser ces manques en se référant à une connaissance syntactico-sémantique et culturelle. La mauvaise acquisition, la prononciation toujours défectueuse, le flou sémantique persistent malgré des efforts multipliés au cours des années de formation linguistique.

Les procédures de mémorisation lors de l'apprentissage conditionnent le mode et la performance d'utilisation ultérieure de la langue: l'espagnol qui distingue mal "roue" de "rue" s'en remet à la mémorisation visuelle de l'écrit (par la mémoire de la forme) et l'enregistre dans son hémisphère droit. Or comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, l'intégration de l'hémisphère droit rend compte des données de façon approximative, notamment en ce qui concerne tout le vocabulaire non concret (mots tels que "tout, autant, action, pensée, être, vouloir" etc.)

D'autre part, la qualité de l'assimilation, affaiblie par le manque auditif, oriente l'individu vers une mémorisation de "structures toutes faites" ou phrases types: un individu doté d'une "bonne mémoire" peut exceller dans cette pratique et se donner une certaine illusion quant à la maîtrise de sa langue seconde. Ce n'est qu'une fois confronté à son utilisation avec des autochtones qu'il se rend compte du fossé qui sépare son acquis réel de celui nécessaire à une compréhension et à une expression spontanées.

En effet, la pratique courante ne peut être remplacée par l'effort de mémorisation quel qu'il soit:

Certains individus s'étonnent de leur insuffisance linguistique en pratique orale alors qu'ils sont de "bons lecteurs de revues spécialisées".

Ces personnes ont un important besoin de pratique à l'oral et se situent dans des niveaux "Elémentaire et Intermédiaire 1" de l'apprentissage. La progression de ces niveaux généralement admise dans les centres linguistiques se répartit comme suit:

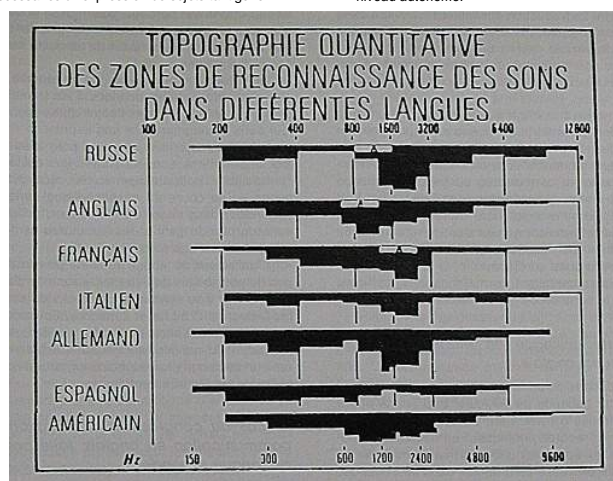
[Débutant, faux débutant, élémentaire, intermédiaire 1. intermédiaire 2, avancé, autonome (1), préparation à des outils de communication spécialisés] tels que :

- 1) l'entraînement à l'expression en conférence
- 2) l'entraînement à la compréhension et synthèse d'un discours,
- 3) la rédaction de rapports
- 4) l'entraînement à l'argumentation

(1) L'autonomie concerne en premier lieu le plan syntaxique, car c'est lui qui conditionne la capacité d'expression et de compréhension des idées. Ce seuil correspond aussi à un lexique de base - plus ou moins 1500 mots - relevant de la conversation courante et nécessaires à l'expression de sujets tant géné-

raux que spécialisés. Nous verrons ultérieurement qu'aucun vocabulaire de spécialité ne se suffit à lui-même et qu'il s'articule obligatoirement sur le vocabulaire courant dont il est dépendant. Les individus "autonomes" ont atteint un seuil d'acquisition qui leur permet d'exprimer leur pensée dans leurs détours et réflexions mais ils ne sont pas pour autant bilingues...

(2) La notion d'"utilisateur de langue seconde ou non-natif moyen" couvre les niveaux faux-débutant, élémentaire, intermédiaire 1, intermédiaire 2 et partiellement le niveau autonome.



Dans le cadre des apprentissages par répétition, l'individu utilise une forme de mémoire (mémoire procédurale) qui lui permet de greffer une nouvelle habitude ou connaissance sur un acquis, sans passer par le réapprentissage de l'ensemble.

Ce type de mémoire peut conditionner un individu à "une forme d'esprit", en ayant structuré ses procédures de stockage selon certains critères.

Or chez des sujets adultes, un tel mode de structuration dans les procédures peut se trouver incompatible avec celui requis pour l'assimilation d'une langue.

Nous avons souvent remarqué combien des personnes intellectuellement brillantes présentaient des difficultés conséquentes dans l'apprentissage d'une langue étrangère: Nous avons vu que leur échec est souvent dû à un conditionnement "tenace" à la langue maternelle, à des pertes auditives. Mais il peut s'agir aussi d'un état réfractaire aux systèmes langagiers en général qui est lié à une "formation de l'esprit" acquise: cette autre forme de "conditionnement" touche notamment l'adulte et peut s'aggraver avec l'âge.

C'est un phénomène naturel selon lequel, pour atteindre un rendement optimal dans leur type d'activité et d'intérêt, certaines personnes ont focalisé leurs systèmes

d'assimilation sur des procédures spécifiques. Ces procédures sont ensuite répercutées systématiquement sur les matériels à mémoriser. Le sujet peut en fait remédier à ce "conditionnement" très personnel en s'accoutumant à prendre conscience de ses modes d'approche et en s'appliquant à les contrarier pas à pas...

Ceci dit, il est vrai que le jeune, surtout avant six ans et jusqu'à douze ans, semble plus apte à assimiler une langue nouvelle: ce phénomène tient au fait que le conditionnement à sa propre langue est encore malléable et qu'il n'opère pas comme un filtre face aux langues secondes.

Les sujets âgés en situation d'apprentissage restent capables d'un taux d'attention élevé et d'une structuration active. Seulement ils utilisent des niveaux de traitement plus superficiels, et gèrent moins efficacement leurs procédures de rétention.

D'un point de vue biologique, certains dérèglements d'ordre chimique dans les différentes compositions de l'organisme peuvent entraver sérieusement les capacités d'acquisition et de mémorisation d'un individu.

Nous aborderons les phénomènes de mémorisation de discours dans le chapitre suivant au sujet de l'auditeur congressiste.

L'auditeur congressiste

Lors de l'écoute en langue seconde, un auditeur a tendance à repasser totalement ou partiellement par une "traduction" avec les mots de sa langue maternelle pour fixer le sens avant de faire correspondre le contenu du message à sa pensée.

C'est un moment crucial, car selon son degré d'aptitude ou d'attention, il peut être sujet à la traduction inconsciente qui s'effectue selon un rythme relativement régulier au fil de l'audition. La traduction consciente intervient dans les "gros travaux" de passage d'une langue à une autre - vérification d'une phrase entière par exemple -. Il ne faut pas négliger ces phénomènes qui sont absolument nécessaires à l'auditeur pour fixer ses idées à un instant donné de l'écoute.

Nous avons vu en chapitre II que la traduction au fil des mots favorise des dérivations au niveau de la compréhension du message.

Ce phénomène se double souvent de procédures mentales de reformulation, conscientes ou pas, que chacun subit. Certaines phrases ne semblent pas "claires" et l'on doit reconstituer un sens avec "nos" mots personnels: si ces moments de reformulation coïncident avec ceux de la traduction, il survient en général une prise de conscience forte qui masque la suite du discours pour un certain laps de temps (quelques centaines de millisecondes) suffisant pour "brouiller" le sens de ce qui est dit.

Le congressiste unilingue en situation d'écoute d'un message en anglais

Dans les habitudes de sa langue, l'anglo-saxon comme l'américain a pour habitude de véhiculer une bonne partie du sens des phrases à travers les variations de sa voix: aussi crée-t-il des "repères phoniques" en accentuant seulement les mots qui apportent une information nouvelle ou qui jouent un rôle expressément décisif dans son énoncé.

L'accentuation se réalise par une variation simultanée de l'intensité et de la hauteur du ton de la voix (what *time* is it *please*?) en revanche, les autres mots sont formulés de façon "atone" et comprimée (a) : (what taïm az iz pliz ?) - dans cette phrase précise, aucun anglophone ne prononce [what], ni [iz] pleinement articulés, etc.

L'énoncé-type anglais se résume à une série de mots-clés dispersés dans la phrase, que l'auditeur natif capte instantanément grâce aux changements de ton qui les caractérisent. Ce phénomène représente un des premiers obstacles sérieux dans l'apprentissage de l'anglais et constitue bien entendu chez l'anglophone une habitude profondément acquise...

A l'écoute, son auditeur doit commencer par surmonter ces "barrières" tonales qu'il cherche inconsciemment à annuler pour "s'y retrouver" : il perd du temps à les gommer, en demandant un effort supplémentaire à sa mémoire de travail. Il imagine les énoncés sans "haut et bas" pour reconstituer les phrases selon ses propres critères. Souvent dans ce cas il s'appuie sur sa mémoire visuelle (image).

Entre-temps, il doit traiter ponctuellement des opérations de traduction et finit par encombrer son esprit par saturation de sa mémoire de travail; alors brusquement, il ne peut plus stocker de données; il est obligé de les analy-

ser dans le détail, de s'y arrêter, de comparer avec ce qu'il pense être le sens en faisant des opérations de déduction logique, etc. Ainsi l'auditeur non anglophone force ses capacités de rétention à court terme au-delà de leurs limites et stocke par "petits tas" des bribes d'énoncés en mémoire provisoire qu'il essaie de comprendre successivement.

En l'espace de quelques minutes - ou plus selon son niveau -, le fil est perdu ... puis repris, et plus les reprises s'accumulent, plus il sature rapidement car il doit effectuer une analyse de récupération du sens sur ce qui est passé "entre les mailles du filet".

Chez tout auditeur en langue maternelle, ni les enchaînements automatiques de mots ni les éléments de "raccordement d'unités" ne font l'objet d'attention particulière et leur sens n'encombre pas son esprit.

Le sujet reste libre et alerte pour s'attacher et réagir aux informations conséquentes : en réalité, il utilise son "temps libre" pour anticiper sur les mots prononcés: nous avons vu au cours du chapitre I que certains mots sont "attendus" dans l'esprit de l'auditeur, grâce à la connaissance profonde qu'il a des structures et des probabilités d'agencement des mots entre eux.

L'utilisateur de langue seconde de niveau moyen, lui, a peu de possibilités de détecter le sens du discours par anticipation car il se surcharge de stocks de sens cumulés, en les "absorbant" au fur et à mesure. Souvent aussi, le manque de connaissance profonde des structures bloque la procédure. L'individu entrave sa souplesse de réaction et crée un décalage plus ou moins important qui le laisse "à la traîne" dans les interventions.

Le cas du congressiste anglo-saxon suivant une communication en anglais, faite par un locuteur de langue seconde

Faisant suite à ce que nous avons signalé ci-dessus, l'auditeur anglo-saxon ou américain cherche désespérément, dans l'énoncé du locuteur non natif moyen, QUELS mots devraient porter une variation vocale, QUELS mots devraient être "comprimés" dans la prononciation "étrangère" : en effet, l'unilingue utilisant l'anglais a un mal fou à respecter cette contrainte et même si sa syntaxe et son lexique sont corrects, il a tendance à réduire à néant les variantes vocales spécifiques.

De plus, le non natif a tendance à articuler pleinement les mots dont il est sûr et à contracter ceux qu'il connaît moins: sans le savoir, il détruit la régulation sémantique des structures anglaises et déroute fâcheusement ses auditeurs. C'est pourquoi l'anglophone a d'abord la tentation instinctive d'aller chercher les fausses variations et les fausses compressions qu'il peut détecter; en quelques dizaines de secondes - plus ou moins selon son degré d'accoutumance à ce genre d'exercice -, il comprend qu'il doit bloquer sa démarche réflexe et s'organiser autrement. Il met alors en place un système de surveillance qui active sans relâche des milliers de neurones supplémentaires.

En outre, dans le cas d'un discours spontané, il est particulièrement difficile pour l'anglophone de retrouver les articulations argumentatives de l'utilisateur non natif moyen : entre les divergences sémantiques des adverb-

les inversions mal respectées et la prononciation trop régulièrement articulée ou arbitrairement réalisée, l'auditeur anglo-saxon est contraint de faire jouer tous ses systèmes de déduction à haut régime et en un temps record. Nul doute que l'assimilation du sens et surtout celle de sa portée sont largement détruites.

Rappelons que la compréhension du sens d'un message tient plus à l'évaluation d'une perspective de sens qu'à l'intégration d'informations successives; or cet auditeur-là aura tendance à remettre à plus tard son évaluation pour ne retenir que des informations brutes et "décousues".

En effet, quand le lien de cohérence sémantique entre plusieurs informations est trop lâche, certaines d'entre elles ne sont pas retenues et tombent presque immédiatement dans l'oubli.

Il faut tenir compte du fait que les processus de dégradation du sens sont très complexes et la plupart du temps insidieux parce que mitigés et entremêlés des impressions "subjectives" de chacun.

Outre ces phénomènes spécifiques à l'anglo-américain en rapport avec les autres langues, tous les individus ont acquis des modes d'écoute qui varient selon le degré d'attention requis dans le message.

Dans une situation d'audition en langue maternelle, notre cerveau est habitué à reconnaître des phrases entières en bloc, alliant l'habitude phonique aux habitudes sémantico-syntaxiques; c'est un mode de perception globale que nous utilisons dès que possible, car elle est extrêmement rentable: elle l'est notamment dans des cadres spécifiques de communication où les sujets "connaissent" plus ou moins le style du discours auquel ils sont soumis. Les congressistes s'appuient souvent sur cette particularité pour défendre la qualité de leur compréhension en langue seconde. Cependant, le natif seul est capable d'abandonner sporadiquement cette forme d'écoute et de la reprendre aussi sporadiquement au moment voulu, car sa connaissance intime de la langue lui signale par quelques signes linguistiques précurseurs, les instants précis où il convient de changer de type d'écoute.

Il gère ainsi au mieux sa mémorisation postérieure entre l'attention analytique qu'il porte sur un contenu particulièrement complexe et cette perception globale qui lui permet d'utiliser son temps "superflu" pour mettre en mémoire provisoire le contenu du discours.

Dans un discours oral, la qualité de la mémorisation dépend d'une bonne gestion des types d'écoute.

Tantôt analytique, tantôt globale, ces deux modes d'écoute permettent une activité cérébrale qui alterne les temps d'attention spécifique avec les temps de mise en mémoire.

L'assimilation et la mémorisation d'une communication chez le congressiste

On ne retient bien que ce que l'on entend bien et ce que l'on comprend bien. Le premier problème du non anglophone tient à la clarté du sens qu'il perçoit; à une notion vague correspond une mémorisation médiocre.

Mais au-delà de ce constat, il faut tenir compte du phénomène de démemorisation naturelle,

Dans le cadre de la mémorisation du contenu d'un discours oral, l'information passe d'un registre sensoriel à un stockage à court terme puis à un stockage à long terme, par un phénomène de répétition.

Dans le langage, le stockage à court terme -5 ou 6 unités par séquence- se réalise sous forme acoustique. Sa capacité est faible et l'oubli y est rapide: une séquence composée d'unités entièrement nouvelles se dissout en 20 secondes ... selon que les informations complètement nouvelles ont été livrées de façon distribuée ou massée, la rétention est différente.

Dans ce dernier cas, les informations reçues sont reprises plusieurs fois à de très faibles intervalles, ce qui est le cas dans les communications de congrès.

En langue maternelle, la mémoire de ces informations entièrement neuves chute de 50% le premier jour et de 75% à l'issue du deuxième jour. 25% des informations sont conservées jusqu'au septième jour sur la masse de départ.

Heureusement, les éléments nouveaux contenus dans un discours ont souvent l'occasion de se relier à des faits connus et la liaison en mémoire profonde en est facilitée.

En résumé, chez un auditeur de langue maternelle, sa propre sélection a déjà éliminé une bonne partie des informations sur l'ensemble perçu "sur le vif" - (degré d'intérêt, choix, état de fatigue, etc). Chez le non-natif, la sélection même est gênée par les procédures d'écoute qui mettent à contribution l'attention et entravent la conscience du choix.

Le natif, lui, lutte contre le phénomène de démemorisation de la on instinctive en repassant mentalement une partie des éléments stockés en mémoire provisoire à l'issue du temps d'écoute. Il y "repense" ou cherche à les lire. Ceci lui permet de les faire transiter en mémoire profonde en renforçant la structure des traces mnésiques que les informations ont commencé à former.

Rappelons également que la mémorisation d'un fait est d'autant plus profonde que l'individu s'est investi physiquement par le langage au moment de l'élaboration de sa pensée. Un congressiste qui intervient sur un fait précis ne l'oublie pas. L'individu a toujours tendance à retenir d'abord ce qu'il dit lui-même.

Cette attitude lui permet de créer, et de rétablir rapidement par la suite, le lien avec ce qu'il a perçu et imaginé sur le moment. C'est une forme extériorisée (donc plus marquée) du processus de mémorisation naturelle.

Il convient d'encourager les congressistes à intervenir, mais selon leur degré de maîtrise linguistique, il est préférable que cette opération se fasse à partir de leur langue maternelle, quitte à être traduits - point sur lequel nous reviendrons dans le chapitre suivant.

Mettre en mémoire profonde de nouveaux concepts à l'issue d'un discours signifie créer des liens solides entre les éléments stockés provisoirement et ceux faisant partie de nos connaissances.

Une idée est souvent le fruit de groupes de phrases qui ne respectent en rien l'ordre dans lequel elles ont défilé pendant le temps d'écoute.

Chacun mémorise en fonction de sa propre structure cognitive - ou agencement de ses connaissances personnelles. Cette opération ne tient pas compte de l'enchaînement des énoncés perçus. Elle s'effectue à partir de divers éléments captés ça et là, au gré du discours et selon le cours de ses propres pensées à un instant donné de l'audition.

Le conférencier a beau avoir structuré consciencieusement son texte, (cas de conférence-lecture), chacun saisit et mémorise les idées de l'autre en fonction des schémas propres; l'agencement des connexions mnésiques, qui sont des liaisons de rappel, dépend strictement de l'expérience et de la formation mémorielle propre à chaque individu.

vidu.

Ainsi, certaines pertes de compréhension a priori anodines peuvent être fatales à la mémorisation d'une idée chez l'auditeur de langue seconde moyen.

Ces pertes anodines sont pour la plupart dues à la dérouté du sujet de langue seconde qui a été dans l'incapacité de gérer une alternance d'écoute adéquate sur le message fourni.

6

L'intervenant et le débat

Nous sommes conscients qu'un des principaux intérêts du congrès tient à l'intervention des congressistes et à l'établissement de débats. Ces derniers sont nécessaires à l'élaboration intellectuelle entre spécialistes séparés ordinairement par la distance, le temps et leur culture.

Théoriquement libérés des communications écrites, c'est le moment et le lieu pour chacun des congressistes de se faire connaître et de défendre oralement des valeurs intellectuelles.

L'intervention

Pour intervenir dans une communication dans sa langue maternelle, l'individu doit jouir d'une certaine latitude au niveau de sa mémoire de travail car l'acte de langage relève d'une activité complexe faisant intervenir diverses procédures.

Connaissant l'objet de son discours, le locuteur s'engage dans l'expression langagière en une première fraction de seconde où il prend conscience de son intention de parole (sorte de volonté d'expression) : ensuite, le temps commence à défilier à rebours pour lui. Il doit envisager des séquences de phrases qu'il synthétise en les imaginant directement sous leur forme phonique; chaque séquence est conçue de façon à programmer une commande à tous les muscles moteurs de la phonation, ce qu'il vérifie pendant quelques millièmes de secondes avant de faire transiter ce "micro-programme" dans la mémoire séquentielle musculaire.

Tout ceci représente une part inconsciente chez le natif.

A partir du moment où la première séquence est réalisée, les autres doivent s'enchaîner à un rythme régulier, une moyenne de 7 à 9 syllabes par seconde. Comme tout l'ensemble d'une phrase de longueur moyenne ne peut être prévu à l'avance dans son intégralité, le locuteur ne prend réellement conscience que d'une "orientation" dans ce qu'il veut dire. Il laisse l'agencement syntaxique de basse se faire automatiquement au gré de ses propres mots.

C'est une part d'aléatoire que la connaissance intime d'une langue pallie sans défaut, par réflexe.

Or, c'est justement devant cette part d'aléatoire que l'intervenant de langue seconde recule, car il sait qu'aucun automatisme dans l'agencement de ses phrases ne lui viendra en aide. Aussi, s'il intervient, il est obligé de stocker une bonne partie, ou l'ensemble de sa phrase dans sa mémoire provisoire pour ne pas en oublier la structure au moment voulu.

C'est le cas de tous ceux qui "préparent" leur question.

La conséquence de ce procédé courant est dramatique car l'attention est focalisée sur la mémorisation et il ne leur reste aucune liberté d'esprit pour se préparer à la réponse du conférencier.

D'autre part, de "peur de susciter un dialogue" en retour, les congressistes présentent des QUESTIONS FERMÉES: ces questions obligent l'interlocuté à formuler une réponse qui n'engage pas de nouveau discours de la part du questionneur. Nous devons reconnaître ici les "Yes-No questions". Ce genre de réponse livre peu d'informations, et dans ces procédés, le questionneur fuit un échange linguistique spontané où il n'aurait plus la possibilité de programmer ses phrases.

Le débat-dialogue

1 - Une situation d'infériorité pour le non-anglophone

Tous les utilisateurs de langue seconde d'un niveau moyen, mis en situation de dialogue, souffrent d'asynchronie dans les transitions s'effectuant entre leur mémoire de travail et leur mémoire séquentielle: ils avouent ressentir un décalage entre ce qu'ils disent et ce qu'ils pensent.

Chez ces sujets, de multiples procédures de vérification, de traduction, d'articulation, ou d'agencement syntaxique, provoquent une rapide saturation.

On imagine aisément les difficultés auxquelles ces locuteurs sont confrontés. Une très grande part de leur énergie est requise pour contrôler la seconde langue, et l'on sait à l'heure actuelle, que les mécanismes de l'attention restreignent l'accès au champ de la conscience.

En effet, L'EFFORT D'ATTENTION est un sous-comportement nerveux qui met en jeu une quantité de neurones disproportionnellement élevée par rapport au taux de cellules concerné par une procédure ordinaire. Il provoque un accroissement du besoin d'alimentation en oxygène des régions cérébrales activées. Ce phénomène se traduit par une dilatation des vaisseaux sanguins locaux qui diffusent l'oxygène. Des fibres sensitives internes à l'organisme mesurent leur dilatation et préviennent les "cas d'alerte" et le mécanisme d'attention se déconnecte instantanément.

Lors de l'activité langagière normale, le débit sanguin présente déjà une augmentation considérable et bien que ces activités sanguines ne donnent pas de sensations conscientes, leur sur-activité entrave la bonne coordination de tout l'ensemble.

Reprenons le schéma neuronal de l'utilisateur moyen d'une langue seconde:

Si dans sa langue maternelle, un laps de temps de parole X requiert l'activité simultanée de 500 MILLIONS de neurones, ce même laps de temps en langue seconde va nécessiter l'activation d'un nombre de neurones astronomique, à cause des liens de traduction, de vérification, etc. qui mettent en cause des séries entières de cellules à chaque instant.

En outre, tout en parlant, le locuteur doit "réfléchir à ce qu'il dit" et le vérifie (rétro-contrôle), c'est une capacité qui s'affaiblit en langue seconde. Cet affaiblissement est relatif.

vement proportionnel aux besoins requis par une attention externe soutenue. En effet, l'auto-évaluation du sens dans une langue qui est subordonnée à la langue maternelle représente une opération "ajoutée" aux habitudes de communication normale, et elle demande une activité intense et rapide qui grève l'expression de son potentiel intellectuel.

2 - L'interlocuteur de langue seconde est limité dans l'expression de sa pensée

Nous avons vu que le langage effectue une opération de "mise au clair" sur la pensée. Dans le cas des utilisateurs de langue seconde, la contrainte imposée par la langue "rationnelle" le sens au moment de l'expression. N'ayant pas le choix de tous les mots dont il dispose en langue maternelle ni sa souplesse syntaxique, le locuteur restreint obligatoirement l'étendue du sens qu'il souhaite fournir.

Il sélectionne des mots et des tournures "simplifiées", tourne autour d'un propos dont il n'arrive pas à restituer l'étoffe. Ne pouvant pas conserver en mémoire la densité de pensée qui ne "s'écoule" pas dans la parole, il finit par en abandonner certains éléments, voire certaines idées tandis que d'autres se bousculent dans son esprit et brise sa performance.

D'autre part, la langue qu'il emploie lui fournit à tout instant des entraves ou des aiguillages de sens qui ne correspondent pas à l'orientation qu'il projette dans son esprit.

Nous rappelons à ce sujet les phénomènes d'assemblages, de sous-entendus et d'enchaînements réflexes. (Chapitres I et IV). Un interlocuteur dont le niveau de langue seconde est moyen, ne maîtrise pas la portée de ce qu'il exprime. Son degré de conscience personnelle du fait est difficilement évaluable, cependant tous avouent devoir "repandre", "rattraper" un sens ou "insister sur un point".

En revanche, chez les sujets approchant une certaine autonomie en communication linguistique, la mémoire du réseau sémantique de la langue seconde commence à se structurer.

Cela leur permet parfois d'enclencher des phrases sans passer par leur langue maternelle, ce qui constitue pour eux un dilemme: s'ils ne s'exercent pas à cette pratique, ils ne favorisent pas leur autonomie langagière, mais souvent ces personnes souhaitent plus ou moins consciemment produire toute leur énonciation suivant ce modèle. Cette tendance constitue un danger en limitant la complexité de leur réflexion.

Nous avons vu que le langage servait à fixer la pensée; or la finesse d'un raisonnement ardu, qui est souvent requis dans le cas de dialogues en spécificité, ne peut être rendu que par la langue maternelle ou une langue parfaitement connue - "autonomie avancée".

Mais au-delà de ces considérations, il faut retenir que transmettre un message dans un dialogue consiste d'abord à se soumettre à l'interprétation linguistique de son interlocuteur, voire prendre le risque de se mal faire comprendre. Les distorsions de compréhension sont multiples et leur degré infini: le maniement de la langue dans toutes ses finesses est au centre de cette question.

De son côté, l'auditeur intègre inconsciemment des sous-entendus linguistiques par le discours naturel; or les formes qu'il offre en réponse vont rarement dans le droit fil de ce que le locuteur de départ veut communiquer et attend de lui. Ce dernier "lutte" contre les réponses de son interlocuteur par des procédures sémantiques de ré-orientation, de rectification, et parfois de reprise flagrante:

"Nous disions que..." "Je reviens sur ce point"; "Il est évident que" suivi d'une reprise de sens précédent, qui prouvent justement que les choses ne sont pas claires entre les interlocuteurs.

Aussi, dans une situation de discussion, nous dépendons facilement le tiers de notre énergie langagière à réorienter le sens de nos propres propos: ce phénomène survient parce que la parole dialoguée est un flux continu qui s'établit entre deux ou plusieurs personnes et qui s'enchaîne sur des automatismes lexico-syntaxiques ou psychiques qu'elles ne peuvent pas prendre le temps d'analyser. L'utilisateur de langue seconde même autonome ne peut maîtriser dans sa totalité les effets de langage du dialogue.

En-deçà de l'autonomie la situation de dialogue n'est pas très "fair-play" vis-à-vis du non-natif. Il est loin de posséder les automatismes syntaxiques, très loin de maîtriser ses propres interprétations par rapport au tissu sémantique réel de la langue employée.

Retenons finalement qu'au-delà des messages bruts, la langue est essentiellement faite pour agir sur autrui, l'orienter vers un comportement comme: se rendre crédible, se faire respecter, obéir, considérer, suivre, etc.

Or, chaque langue possède des structures syntaxiques et sémantiques adéquates, qui constituent dans leur ensemble un outil spécifique. Dans une large mesure, cet outil linguistique permet de conduire l'interlocuteur à adopter une attitude voulue et nous l'utilisons consciemment à tout instant. Il fait l'objet d'un apprentissage spécifique chez les sujets autonomes en langue seconde. (Cf. ici les niveaux d'apprentissage dont "l'entraînement à l'argumentation").

Aussi pensons qu'un non-natif sans grande habitude de sa langue seconde est loin de maîtriser un tel "outil" et que l'idée que nous nous faisons de la manipulation d'une langue est bien faible par rapport à la réalité.

3 - L'utilisateur de langue seconde et son vocabulaire de spécialité

Le vocabulaire de spécialité échappe à la structuration sémantique naturelle (Cf. pour ce phénomène le chapitre II), parce qu'il est exclusivement descriptif et non créatif, qu'il n'offre aucune potentialité sémantique d'assemblage. Il est dit "fermé" ou marginal. A UN mot correspond UN sens, non interchangeable dans son interprétation. Il réfère à une somme fixe de qualités données.

Nous avons vu que l'usage du vocabulaire courant permet de créer spontanément un sens particulier en "jonglant" avec les mots grammaticaux et lexicaux de son entourage. Ce phénomène est irréalisable avec le vocabulaire spécifique, sauf sur le ton de la plaisanterie; aussi, un discours d'une trop forte densité en vocabulaire de spécialité agit comme un poids au moment de parole.

D'autre part, dans le langage courant les "incidents de parcours" (phrase mal commencée, mot introuvable, etc), sont constants mais instinctivement balayés grâce à la souplesse sémantique de l'ensemble. Le locuteur "se rattrape" par des synonymes, une paraphrase, une réorientation subtile de tournure, etc. Or une bonne partie de ces procédures est bloquée quand le lexique spécifique envahit l'énoncé. Cette situation oblige le locuteur à garantir une précision sémantique complète dans l'agencement de sa pensée, phrase à phrase.

Ce vocabulaire s'articule malgré tout sur le lexique courant, et la connaissance commune d'un vocabulaire de

spécialité chez des spécialistes de langues différentes ne leur donne pas pour autant toutes les clefs

Chez ces sujets, la compréhension s'organise insidieusement à partir des *évidences* ou des *déductions*.

Ce phénomène ne doit pas être négligé car à trop vouloir insérer les chercheurs et techniciens dans un milieu linguistique qui n'est pas le leur, ils finissent par acquérir un mode de compréhension basé sur la déduction logique et s'habituent à ce pis-aller.

Parmi les congressistes qui suivent sans pouvoir intervenir, nombreux sont ceux qui affirment avoir compris certains passages ou davantage par déduction grâce - aux graphismes présentés en conférence (schémas, diagrammes, courbes, avec leurs légendes de spécialité), etc.

- aux "évidences" scientifiques.

85% d'entre eux avouent n'être sûrs de rien ou peu sûrs de certains développements quant au sens complet. Ils admettent pouvoir se tromper sur ce qu'ils pensent avoir assimilé et souhaitent prendre connaissance des écrits dans leur traduction ...

Ce phénomène est dû au fait que les mots renvoient à des références mentales, c'est-à-dire à l'idée que l'on se fait de quelque chose, d'un mot, d'une sensation. L'efficacité du système d'une langue tient au fait qu'une multitude d'informations peut être fournie à travers l'agencement qui lie les mots entre eux; cette efficacité ne découle pas de définitions ajustées les unes à côté des autres, mais de la connaissance de tout un mécanisme.

7

L'interprète de conférence

Ainsi que nous l'avons souligné en chapitre II, l'interprète est, dans la plupart des cas, issu d'un milieu culturel et linguistique bilingue (parfois trilingue). En général, ces langues ont mûri dans son cerveau de façon naturelle par un processus d'intégration parallèle à l'apprentissage de la vie et du monde.

L'imprégnation culturelle joue un rôle primordial dans la mémorisation linguistique profonde. Il ne s'agit pas d'"implantation superficielle" comme les stages linguistiques, mais d'une véritable insertion sociale, affective et économique dans la culture d'un pays. Le vrai bilingue a généralement vécu son enfance dans deux pays, ou a été élevé dans une famille bilingue, ou encore a séjourné longuement dans un pays.

La période de cet "acquis de fond" reste une structure essentielle propre à l'individu; aussi le vrai bilingue a-t-il intégré dans son psychisme les réactions propres aux groupes ethniques dont il a partagé les cultures, ainsi que l'ensemble des potentialités sémantico-culturelles liées à ces langues.

Les vrais bilingues présentent deux structures de traces mnésiques (Cf. chapitre II). Comme toute langue maternelle chez l'adulte, ces réseaux sont intégrés et concentrés sur l'hémisphère gauche (s'ils sont droitiers).

D'un point de vue neuro-linguistique, certains mots font participer une même cellule appartenant à la fois aux deux réseaux différents, ce qui constitue pour ces sujets non pas un "passage obligé" comme dans le cas des utilisateurs de langue seconde, mais des facilitateurs de pensée. En effet, nombreux sont les bilingues qui choisissent tout-à-coup, dans leur conversation courante, un mot appartenant à leur autre langue... il ne s'agit pas d'une "erreur" mais d'un choix spontané qui leur semble mieux adapté au sens qu'ils veulent exprimer.

Dans un état de *fatigue* particulier, ces cellules de "croisement" peuvent les inciter à suivre brusquement un aiguillage concernant l'autre langue; ils peuvent alors fournir une phrase dont l'agencement syntaxique suit le modèle de l'autre langue sans qu'ils n'aient pu y prêter attention. Pourtant, ces connections "croisées" entre les deux réseaux mnésiques représentent une bonne part du potentiel intellectuel de l'interprète de conférence. Pendant une vingtaine de minutes d'affilée, il va les utiliser à bon

escient, au cours du va et vient incessant d'une langue à une autre, pour servir les besoins intellectuels du congressiste.

L'interprète de conférence doit être considéré à l'égal d'un co-équipier rallye... l'un fournit les données, l'autre réagit.

La pratique d'un interprète relève de TECHNIQUES PARTICULIÈRES telles que

- le maintien de leur entraînement qui en font des "athlètes de haut niveau". Ils ont appris à étendre leur mémoire séquentielle auditive et à saturer leur mémoire de travail dans des proportions qu'un individu non entraîné n'atteint pas.

- le masquage de l'écoute phonique:

afin d'interpréter correctement, ils ont appris à "ne pas écouter" les sons de la langue d'arrivée (celle du conférencier) et à intégrer le sens des messages directement dans la langue de départ (celle du congressiste).

Cette technique très particulière requiert une PUISSANCE D'ATTENTION difficilement soutenable au-delà d'une vingtaine de minutes et ils se relaient entre eux tout au long de la communication.

D'un point de vue linguistique, les interprètes s'adaptent au conférencier et au public à la fois, en rectifiant souvent des tournures peu claires, celles qui correspondent mal à la langue du congressiste, etc. Souvent aussi gomme-t-il les mauvais effets d'un locuteur intimidé ou mal habitué au discours en public.

En outre, ils se sont "préparés" au vocabulaire de spécialité qu'ils ont préalablement assimilé, et ont souvent accès au texte de la communication; l'acquisition du vocabulaire de spécialité libère leur attention qu'ils peuvent focaliser sur les procédures d'interprétation.

L'interprète, détenteur des deux cultures et des deux langues en présence dans une communication, est le seul capable de rendre toutes les qualités d'une réflexion élaborée.

Il permet aussi aux congressistes de COMMUNIQUER LIBREMENT dans leur langue en les soulageant des contraintes langagières: le congrès n'est-il pas, avant tout, un lieu d'échanges intellectuels qui doit se situer largement au-delà des barrières linguistiques?

Conclusion

LE CONGRES MONOLINGUE évince une partie importante des participants présents et potentiels, en brimant d'une part ceux qui désirent intervenir sans en avoir les moyens linguistiques, en éliminant d'autre part d'office ceux qui se soustraient à ce type de réunions pour éviter d'y "perdre leur temps".

Dans les deux cas, il s'agit des personnes dont l'acquis linguistique en langue anglaise n'est pas suffisant pour suivre des communications sans interprétation simultanée.

Il est fâcheux de croire que ces individus s'excluent d'eux-mêmes. Pour la majorité, ils ont suivi divers STAGES DE FORMATION LINGUISTIQUE dans l'espoir d'acquérir un niveau de compréhension et d'expression orale satisfaisant.

Un ingénieur ou cadre français de 35 ans a suivi en moyenne plus de 3000 heures de formation en anglais dans l'enseignement secondaire et supérieur ainsi qu'en formation continue. Cet échec est principalement dû aux carences pédagogiques et au refus de prendre en compte la "barrière" que représente le conditionnement à la langue maternelle.

En outre, il faut observer que dans leur vie professionnelle, ces personnes n'ont pas un emploi du temps qui favorise la régularité nécessaire à un apprentissage fructueux. D'un autre côté, même si, à un moment donné, leur connaissance aurait pu satisfaire leurs besoins linguistiques, le manque de pratique les a ramenés à leur point de départ, ce qui a eu pour effet de les décourager.

Ce sont des personnes souvent déçues par leurs multiples tentatives d'apprentissage. Il est dommage de ne pas prendre en compte cette réalité qui touche un nombre si important d'individus parmi nos élites.

Cette population n'atteint que rarement une autonomie linguistique sans une langue seconde. On constate, au vu des statistiques générales des organismes de formation, que les chercheurs non anglophones tentent désespérément de s'introduire dans l'univers linguistique anglo-américain au prix d'efforts humains et financiers considérables.

Il faut savoir également que, si la "PRESSE SCIENTIFIQUE" anglo-américaine (articles, rapports, etc) recueille la part la plus "noble" des publications, c'est parce qu'elle constitue un monopole économique-scientifique auquel sont soumis nos chercheurs; mais elle ne détient pas, bien évidemment, l'ensemble des valeurs intellectuelles.

Bon nombre de scientifiques ne sont pas publiés en langue anglo-américaine, ce qui leur porte en fait un préjudice considérable.

Les instituts, les banques de données ne prennent en considération que les publications en langue anglaise. Ce désavantage ne doit pas exister dans les congrès internationaux où les experts doivent, au contraire, être aidés dans leur démarche intellectuelle.

Aussi est-il souhaitable de leur réserver un accueil personnalisé dans le cadre des congrès où nous attendons qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes. C'est un lieu où les techniques progressent, où l'avenir s'élabore. Plutôt que d'en exclure un nombre élevé de chercheurs non anglophones, nous devrions au moins leur offrir la possibilité de s'exprimer dans la langue de leur choix.

D'autre part, l'objectif des congrès, qui est la mise en commun d'une compétence universelle, n'est pas pleine-

ment atteint dans une réunion monolingue, car une partie des experts n'est pas présente pour des raisons linguistiques et parce que la communication est défectueuse entre les participants.

En ce qui concerne L'EXPANSION DE LA LANGUE ANGLAISE, il convient de ne pas aller plus vite que les processus naturels: l'autonomie linguistique universelle ne concerne pas notre actualité, contrairement à ce que l'on croit. Ce phénomène ne se réalisera que par la souche, c'est-à-dire par la généralisation de l'éducation linguistique infantile.

Il reste cependant qu'une langue ne peut pas avoir l'ambition de couvrir la planète et en absorber ainsi toutes ses variétés culturelles.

En ce qui concerne l'évolution de la structure d'une langue, son extension s'arrête:

- soit aux aires géographiques et culturelles, c'est-à-dire qu'au-delà de certaines limites elle cesse d'exister d'elle-même. Elle peut être "refoulée" ou "intégrée" sous forme d'une nouvelle langue qui commence par un jargon. Par exemple ("hispano-anglais", le "franglais", etc.
- soit dans son efficacité, dans les cas où elle doit persister par des volontés ou besoins politiques, sociaux, économiques. Elle finit alors par se restreindre à des fonctionnements adaptés et normes, spécifiques, comme la langue juridique, économique, etc.

De nos jours, la langue anglo-américaine subit un phénomène de généralisation qui outrepassa, pour des raisons naturelles inhérentes aux processus économique-politiques, les limites géographiques et culturelles acceptables.

Cet état de fait ne peut que L'AFFAIBLIR car son sémantisme - c'est-à-dire toutes les valeurs de sa syntaxe et de son vocabulaire -, devra se défaire de la part culturelle qu'il comporte.

Cette langue devra en outre abandonner, dans son usage, des formulations qui ne relèvent pas du "tout courant", alors que ce sont justement celles-ci qui ont une forte densité sémantique.

Le sujet anglo-américain, contraint d'adapter son langage à ses interlocuteurs en toutes circonstances, sera le premier à souffrir insidieusement de cette généralisation linguistique. Si les non anglophones préservent leurs particularismes à travers une forme de "conservation" linguistique, l'anglophone risque de subir un processus inverse.

En fait, il n'est pas raisonnable de justifier la généralisation de l'anglais par l'accès "aisé" de sa forme syntaxique. A l'issue de ce que nous avons abordé au cours de ces pages, nous comprenons que, quelles que soient les particularités d'une langue, il n'en est pas une qui puisse prétendre à une plus grande facilité d'accès qu'une autre.

D'ailleurs, les statistiques de formation linguistique en langue anglaise chez les populations non anglophones le prouvent largement... Nous pouvons simplement dire que:

- certains groupes linguistiques, se rapprochant de par leurs origines, se sentent plus aptes à apprendre certaines langues. Ce phénomène concerne donc des familles de langues telles que latines, germaniques, hébraïques, asiatiques, etc, qui ont conservé parfois certains mécanismes en commun.
- certains peuples, de par leur histoire, ont été accoutumés à acquérir de nouvelles langues : c'est le cas des néerlandais.

dais, grands voyageurs, ou celui de certains peuples slaves par exemple.
 Avant que l'évolution n'apporte sa propre réponse, il nous appartient de tout mettre en œuvre pour préserver au

mieux la qualité de la communication internationale offrant aux participants de nos congrès le choix de ces langues grâce auxquelles les unilingues ou les bilingues non anglophones pourront s'exprimer librement

Septembre 139;

Bibliographie

NEURO-PHYSIOLOGIE

- BUSER, P., IMBERT M., (1987). *Audition*. Paris: Hermann
 CHANCEUX, J.P., (1983). *L'homme neuronal*. Paris: Hachette
 DELACOUR, J., (1978). *Neurobiologie de l'apprentissage*. Paris - New York - Barcelone - Milan: Masson
 DELACOUR, J., (1987). *Apprentissage et mémoire, une approche neurobiologique*. Paris - New York - Barcelone - Milan - Mexico - Sao Paulo: Masson
 DELMAS, A., (1981). *Voies et centres nerveux*. Paris - New York - Barcelone - Milan - Mexico: Masson
 HABIB, M., (1989). *Bases neurobiologiques des comportements*. Paris - Milan - Barcelone - Mexico: Masson
 HANNEQUIN, D., GOULET, P., JOANNETTE, Y., (1987). *La contribution de l'hémisphère droit à la communication verbale*. Paris: Masson
 MEULDERS, M., (1979). *Neuro-psycho-physiologie: 1. Fonctions sensori-motrices*. Paris - New York - Barcelone - Milan: Masson
 NELSON, P., (1982). *Neuro-physiologie des instincts et de la pensée*. Paris: Maloine.

Articles et revues

- "L'audiométrie verbo-tonale", in *L'année oto-laryngologique* (1957), Paris: Masson
Le cerveau. Pour la science 1984, Paris.
 "Le cerveau et la mémoire", *Science et vie*, n°162 hors série, Mars 1988
 RABINOWITZ, J., "Les effets physiologiques du bruit", in *La Recherche*, n°229, Février 1991

LINGUISTIQUE, PHONETIQUE et PSYCHO-LINGUISTIQUE

- FRY, D.B., (1987). *The physics of Speech*. Cambridge - London - New York - Melbourne - Sydney: Cambridge University press
 GERMAIN, C., (1981). *La sémantique fonctionnelle*. Paris: PUF
 KELLER, E., (1985). *Introduction aux systèmes psycholinguistiques*. Québec, Canada : Gaëtan Morin
 LEDERER, M., (1981). *La traduction simultanée*. Paris: Lettres modernes, Minard.
 LIENARD, J.S., (1977). *Les processus de la communication parlée: introduction à l'analyse et à la synthèse de la parole*. Paris - New York - Barcelone - Milan: Masson
 MILNER, J.C., (1978). *De la syntaxe à l'interprétation*. Paris: Du Seuil.
 MARTIN, R., (1987). *Langage et croyance: les univers de croyance dans la théorie sémantique*. Bruxelles: Mardaga
 MARTINET, A., (1974). *La linguistique synchronique*. Paris: PUF
 RMOESCHLER, J., (1985). *Argumentation et conversation*. Université de Genève. Paris: Hatier-Credif.
 NOYAU, C., PORGUIER, R., (1984). *Communiquer dans la langue de l'autre*. Paris: PUF. (Université de Vincennes).
 POTTIER, B., (1984). *Linguistique générale*. Paris: Klincksieck.

Articles et compilations d'articles

- Neuropsychologie de l'expression orale*, 1983, Paris, CNRS
Problèmes de psycholinguistique, RONDAL, J. et THIBAUT, J.P., 1987, Bruxelles: Mardaga.

Le projet I.S.C.I. (Interprétation simultanée dans les congrès internationaux) a un double objectif:

- l'étude des conséquences du monolinguisme
- la promotion de l'interprétation simultanée dans les congrès internationaux.

Initiateur du projet I.S.C.I.

- L'Association internationale des villes francophones de congrès (A.I.V.F.C.)
 - Président: Ibrahima DIAGNE (Dakar).
 - Secrétaire général: Michel GILLET (Nantes).

Direction du Projet

- Jean DELOBEL, Palais des Congrès de Versailles.
- Yvonne BERNARD, chargée de mission.

Réalisation de l'étude sur l'interprétation simultanée

- Michel GUILLEMAT, professeur de linguistique générale et hispanique.
- Jeanne GUILLEMAT, psycho-acousticienne.

Groupe de travail

- Christiane DROUIN, Palais des Congrès, 54000 Nancy.
- Christine LE GUERNIC, Parc des Expositions et Congrès, 21003 Dijon.
- Bernard MOUILLON, Palais des Congrès Internationaux, 69000 Lyon.
- Bruno RAY, Palais des Congrès, 72000 Le Mans.
- Michel ROTTIERS, Palais des Congrès, Bruxelles (Belgique).

Financement du projet I.S.C.I.

- Association internationale des villes francophones de congrès (A.I.V.F.C.).
- Ministère de la Francophonie, Paris.
- Association internationale des palais des congrès (A.I.P.C.).
- Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), Paris.
- Délégation générale à la langue française, Paris.
- Palais des Congrès, 78000 Versailles.
- Palais des Congrès "Le Corum", 34027 Montpellier.
- Palais des Congrès et de la Musique, 59800 Lille.
- Maison de la Chimie, 75007 Paris.
- Société SONETEC, 92100 Montrouge.
- C.G. Traductions, 78000 Versailles.

L'A.I.V.F.C. remercie vivement les personnalités et les organismes qui ont apporté leur soutien à la réalisation du projet I.S.C.I.

L'étude de Michel et Jeanne GUILLEMAT ainsi que sa synthèse sont disponibles au:

Bureau I.S.C.I. - Palais des Congrès - 8/10, rue de la Chancellerie, 78000 VERSAILLES.
Tél. (1) 3951 46 30 - Télécopie (1)30 21 1582

Droits de reproduction réservés, sauf autorisation de l'auteur et de l'A.I.V.F.C.

Simultaneous translation in international congresses

Communicating in the language of one's choice, A fundamental right

1. The monolingual international conference: a system of exclusion

Almost half of the experts concerned by the theme of a congress do not take part because they do not know the language being used.

This proportion varies according to the linguistic group, notably because the capacity to learn English is conditioned by one's native language.

It is a fact that many scholars, and often the most eminent among them, speak only their mother tongue.

Should they be excluded from a congress because a single language is used?

2. The monolingual international conference: an unacceptable state of inequality among the participants:

Even if all of those taking part in a congress profess to a knowledge of English, their level of proficiency varies around the following averages:

- 25% of them are autonomous, of which 20% are native English speakers and 5% bilingual
- 20% are able to speak
- 55% are only capable of passive listening.

Upon analysis, the situation is seen to be more complex:

Concerning listening:

Comprehending a message in a foreign language creates particular difficulties in phonetic recognition, which give rise to:

- periods of total interruption of listening.
- a poor assimilation of the content, as all of the intellectual faculties are being used for comprehension.
- derivations of meaning.
- a partial memorisation, as one can retain well only that which one can hear and understand well.

The average congress participant unwillingly misses an important part of the messages transmitted.

Concerning speaking:

A congress should be interactive. The difficulties of a speaker expressing himself in public are much greater in a foreign language situation, as spontaneous expression necessarily calls for syntactical and lexical automatisms which the great majority of congress participants do not possess.

This is why the majority of congress participants are passive. The contributions are usually restricted to questions which, since they are prepared in advance, do not lead to discussion.

Only a minority of "autonomous" participants can make points, debate, argue and defend their points of view.

The monolingual congress excludes a number of potential participants and fully benefits only a minority in the communicative and interactive phases.

It therefore fails in its objective, which must be the bringing together of all the abilities.

3. English as the language of congresses: a myth

The learning and practice of a language are not a universal gift: The capacities of perception and assimilation vary according to the individual and the linguistic families.

After the age of 5, the "ear" is trained to the sounds of its own language, and the learning of another language becomes problematical.

It is to be noted that each language uses different fields of frequency in the phonation and in the hearing of the sounds which comprise it. Learning difficulties are linked to the psycho-acoustic conditioning of the individual to these distributions and frequential fields.

Language learning is not simply a problem of intelligence or hard work, but is, from the start, a question of aptitude.

Regular practice is indispensable to the maintenance of a level of linguistic autonomy. Suddenly plunged into a congress in a foreign language, the participant does not have the time, before the end of the congress, to reaccustom his ear and his intellect to the sounds and idioms of a language which he uses but occasionally.

4. The specialised vocabulary: an aid or a source of error?

The common knowledge of a specialised vocabulary directs the experts towards a deductive kind of comprehension of the messages.

In high-level communications, studies have proved that despite visual aids, they are not sure of having understood the exact meaning of certain developments, and wait for written reports for confirmation.

A speech which is too rich in specialised vocabulary demands a syntax entirely free of errors, because of the precision implicit in these words.

The speaker is compelled to use an absolute semantic rigour in the preparation of his speech, and must make use of his automatisms and of an unflagging attention.

Contrary to a too widely held belief, only conference interpreters, having previously mastered the terminology specific to the congress, can allow a rigorous comprehension of the spoken contributions.

5. The relative cost of simultaneous interpreting

On average, the extra cost incurred by simultaneous interpreting involves an increase of only 10 to 15% of the registration fees.

For a bilingual congress, this represents approximately the cost of the coffee breaks.

When a service of simultaneous interpreting is offered, the number of participants increases, and consequently, the cost per participant diminishes.

Moreover, the objective of a congress is direct oral interaction and a clear awareness of the messages sent. It is, therefore, not essential for an international congress with simultaneous interpreting to publish its reports in several languages.

6. English speakers and simultaneous interpreting

Let us make it clear that these reflections in praise of multilingualism should not be taken as a defamation of the English language.

English is part of the world's heritage and has been distinguished by the greatest of writers. It must be preserved and not become a universal "jargon", a lingua franca, rigid and rudimentary, impoverished and ultimately unsuitable for high-level interaction.

The quality of communication depends on the reciprocal command of the language used; on the part of the listener, as well as on the part of the speaker.

In international congresses without simultaneous interpreting, English-speakers are often obliged to follow speeches given in deplorable English: badly pronounced, badly constructed, devoid of the intonations necessary to a proper understanding of their language.

Consequently, they also are subject or lapses of attention, and are victims of misunderstandings.

7. Simultaneous translation: an indispensable means of genuine communication

Interpreters generally have a background of cultural and linguistic bilingualism, sometimes trilingualism, and are naturally proficient in 2 or 3 languages.

Furthermore, they have at their disposal special techniques:

- "phonic listening masking", that is, an acquired ability not to hear, phonically, the target language, and to integrate the meaning of the messages directly into the source language.

- a constantly alternating adaptation to the speaker and to the listener, through language, within the social and psychological characteristics of their respective cultures.

- the assimilation of specialised vocabularies, prepared before the start of the congress, in order to free their attention and concentrate on the interpreting process

- constant training which turns them into "high performance athletes".

- the constant relaying of interpreters every 20 minutes.

The conference interpreter allows the participants to communicate freely in their language, thus relieving them of language-related constraints.

Conclusion

The monolingual international conference: an aberration

This type of assembly is based on incorrect notions:

- the myth of a universal language
- an ignorance of the mechanism of language
- an erroneous estimation of the costs of simultaneous interpreting.

The MONOLINGUAL CONFERENCE excludes a number of specialists from international meetings.

It does not permit the majority of participants to follow sufficiently well the work carried out by the congress, and only offers the opportunity of spontaneous expression and debate to a minority of them.

It gives rise to misunderstanding and inaccuracy in communication, specially in the scientific and medical fields, which is precisely where exactness is of prime importance.

International congresses are forums for free expression where each individual should have the power to express him- or herself without discrimination and without restriction.

Henceforth, it is in these places that science will progress, that the future will be decided : To exclude a section of the elites simply for linguistic reasons, or even to refuse them the opportunity to express themselves, is to encourage universal intellectual impoverishment.

Communicating in the language of one's choice must remain a fundamental right.

1 ROOM	INTERPRETERS (1)	EQUIPEMENTS (2)	TOTAL	PER PARTICIPANT
2 languages	10.500	10.400	20.900	52
3 languages	21.000	10.400	31.400	79
4 languages	28.000	10.400	38.400	96
2 ROOMS				
2 languages	21.000	11.000	32.000	SO
3 languages	42.000	12.600	54.600	135
4 languages	56.000	15.800	71.800	180

(1) Travelling and accommodation expenses not included.

(2) Based on rates for the Palais des Congrès de Versailles.

NGOs in Development and Participation in Practice

An Initial Inquiry (Part II)

by Helena Gezelius * and David Millwood *

2. NGOS AND PARTICIPATION

It is widely assumed that NGO development projects are better than those of governments and inter-governmental bodies at promoting participation. Yet the evidence to prove or disprove this assumption is sparse; and what little there is tends to contradict it. For example, a much quoted USAID study by Judith Tandler analyzing 75 evaluations of projects by private voluntary organizations (PVOs) found that the claim that PVOs are more effective in reaching the poor and involving them in innovative development assistance was without foundation:

What PVOs refer to as participatory processes are better described, for a large subset of their projects, as decision making by PVOs and/or local elites.

(Tandler, 1982, p. iv)

The Esman/Uphoff study of 150 local organizations (LOs), on the other hand, shows that NGOs score somewhat better than governments when it comes to performance, judged according to a number of factors, among them participation in community and government decision-making. Also, over half the 47 least-successful cases (cooperatives, marketing societies or rural/local development associations) were government-controlled.

The two studies agree, however, that NGOs are no guarantee of participatory development involving and benefiting the poorer strata of the rural population.

It does not seem to occur to many researchers that what happens to women is a good indicator of participation. Esman and Uphoff were able to include information about changes in sex discrimination in only 3 of the 20 LO case studies they present in detail; all the others lacked this information. (Only one of these three LOs had suc-

ceeded in reducing discrimination against women - and that was a women's group.)

The fact that a NGO is participation-oriented is often not revealed by its title. (A notable exception is the Participatory Institute for Development Alternatives (PIDA) in Sri Lanka, discussed below.) Yet many, probably a majority of NGOs cite participation as an aim or a method.

In government aid agencies, participation is usually considered as a modification of existing methods in implementing development projects. The assumption that NGOs are better than official aid agencies at promoting voluntary participation of poor people in development is one reason given for the dramatic increase in state funding of NGOs.

The notion of participation is closely related to that of self-help, which is the theme of a special study unit set up by the Federal Ministry of Economic Cooperation in Germany (FRG) in 1983 with the title "Fighting Poverty Through Self-Help". Outlining the unit's *raison d'être*, its head, Karl Osner, says: "Only through an increase in the productive capacity of the poor themselves and their participation in the development process can poverty be overcome." (BMZ, 1985, p.31)

The German unit has conducted many case studies that focus in particular on access to credit for poor Third World people and their organizations. It has also held conferences with official and NGO participants from all over the world, attempting to find answers to such questions as: "How can government cooperation projects be identified which improve the living situation of the poor based on their self-help?" (BMZ, 1986a, p.9)

UN agency and university participation programmes

* Popular Participation Programme, Working Paper No. 3, Development Studies Unit, Department of Social Anthropology, University of Stockholm.

Although this document was originally written in 1989, it seemed to the editor that its intrinsic value still makes it worth publishing in this issue.

and projects also are closely bound up with NGOs. So are centres of research on participation like the Agricultural Extension and Rural Development Centre at the University of Reading in the UK and the College of Social Work and Community Development in the University of the Philippines.

There is no shortage of literature discussing popular participation in ideological, conceptual and theoretical terms. Once the focus moves to implementation of the theory, however, the opposite is true. There is only a limited range of material that discusses participation in operational terms - how to go about it, what steps to follow, what problems can be expected, how they might be tackled, and so on.

This is confirmed by two British researchers: *... an exhaustive review of the literature reveals that there are not many comprehensively written-up case studies of participatory rural development projects, and particularly not from the perspective of operationalization and the methodology of the practice.*

(Oakley & Dillon, 1985, p. 24)

2.1 Participation programmes in the UN

One reason for the scarcity of material of this kind is offered by Anisur Rahman, who speaks about the great gulf between those who research and write about participation in universities and those who practise it in rural areas of the Third World. The only Third World university where research into popular participation has been institutionalized, to his knowledge, is the University of the Philippines, from which "the students go out to the people". Elsewhere, "researchers are interested in their own careers and spend as little time as possible in the field".

Rahman, a professor of economics, coordinates the Programme on Participatory Organizations of the Rural Poor (PORP) for the International Labour Office (ILO) in Geneva. His programme gathers documentation on and assists NGOs engaged in participatory development in the Third World. Recently, he began to work closely with a group of NGOs in his native Bangladesh, with which he spends 3-4 months every year on unpaid leave from the ILO.

One of the Third World NGOs that PORP collaborates with is PIDA (Participatory Institute for Development Alternatives) in Sri Lanka. Animation methods used by the Bhoomi Sena (Land Army) movement in India (Rahman, 1981b) were applied in a Sri Lankan government project with positive results. The field animators, however, "saw the limits of working in the framework of government bureaucracy" and formed an NGO, PIDA, at the end of the 1970s. (Rahman, 1988, p. 30)

PIDA's coordinator is S. Tilakaratna, also an economics professor. He and Rahman both promote types of assistance to poor people that contrast sharply with the conventional money-centred project aid approach. PIDA animators in Sri Lanka, for example, have no money or material goods to offer but will stay two years or so in a rural location, helping poor people reflect collectively on their situation and ways to improve it. This may lead to actions over a wide field that affect their economy and livelihood in more fundamental and long-lasting ways than most projects - such as cutting out the middlemen in marketing their produce, storing food more effectively, sharing tasks and tak-

ing action collectively, and gaining access to credit at reasonable rates of interest.

A number of their publications and discussion papers centre on the role of the animator in stimulating and assisting the participatory process and - what is rare - they document actual experiences, problems and attempts to solve them (e.g. Tilakaratna, 1985, 1987).

In a paper about grass-roots initiatives in Africa (Rahman, 1988), there is an account of how an abortive government attempt to initiate self-sustaining development in Tanzania was given a radically new turn in 1986 when the government asked the ILO for help. Rahman arranged for Tilakaratna to be invited to Tanzania to develop PIDA methodology for promoting participatory rural development and to select and train animators. Compared with his experiences in Asia, Tilakaratna reported "very satisfactory" results even after the first year.

In 1987 there were 63 active groups (3-30 members, about 30% women) in 14 villages with activities including cultivation, brickmaking, timber and carpentry, pottery, grain milling, tailoring and retail shopkeeping - all self-financed.

This achievement is all the more remarkable in the face of the much-publicized failure of collective rural development efforts in Tanzania. Tilakaratna considers that key factors are that the groups are voluntary and relatively homogeneous in character. Commenting on the Tanzanian experience, Rahman notes that the limits of the work under government auspices may soon be reached and that, as in Sri Lanka (and also in the Philippines), it will need to become non-governmental: "The initiative rests upon the possibility of forming a nongovernment agency with greater flexibility of operation to take over the task of animating and facilitating people's self-reliant action." (ibid, p. 30)

As the main arm of the Food and Agriculture Organization (FAO) dealing with NGOs, the Freedom from Hunger Campaign/Action for Development (FFHC/AD) has for many years assisted Third World organizations in the theory and practice of popular participation. As well as aiding individual Third World NGOs, FFHC/AD has run national and regional workshops and consultations and published articles about participatory efforts in its journal *Ideas and Action* (which ceased publication at the end of 1987, although a cumulative index has since appeared).

When it comes to the more practical, how-to kind of publication, Kamla Bhasin is the author of several for FFHC/AD. She describes, for example, attempts to run participatory workshops (Bhasin, 1985a) and to apply participatory principles in formulating projects at local level (Bhasin, 1985b). She is also co-author of a two-part report on a FFHC/AD South Asian consultation in May 1985. (Khan & Bhasin, 1986)

In 1982 the FAO started a People's Participation Programme and in 1983 issued guidelines to the design, operation, monitoring and evaluation of people's participation projects "for national project coordinators, group promoters, action researchers and farmers" (Huizer, 1983). The guidelines were followed in 1985 by a monitoring and evaluation manual concerned with PPP projects in Africa (Oakley, 1985).

The FAO's PPP has projects in several Southern countries run either by an NGO or by the government.

... the PPP sees participation very much in terms of previously excluded groups making contact with, and utilizing

mately having some influence on, existing delivery services. In order to achieve this the PPP seeks to build up the economic base of local groups by means of inputs.

(Oakley & Dillon, 1985, p. 33)

A basic premise of the FAO-PPP's approach is that participation can be promoted most effectively through small (8-15 people) groups that exclude the local elite and concentrate on income-earning activities.

The Programme has had a monitoring and evaluation component built into it from the start and attempts to develop appropriate methods for this purpose (see 2.4 The Final Stages, below). Its publications - unlike those of the ILO's PORP, which are more appealing in presentation, often illustrated and short on technical and scholarly jargon deal in a more general and impersonal way with questions of participation.

Although the Popular Participation Programme of the UN Research Institute for Social Development (UNRISD) was phased out in 1986-87, a wealth of material that it generated is still available (for some examples, see bibliography). This material deals mainly with ideological and theoretical questions and also documents the experiences of popular movements in Asia and Latin America.

There is very little material on popular participation in Africa or about participation expressed in practical, operational terms as the UNRISD programme "focusses on a society's organization and the distribution of power within it... (and) sets out to examine at an institutional level in what circumstances and to what extent governments and institutions establish or tolerate participatory institutions or organizations which 'empower' those previously without power". (Dillon and Stiefel, 1987, p.10)

Finally, there is a Panel on People's Participation that was established in 1981 by the (UN) Inter-Agency Task Force on Rural Development. A 1984 publication of the ILO on behalf of the Task Force attempts, in the words of the preface (by Dharam Ghai) "to trace the roots of alternative interpretations of participation to fundamental differences in perceptions of the development process and to illustrate approaches to participation through sketches of concrete initiatives." (Oakley & Marsden, 1984)

However, this publication, *Approaches to participation in Rural Development*, which includes accounts of participatory processes in Nepal, India, Brazil and Ethiopia, is in fact more in the nature of a discussion paper about participatory processes.

2.2 The Project System

The project form, common not only to NGO aid but to development aid in general, tends to get taken for granted, not least because of its convenience for donor agencies, whose needs it was designed to meet. It was originally applied to engineering tasks, such as bridge- or dam-building, and then copied for community development efforts that require the active participation of beneficiaries. Herein lies the explanation for many of its shortcomings.

One of the most comprehensive critiques of the project system is an OECD study by Bernard Lecomte. The author argues against projects as a rational way of tackling development, especially when success depends on grass-roots participation. (Lecomte, 1986)

There is a contradiction between promoting self-reliance at the same time as attempting to follow a strict

time-plan and budget. As several NGO specialists have pointed out, if local people are to have the power of decision over what is going to happen in their community, they need time to discuss and plan. Hence the expression popular participation knows no timetable.

One result of grafting participatory ideas on to short-term projects can be that what was intended to be voluntary work by the eventual beneficiaries is in fact performed perhaps, by paid workers from the outside - so as to complete the project on time. A variation is that the work is done free by local labour participating under duress. In either case, it is clearly brought home to the intended beneficiaries that the project is not theirs.

Rather than starting where people are and assisting them with what they feel ready to tackle, at their own pace, projects tend to take things out of their hands and reformulate them in terms of time-frames, budgets, deadlines and efficiency. As Lecomte points out, projects focus on external factors such as money and funding needs and the potential for self-help. An enormous amount of time is devoted to teach Third World people how to make project proposals rather than learn skills useful to themselves and their community. Also, Third World NGOs with several funding sources are required to make project applications, account for expenditure and write reports in different ways to suit each donor.

2.3 Early Stages in the project Cycle

NGOs in the North tend to focus their attention on the project proposal, which is crucial for any application for government funds and is used as a basis for funding decisions by donor NGOs. For most of these NGOs, the project proposal heralds the start of local action for development in the Third World and, in 2-3 years when the project is over, the final report will signal its termination.

What is vital from the popular participation viewpoint, however, is the period leading up to the formulation of the project proposal. Where did the idea originate? Who participated in discussions and decisions about it? How does it fit into an overall long-term approach to solving local development problems?

An evaluation of 32 (mostly NGO) projects for the Evaluation Department of the Commission of European Communities (CEC) states that preparatory work is only rudimentary. (Crombrughe et al., 1985)

Thinking about the early stages from the project perspective calls to mind surveys, project planning and formulation, whereas the start of the participatory process emphasizes awareness, organization and self-help. Though not mutually incompatible, the two do not necessarily go well together.

In principle most NGOs favour self-help and "people's participation"; in practice they are faced with administrative and organizational constraints which inhibit the full materialization of self-help at grassroots level. One of these constraints is the project approach which in reality proves difficult to reconcile with a process of organic growth, i.e. a natural process of growth and expansion, from small to larger, which receives its inspiration and direction chiefly from the needs and aspirations of the rural poor, as and when they present themselves. (Verhagen, 1987, p. 15)

The demands of the project system may prevail over those of the participatory process in the initial stages. For example, project-minded NGOs trying to do things in a partici-

participatory way with beneficiary groups may involve them in base-line surveys and project formulation - rather than helping them to organize. Some of the literature (e.g. Lecomte, 1986; Verhagen, 1987) touches on the tension between the demands of the project system and the participatory process.

A book with a thorough and detailed step-by-step description of participatory research and planning with small farmers in Sri Lanka and Thailand results from a joint research project of the International Cooperative Alliance and the Royal Tropical Institute in the Netherlands (Verhagen, 1984). The book discusses "how to help self-help" and the purpose, nature and methods of interventions from the outside. The second part deals with operational aspects of participatory research and planning, research findings, and the outcome of intervention, as well as reporting on "the frequent dilemmas and frustrations experienced in the field".

In addition to material focussing on participatory research and planning, seekers of information about the early stages will find some in publications that centre on self-help promotion (Lecomte, 1986; Verhagen, 1984 and 1987), those about the animator's role (Tilakaratna, 1985 and 1987), as well as historical and analytical descriptions of Bhoomi Sena (e.g. Rahman, 1981b) and other movements and initiatives, among them the following:

- Five years of a concientization process among Untouchables in Tamil Nadu, India, one of many similar efforts inspired by the work of the Brazilian educator Paulo Freire, is documented in an appraisal of the movement initiated by the Rural Community Development Association (CDA). (von der Weid & Poitevin, 1981) The RCDA receives support from, among others, a small Swedish NGO, the Swallows.
- Proshika, the Bangladeshi organization whose support comes partly from the Swedish church NGO Diakonia, and the Swallows, has published books about its ideology and strategy and experiences of working with participatory methods (see bibliography).
- A description of how an ecumenical church mission engaged in development work in Nepal stimulates participation is part of a study of quality in small NGO projects published by SIDA (Millwood/Gezelius, 1985). The mission's community health programmes have a very broad definition of health, in which water and animal health are key elements.

Villagers who approach the organization for help to obtain a water system - a typical request - are asked to discuss the issue first in their community, to form a water committee and agree where the taps are to be sited, also to meet a percentage of the costs to cover maintenance and provide all the labour for the digging of trenches for the pipes. When all this has been achieved, the organization will sign a formal contract with the villagers that specifies the responsibilities of both sides. Negotiations within the village and between the village and the mission organization can take several years. The United Mission to Nepal (UMN) is an ecumenical development agency of churches in 35 countries that receives support from various other church organizations, including the Swedish Missionary Council and the Swedish Pentecostal International Relief and Development Agency.

As so many NGO interventions are made in the health field, it is likely that there would be interest in documenting different approaches to outreach work from a hospital

or clinic, of which the UMN approach is one. Another, which would make an interesting comparison, is that of the next example.

- Jamkhed Comprehensive Rural Health Project in India was started by a couple of doctors in 1971. The first step was to build a private hospital in an area where they had the support of the local political leadership; the second was to work with surrounding villages to improve their situation. This initiative has also been documented (Wolfson, 1987). The project is an actor only in what is conventionally regarded as the health field: prevention and care, immunization, family planning etc. However, recognizing the importance to health of water and agriculture, for example, it also helps villagers to organize and puts them in contact with authorities and organizations in these areas.
- The idea of a contract between supporting NGO and village organization, which is found in the United Mission to Nepal example above, is central to an initiative in Pakistan. The Aga Khan Rural Support Program works in remote mountain villages with tribal communities largely beyond the reach of government programmes. However, the villages are considered a unit: the project does not try to ensure that individual village voices are given equal weight in decision-making. Once established, the village organization enters into a formal partnership with the supporting NGO. The villagers select a project from a "project menu" offered by the NGO and are responsible for executing it with a grant provided in five instalments. (World Bank, 1987)

A rare example showing that a participatory approach is both relevant and feasible in large-scale NGO projects is provided by the United Mission to Nepal, one of whose engineers discovered an ideal site for a power station. Instead of moving in with heavy equipment right away, the mission spent almost four years discussing local needs with people in the area. After two years the people set up their own water association, in which even the poorest household shares ownership in the water available for irrigation as a by-product of the power station project. (Details are believed to be available only in internal reports of the mission.)

2.4 The Final Stages

Usually a project ends as far as the donor NGO is concerned when the final report is filed, though in the project cycle the last phase is evaluation, made during the life of the project or, more commonly, on completion or several years later.

Most projects, however, never get evaluated. Interviews with Swedish NGOs show that an evaluation is often seen as a means of dealing with trouble (e.g. to initiate a reorientation of a project or as an excuse for closing it down).

According to a report on evaluations by the Swedish Agency for Research Cooperation with Developing Countries (SAREC):

It becomes clear... that evaluation is not a question of a socially neutral exercise for assessing the value and efficiency of a given project vis-à-vis predetermined goals or objectives. It is much more than a technique or method, even if this is what one most frequently associates with the term when used in a scientific context. Evaluation is a

social activity that is often linked to a social process of legitimization and rationalization on the part of entrepreneurs and agencies who have to account either to shareholders or to governments - for funds invested.

(Elzinga, 1981, pp. 13-14)

The dominant evaluation technique, therefore, tends to be the cost/benefit analysis; criteria and techniques that cover the social aspects are seldom employed and not highly developed.

In a study of evaluation methods and small projects (Lalau-Keraly & Prady, 1987) three conventional evaluation methods and their suitability for small projects are analyzed. Each method reflects a certain perspective: (i) that of the funder; (ii) that of the planner and policy-maker; and (iii) that of the project manager. For a fourth perspective, that of the intended beneficiaries, methods have yet to be evolved. The final part of the study is devoted to some experiences in involving the beneficiaries, viewpoint and ends in a discussion of methods of self-evaluation.

Promoters of self-evaluation are usually those who find the project form an obstacle to participatory development and search for tools suitable for developing a partnership based on mutual accountability between NGOs at different levels. The concept, which can be described as a built-in process of reflection, differs from traditional evaluation in a number of ways; these are discussed in various books and articles (e.g. Lecomte, 1986; Verhagen, 1987; Neggers, 1987).

A presentation on self-evaluation made by Bernard Lecomte in April 1986 at the Institute of Development Studies in Geneva has been reproduced (in French) in the internal newsletter of the international scholarly group Amira, which also publishes the Lalau-Keraly and Prady study. The characteristics of self-evaluation, reasons for using it, the purposes it can serve and ways it differs from traditional evaluation are all described. (Lecomte, 1987)

The Planning, Monitoring and Evaluation System (PMES), which Novib is helping to develop with several Third World partners, is an attempt to systematize and formalize critical self-analysis, both within an NGO and at grass roots level (Neggers, 1987). The frame of reference is still the project cycle in which the final "withdrawal stage" could mean, for example, "substitution of direct intervention by a back-up system", (ibid, p. 6) In the case study quoted in the paper, the project cycle stretches over roughly nine years.

PMES builds on recurrent appraisals of progress vis-à-vis set objectives and is open to re-formulation of these whenever necessary. It also explores difficult terrain: the description, in practical terms and techniques, of accountability to the grass roots.

PMES is seen primarily as a management tool for the NGO "but should not be used as a policing system for top-down control", (ibid, p.11) That this is a risk run by every monitoring and evaluation system is brought home by a paper of the FAO People's Participation Programme, a report from Ghana, which calls for the declared objectives to "be measured and assessed in aid of management and control". (Dadson, 1983, p. 24)

The FAO-PPP publications dealing with monitoring and evaluation (Oakley, 1983 and 1985; Huizer, 1983) represent a rare attempt at inter-governmental level to cover this aspect. One drawback for NGOs of these publications is that they might seem somewhat daunting to 3 non-scholarly readership. Also, they are more concerned with for-

ming a judgement on whether a particular rural development project has resulted in participation (and, if so, what kind) than ways of making participatory evaluation relevant to project beneficiaries.

The FAO-PPP model for monitoring and evaluation divides the exercise into two parallel parts; objectives relating to (i) economic or material activities centred on quantitative indicators that measure the effects of project activities; and (ii) "the organization and development of local project groups"- here the indicators are qualitative. (Oakley, 1985, pp. 6-7) Both types of indicators, the author stresses, must be monitored over time.

One of the difficulties with qualitative indicators is

...how to explain what kinds of changes in the group the project wishes to bring about and then to express these changes in project objectives. In very general terms we can talk of "self-reliance", "independence" or "selfimprovement" as objectives and, whilst these are relevant indicators, they are perhaps inadequate to express the quality of the changes occurring...

How does one observe and make a judgement on, for example, "an emerging sense of collective will and solidarity" or "the changing relationship of the group with project staff"? This is a very real problem and we have to accept that to date very little research has been carried out at the project level which might yield some clues.

(ibid 41 & 44)

Lack of knowledge about ways to effectively monitor and evaluate participation is emphasized throughout the study, which concludes that, since the World Conference on Agrarian Reform and Rural Development (WCARRD) in 1979,

we have all become committed to promoting the more effective participation of rural people in development projects. We still lack knowledge, however, of what this implies in practice.

(ibid, pp. 72-73)

FAO's Freedom from Hunger Campaign/Action for Development (FFHC/AD) has also published studies on evaluation methodology, including one based mainly on experience of NGOs in Latin America. (Gianotten, 1986). It is written for NGO development workers in the Third World and centres on their relationship with grass-roots groups. The author suggests that evaluation should be a permanent exercise stretching the meaning of the term by describing a community group's first acceptance or rejection of an NGO as a "first evaluation". She rejects the idea of predetermined evaluation schemes and instead focusses on what needs to be discussed with the group.

Another FFHC/AD publication reports the results of a small workshop in India with seven women, each of whom has long experience in rural development work. Their discussion centred on how to evaluate the process of participatory development. (Bhasin, 1985a)

A really practical, comprehensive and down-to-earth manual dealing with participatory evaluation is Partners in Evaluation. (Feuerstein, 1986) It is clearly written, well illustrated and contains an extensive bibliography. It spells out, with examples, some of the basic questions concerning evaluation (e.g. "Why evaluate? Who is it for? When should it be done, and why? How long will it take? How much does it cost?") and provides a step-by-step guide to planning and carrying it out.

The author's explanation of the meaning of participatory evaluation is that the methods should be appropriate to the people and the situation it is applied to, rather than

traditional approaches that have tried to make the people fit the methods.

A new twice-yearly publication, *Development Mirror*, by the Swedish church NGO Diakonia, deals almost exclusively with evaluation. It aims to summarize evaluation reports and stimulate debate about evaluation aims and methods. In the first issue, several of the articles - which are in English, with French and Spanish resumes - are in the form of commentaries on evaluations. This discussion centres more on what these evaluations found than on evaluation methods themselves.

A step in the final stages that merits more attention than it receives in the literature is withdrawal - how an NGO that has been involved in a project in a Third World country manages its leave-taking. A model of "how to leave without really leaving" has been introduced by an Indian NGO, Aware. According to Jan Neggers, a nine-year cycle of involvement in a village ends with the chairman of the village committee becoming a member of the Board of Aware.

2.5 Alternatives to projects

Whatever the deficiencies of projects, they are the form of most development cooperation involving NGOs. There have been a number of experiments with consortia, block grants and other forms of funding, but there is little in the literature that analyses them.

Donor organizations such as the World Council of Churches have been making block grants and funding via consortia since the 1960s, yet no attempts seem to have been made to analyse the experiences and publish the results. (Such analyses might be very timely, considering the innovative funding proposals being considered by governmental and intergovernmental financing agencies and NGOs.) More recently, non-church organizations (e.g. Novib in the Netherlands) have begun making block grants to trusted Third World partners.

Though block grants may seem a radical departure to the donor, it would be a mistake to see them as the thin edge of the wedge heralding the end of the project system. The Third World NGO receiving the grant may well be obliged - even contractually - to continue operating projects and, if this is so, as far as the end-of-the-line (village-level) beneficiaries are concerned, nothing has changed.

It is however worth noting that, at a time when government funding of NGOs is heavily on the increase, block grants are a much simpler matter than projects for donors. (In the words of a SIDA official: "It's too time-consuming to spend money that way".)

But it should also be noted that the situation is different at the other end of the aid pipeline. Documented experiences of grass-roots self-help efforts, such as those affected by Proshika's work in Bangladesh (Kramsjö, 1986), show that the amounts of money that make all the difference for a peasants' or women's group are insignificant in terms of most development aid budgets. As such reports also indicate, money and material goods are only one aspect of the development process.

A more radical departure in funding is the RAFAD scheme, developed in collaboration with IRED. (RAFAD stands for Recherches et Applications de Financement Alternatif de Développement.) This scheme aims to make Southern peasant, artisanal and women's organizations fin-

ancially self-reliant. There are no money transfers. Instead, RAFAD provides a guarantee that allows a beneficiary group to obtain credit at a local bank. To become eligible, instead of making a project proposal a group prepares a dossier describing itself, its aims and needs. (See Appendix I for RAFAD's address.)

An example of doing development without projects is provided by Six-S, which is part of the IRED network, in the Sahel region of Africa. Six-S has adopted a decentralized system for disbursing loans and smaller grants to community groups. The organization grew out of the Naam movement in Burkina Faso, which, in different forms, has spread throughout the Sahel region of Africa. The original Naam groups were youth groups among the Mossi people who had specific tasks that benefitted all the community. Building on this concept, a modern people's movement has grown.

In 1978 some Naam leaders and their European friends formed Six-S (the name in full - *Se servir de la saison sèche en Savane et au Sahel* - means Making Good Use of the Dry Season in the Savannah and the Sahel). Today it is the largest people's self-development movement in Africa. It does not itself organize but cooperates with organizations like the Naam movement in several countries in the Sahel region and controls a flexible fund.

The experience of Six-S and cooperating organizations is in the process of being thoroughly documented. Pierre Pradervand, a Six-S co-founder, has spent several months in the Sahel to gather material for a book, *Listening to Africa*, 1989.

A French development education group, GRAD (Groupe de Réalisations Audiovisuelles pour le Développement) has produced several slide series with Six-S, showing how the villagers organize and work. These are intended for use both in the Sahel and by NGOs in Europe. (See Appendix for address of GRAD.)

In an article discussing several grass-roots movements in Africa and Asia (e.g. Six-S and the Sri Lankan PIDA), Dharam Ghai, Director of UNRISD, says they offer a rich field for those interested in strengthening the quality of development efforts:

These organizations...promote the habit of group discussion, consultation, planning and implementation of group activities, resolution of conflict through debate - qualities which constitute the foundations of a participatory democracy. (Ghai, 1988)

Whichever way the author looks at these organizations, the gender issue is prominent:

All the initiatives provide for full participation by women in all their activities, either in mixed or in their own groups. This is leading to slow but profound changes in the social status and economic position of women, especially in South Asia. (ibid)

If such self-help efforts as these are seen as genuine expressions of people's participation in development, the question arises: to what extent is participation compatible with projects? The answer from many (Southern and Northern) NGO specialists is: not at all. What some suggest to replace projects are long-term financial commitments by donors to organizations whose policy and working methods they support. They would receive overall accounts of progress rather than special reports detailing how their money has been spent.

Sithembiso Nyoni of ORAP expresses a growing consensus opposed to the project system as follows:

The criteria of most development agencies are based on projects and how their money is spent, rather than on a process which develops people. These agencies are trapped in the international project "success stories" mentality and the "development rush" so that they have no time for direct contact with poor people who may be victims of their aid. In their development rush, most NGOs never stop to figure out with sufficient clarity who the poor are, let alone how they are being reached and how their development assistance is affecting their lives. (Nyoni, 1987)

Today, most people in development, from intergovernmental officials to grass-roots activists, seem agreed that the strengthening and growth of Southern NGO is a priority. They would have no trouble in agreeing with Michael Cernea, Sociological Adviser to the World Bank, that

... the mainstay of NGOs' contribution to development is not financial, but organizational. The essence of the NGO's approach is not to financially induce development, but to organize people into structures for group action.

Where Cernea and other development establishment authors part company with Nyoni and others is that the first group seem to consider participation as a useful modification of the conventional project aid methodology while the second group insists that participation is not a new method or technique for project aid, but an alternative to projects, a new way of people doing their own development, with or without external financial aid. This view is reinforced by Bernard Leconte's OECD study, which finds that the project form hampers rather than promotes popular movements.

2.6 Participatory Methods.- other Sources

Publications dealing with communication and development often contain information about participatory methods. The writings of Ross Kidd about popular theatre are rich in such information, which can also be found, for example, in publications of the Institute for Cultural Action (a group inspired by Paulo Freire), as well as in publications of certain sub-units of the World Council of Churches, such as CCPD (Commission on the Church's Participation in Development) and CMC (Christian Medical Commission).

A forthcoming publication in two parts edited by Andréas Fuglesang and Dale Chandler, due to be published later in 1988 by the Dag Hammarskjöld Foundation, contains (in Volume 1) a report on a project, "Methods and Media in Community Participation", which included several

workshops. The second volume contains a number of case studies. Also due to be published later this year by the Lutheran World Federation is a practical guide about communicating for development by Karl-Johan Lundström and others.

Another two-volume publication, by IRED, provides a practical management handbook for rural development associations in the Third World. The first volume deals with the forming of an association, including participatory methods of work and communication techniques, the second mainly with money management, including accounting, credit and savings systems, and small project management. (Vincent, 1986)

In 1987, two international meetings generated a considerable amount of new material concerning NGOs in development, including discussions of popular participation. The first was a symposium in London (March 11-31) on "Development Alternatives: The Challenge for NGOs", the results of which were published by one of its sponsors, World Development magazine, as a supplement to its Volume 15. The second was an expert's consultation organized by a group of Dutch donor agencies in the Netherlands (October 27-30), on "Promotion of Autonomous Development". Participants at both meetings included university researchers and NGO and governmental officials from North and South.

The authors of articles in the World Development Supplement discuss a broad spectrum of issues facing Northern and Southern NGOs, while the papers from the Dutch meeting focus on three themes : NGO self-evaluation, new forms of financing and relations with governmental bodies. Two position papers deal with self-evaluation. The first sketches the Planning, Monitoring and Evaluation System (PMES) being developed by local and intermediary organizations jointly with Novib. The second describes the various aspects of self-evaluation, the functions it can fulfill and the types of projects for which it would be useful.

Two examples of regular participatory communication among NGOs are IRED Forum and IFDA Dossier. The first, published quarterly in English and in French, describes itself as "the communication tool of an international network of 500 peasant associations, artisans' and women's groups, organizations for development action in urban surroundings and of centres and institutes giving their support to grassroots groups". The second is a bi-monthly forum for discussion of alternative development issues and methods.

Both are published in Switzerland.

CONCLUDING REMARKS

The designations and classifications mentioned in Part One are useful in mapping the world of non-governmental organizations, although none could be described as the ultimate way of categorizing different types of NGOs in development.

The most obvious distinction from a participation perspective is that between membership and service organizations. In practice, though, the borderline between them is often blurred : a cooperative might in fact not be controlled by its members and a church agency might be at the centre of a network of small groups that, thanks to the outside intervention, develop in participatory ways. Genuine mem-

bership organizations (those controlled by and accountable to their members) are rare above the local level in most Third World countries.

Material that describes participation in operational terms is still scarce. A striking characteristic of much of what is available is the tone : simple, direct, yet sensitive to people's attitudes and relationships. The authors generally favour an unhurried approach, as if participation resists the project form, with its rigid timetable and procedures.

In fact, the literature appears to reveal a lack of dialogue, or ideological gulf, between large government and NGO donors, on the one hand, and advocates and practi-

tioners of self-reliant development, on the other. The two don't speak the same language, even if they use the same words. For example, both advocate participation. Yet the donors usually consider it as a new method or technique to be absorbed by the project system, while the self-reliance school sees it as belonging to a different, non-project way of doing development.

The search goes on for new forms and methods, both inside and outside the project system, with organization-building among Southern NGOs being widely seen as a priority goal. Interest among NGOs seems to focus on:

- designing new relationships between Northern and Southern NGOs that, for example, leave decision-making to the South and fund-raising and developing education to the North;
- making the project form more flexible (e.g., so as to give Southern recipient NGOs more freedom of action and

fewer reporting burdens, or have planning, research and evaluation become integral parts of the project cycle rather than distinct stages in it);

- adapting aspects of NGO management, such as staff training and personnel practices, to the demands of participation;
- developing appropriate qualitative and quantitative indicators, for project and other evaluations (e.g. self-evaluations);
- designing new forms of financing Third World NGOs that meet the requirements of a participatory approach.

The Popular Participation Programme of Stockholm University could follow up this initial study by comparative analysis in such areas as participatory planning, evaluation and NGO management. Also, as funding in Sweden and elsewhere seems to be stuck firmly in the project mould, a study of alternative mechanisms could be useful.

APPENDIX:

PEOPLE AND ORGANIZATIONS CONTACTED

Agricultural Extension and Rural Development Centre, University of Reading, London Road, Reading RG15AQ, United Kingdom - Peter Oakley	Mögedal, Sigrun. ö Hön Terr. 16, Boks 12, N-1735 Hön, Norway
BMZ (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenar- beit - Federal Ministry for Economic Cooperation), Karl- Marx-Strasse 4-6, 5300 Bonn 1 Federal Republic of Germany - Karl Osner	NGLS (UN Non-Governmental Liaison Service), Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland - Tony Hill - Thierry Lemaquesquier
Cebemo, Rhijnegeesterstraatweg 40, 2341 BV Oegstgeest, Netherlands - Koenraad Verhagen	NOVIB, 5-7 Amalistraat, The Hague, Netherlands - Anne- marie Beulink - Jan Neggers
College of Social Work & Community Development, Univer- sity of the Philippines, Diliman, Quezon City-3004, Phil- ippines - Sylvia H. Guerrero	OECD (Organization for Economic Cooperation & Develop- ment), 2 rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France - Elena Borghese - Giulio Fossi - Nicole Salagnié - Karl Wahren
DESCO (Centro de Estudios y Promocion del Desarrollo), avenida Salaverry 1945, Lima 14, Peru - Mario Padrón	OXFAM, 274 Banbury Road, Oxford OX2 7D2, United King- dom - John Clark - Hugh Goyder
Diakonia, Älvsjö Gärdsväg 3, 125 39 Älvsjö, Sweden - Lars Ove Ljungberg	Red Intercultural de Accion Autonoma, Cordobanes no. 24, Col. San José Insurgentes, Apdo. Postal 19-195, Mex- ico 03900, D.F. - Gustavo Esteva
FFHC/AD (Freedom from Hunger Campaign Action for Development) Food & Agriculture Organization (FAO), 00100 Rome, Italy - Victoria Bawtree	SIDA (Swedish International Development Authority), 105 24 Stockholm, Sweden - K-G Hagström - Annika Idemalm - Elisabeth Lewin - Brita Ostberg
Huizer, Gerrit. Third World Centre, University of Nijmegen, PO Box 9108, 6500 HK Nijmegen, Netherlands	Stiefel, Matthias, 9 avenue des Arpillières, 1208 Geneva, Switzerland
ICVA (International Council of Voluntary Agencies), 13 rue Gautier, 1201 Geneva, Switzerland - Piers Campbell	Svalorna (Swallows), Spolegatan 5, 222 20 Lund, Sweden - Bo Kramsjö - Ulf Wilmenius
IFDA (International Foundation for Development Alterna- tives), 4 place du Marché, 1260 Nyon, Switzerland - Marc Nerfin	Swedish Cooperative Centre, Box 15 200, 104 65 Stock- holm, Sweden - Hans Hedlund - Inge Gerremo
ILO (International Labour Office), 4 chemin des Morillons, 1211 Geneva 22, Switzerland - Anisur Rahman	Swedish Missionary Council, Tegnérsgatan 34, 113 59 Stockholm, Sweden - Karl Erik Lundgren
IREC (Innovations et réseaux pour le développment - Development Innovations & Networks), 3 rue de Varembe, Case 116, 1211 Geneva 20, Switzerland - Fernand Vincent	
Lecomte, Bernard, chemin de la Ventreuse, La Côte d'Hyot, 74130 Bonneville, France	

NGOs in Development and Participation in Practice

UNESCO (UN Educational, Scientific and Cultural Organization), 2 place de Fontenoy, 75700 Paris, France
 - Arthur Gillette
 UNDP (United Nations Development Programme), 1 United Nations Plaza, New York, N.Y. 10017 USA
 - Sarah Timpson
 UNICEF (United Nations Children's Fund), Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland
 - Marjorie Newman-Black

UNRISD (UN Research Institute for Social Development), Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland
 - Dharam Ghai
 WCC (World Council of Churches), 150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland
 - Robert van Drimmelen
 - Israel Batista
 - Kenith David

APPENDIX II:

BIBLIOGRAPHY

- d'ABREO, Desmond A. and ROY, Rathindra Nath
 - Report of NGO Consultation on Participation in Fisheries Development. (December 1986). Small-Scale Fisherfolk Communities in the Bay of Bengal, Madras, India, 1987. (FAO project)
- ARNOLD, Guy
 - Aid and the Third World : The North/South Divide. Robert Royce Limited, UK, 1985.
- ARRUDA, Marcos
 - The Role of Latin American Non-Governmental Organizations in the Perspective of Participatory Democracy. Report on Third International FFHC/AD Consultation (Rome, September 1985). FAO, Rome 1985.
- BHASIN, Kamla
 - Towards Empowerment. Report of an FAO-FFHC/AD South Asia Training for Women Development Workers. FAO, New Delhi, 1985(a)
 - Formulating Projects With People. FAO, New Delhi, 1985(b)
- Are We on the Right Track? Report of a Workshop on Participatory Evaluation. FAO, New Delhi, 1986.
- BMZ (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit - Federal Ministry for Economic Cooperation)
 - Fighting Rural Poverty through Self-Help. (Report on first Feldafing international conference). Bonn, 1985.
 - Fighting Poverty through Self-Help. (Report on second Feldafing international conference). Bonn, 1986a.
 - Final Report of the Special Unit, "Fighting poverty Through Self-Help"(ES-31) on the Second Working phase, part A: Report on Findings by Karl Osner. Bonn, 1986b.
 - Final Report of the Special Unit, "Fighting Poverty through Self-Help"(ES-31) on the Second Working phase, part B: Work Report by Karl Osner. Bonn, 1986c.
 - Approaches to Overcoming Poverty Through Self-Help and Target-Group-Oriented Financing Instruments. Final report (S24): Special Development Tasks. Bonn, 1984.
- BRODHEAD, Tim and HERBERT-COPLEY, Brent
 - *Bridges of Hope ?* Canadian Voluntary Agencies and the Third World, North-South Institute, Ottawa, 1988.
- CCIC (Canadian Council for International Cooperation)
 - *ID Profile: A Who's Who & What's What of International Development*. CCIC, Ottawa, 1986.
- CEBEMO
 - Promotion of Autonomous Development. (Report on proceedings of experts' consultation, October 1987, Noordwijk, the Netherlands.)
- CERNEA, Michael M.
 - *Non-Governmental Organizations and Local Development*, World Bank, Washington DC, 1988.
- CHEEMA, G. Shabbir
 - *The Role of Voluntary Organizations. In Decentralization and Development* (eds. Cheema & Rondinelli), Sage Publications, 1983.
- de CROMBRUGGHE, Geneviève et al
 - Une évaluation des petits projets de développement (An Evaluation of Small Development Projects). COTA, Brussels, 1985.
- DADSON, J.A.
 - *People's Participation Project in Ghana: An Operational Manual* (provisional). FAO, Rome, 1983.
- DILLON, Bridget & STIEFEL, Matthias
 - Making the Concept Concrete: The UNRISD Participation Programme. In *Bulletin 21 of Agricultural Extension & Rural Development Centre*, University of Reading (UK), 1987.
- EGA (UN Economic Commission for Africa)
 - From Aid to Solidarity. Report by Robin Sharp for ICVA to International Conference on the Human Dimension of Africa's Economic Recovery and Development (Khartoum, March, 1988). EGA, Addis Ababa.
- ELZINGA, Aant
 - *Evaluating the Evaluation Game : On the Methodology of Project Evaluation*, with Special Reference to Development Cooperation. SAREC, Stockholm, 1981.
- ESMAN, Milton J. & UPHOFF, Norman T.
 - *Local Organizations: Intermediaries in Rural Development*. Cornell University Press, Ithaca (USA), 1984.
- ESTEVA, Gustavo
 - Mexico: Self-Help network, in *IFDA Dossier*, No. 51, 1986.
- *Beware of Participation in Development: Seeds of Change*, 1985: 3. Society for International Development, Rome, 1985.
- FAO-FFHC/AD (Food and Agriculture Organization-Freedom from Hunger Campaign/Action for Development)
 - Report of the FFHC/AD Regional Consultation for Africa (Accra, Ghana, June 1985). Rome, 1985.
 - Report on FFHC/AD Regional Planning Meeting on Training in Project Formulation (Nairobi, January 1982). Rome, 1982.
- FERNANDEZ, Aloysius P.
 - NGOs in South Asia: People's Participation and Partnership, in *World Development* vol. 15 Supplement. Pergamon Press, 1987.
- FEUERSTEIN, Marie-Thérèse
 - *Partners in Evaluation : Evaluating Development and Community Programmes with Participants*. Macmillan, London, 1986.
- FUGLESANG, Andréas & CHANDLER, Dale (eds)
 - *Methods and Media in Community Participation*. Dag Hammarskjöld Foundation, Uppsala, 1988.

- GHA1, Dharam
- Participatory Development: Some Perspectives from Grass-Roots Experiences. In *Journal of Development Planning*.
- GIANOTTEN, Vera
- *Methodological Notes for Evaluation*. FAO-FFHC/AD, Rome, 1986.
- GORDON DRABEK, Anne (ed)
- Development Alternatives: The Challenge for NGOs. *World Development* Vol. 15 Supplement. Pergamon Press, 1987.
- GORMAN, Robert F. (ed)
- Context, Constraint or Control? Zimbabwean NGOs and Their Environment, in *Development Policy Review*, No. 3, Vol. 5. Sage Publications, London, September 1987.
- GRAN, Guy
- *Development by People*. Praeger, New York, 1983.
- GUENEAU, Marie-Christine
- *Les petits projets de développement: sont-ils efficaces ?* (The Small Development Projects : Are They Effective ?) L'Harmattan, Paris, 1986.
- HUIZER, Gerrit
- *Guiding Principles for People's Participation Projects*. FAO, Rome, 1983.
- HYDÉN, Göran
- *No Shortcuts to Progress: African Development Management in Perspective*. Heinemann, Nairobi, 1983.
- ICVA (International Council of Voluntary Agencies)
- *Definitions of "non-governmental organisation", "voluntary agency" and related terms*. ICVA, Geneva, 1983.
- IFDA (International Foundation for Development Alternatives)
- *IFDA Dossier* (bi-monthly). IFDA, Nyon, Switzerland.
 - IRED (Innovations et Réseaux pour le développement Development Innovations & Networks)
 - *IREN Forum* (quarterly), in English and in French. IRED, Geneva.
- KHAN, Nighat Said & BHASIN, Kamla
- Sharing One Earth. Report of an FAO-FFHC/AD South Asian Consultation on "Responding to the Challenge of Rural Poverty in South Asia: Role of Non-Government Organizations". FAO, New Delhi, 1986.
- KORTEN, David and KLAUSS, Rudi (eds)
- *People-Centered Development: Contributions Toward Theory and Planning Frameworks*. Kumarian Press (USA), 1984.
- KORTEN, David
- Third Generation NGO Strategies: A Key to People-Centered Development, in *World Development* Vol. 15 Supplement. Pergamon Press, 1987.
- KRAMSJÖ, Bo
- *Breaking the Chains ? Collective Actions for Social Justice Among the Rural Poor*. Dhaka, April 1986.
 - *Om Proshikas organiseringsarbete bland landsbygdens jordlösa i Bangladesh* (On Proshika's Organization Work Among the Rural Landless in Bangladesh). Svalorna (Swallows), Lund, Sweden 1985.
- LALAU-KERALY, Alain and PRADY, Geneviève
- *Les petits projets et l'évaluation : une question d'angle de vue* (Small Projects and Evaluation: A Question of Perspective). Amira, Paris, 1987.
- LANDIN, L.
- Non-Governmental Organizations in Latin America, in *World Development* Vol 15 Supplément. Pergamon Press, 1987.
- LECOMTE, Bernard (see also: CEBEMO)
- *Project Aid: Limitations and Alternatives*. OECD. Paris, 1986.
 - *Propos sur l'auto-évaluation* (Self-Evaluation : A Proposal). Amira, Paris, 1987.
- LUNDSTRÖM, Karl-Johan et al
- *Communicating for Development: A Practical Guide*. Lutheran World Federation, Geneva, 1988.
- MICHANEK, Ernst
- *The Role of Swedish NGOs in International Development Cooperation*. SIDA, Stockholm, 1977.
- MILLWOOD, David
- Participation: A Precondition for Authentic Development, in *Ideas & Action* (FFHC/Action for Development, Rome) no 134, 1980.
- MILLWOOD, David and GEZELIUS, Helena
- *Good Aid: A Study of Quality in Small Projects*. SIDA, Stockholm, 1985.
- NEGGERS, Jan and WILS, Frits
- Self-Evaluation Among Local Organizations and NGOs in Third World Countries: Problems and Prospects. Position paper for experts' consultation on "Promotion of Autonomous Development", the Netherlands (October 1987). Cebemo, Amsterdam, 1987.
- NYONI, Sithembiso
- Indigenous NGOs: Liberation, Self-Reliance and Development. In *World Development* Vol 15 Supplement. Pergamon Press, 1987.
- OAKLEY, Peter
- The Monitoring and Evaluation of Participation in Rural Development (draft). FAO, Rome, 1983.
- OAKLEY, Peter and MARSDEN, David
- *Approaches to Participation in Rural Development*. ILO, Geneva, 1984.
- OAKLEY, Peter and DILLON, Bridget
- *Strengthening People's Participation in Rural Development*. German Foundation for International Development, Bonn, 1985.
- OECD (Organization for Economic Cooperation and Development)
- *Voluntary Aid for Development : The Role of Non-Governmental Organizations*. OECD, Paris, 1988.
 - *The Role of Non-Governmental Organizations in Development Cooperation*. OECD, Paris, 1983.
 - *Directory of Non-Governmental Organizations in OECD Member Countries Active in Development Cooperation*. OECD, Paris, 1981.
 - *Annual Review of the OECD Development Assistance Committee*. OECD, Paris, 1971.
- d'ORFEUIL, Henri Rouille
- *L'engagement des organisations non gouvernementales aujourd'hui* (Non-governmental Organizations' Operations Today). L'Harmattan, Paris, 1984.
- OSNER, Karl (see BMZ)
- OXFAM
- *The Field Directors' Handbook: An Oxfam Manual for Development Workers*. Oxford University Press, 1985.
- PADRON, Mario
- Non-Governmental Development Organizations: From Development Aid to Development Cooperation, in *World Development* Vol 15 Supplement, Pergamon Press, 1987.
- PEARSE, Andrew and STIEFEL, Matthias
- *Inquiry Into Participation - A Research Approach*. UNRISD, Geneva, 1979.

- PRADERVAND, Pierre. *Listening to Africa*.
- PROSHIKA
- *Combating Rural Underdevelopment* (1983 Annual Reprint). Dhaka, 1984.
 - *A Praxis in Participatory Rural Development* (In Lieu of an Activity Report for 1984-85). Dhaka, 1986a.
 - *An Endeavour: Proshika in Alternative Development* (A Manual for the Organizers). Dhaka, 1986b.
- van der POORT, Kees
- *The Development Market: A Study on Government Funding of Church-Related Development Cooperation*. World Council of Churches, Geneva, 1987.
- RAHMAN, Anisur
- *Participatory Organizations of the Rural Poor: Introduction to an ILO Programme*. ILO, Geneva, February 1984.
 - *Participatory Rural Development and its Implications for Rural Employment Promotion*. ILO, Geneva, July 1987.
 - Participation of the Rural Poor in Development. (Special Issue of *Development*, Journal of Society for International Development, edited by Anisur Rahman, Issue No 1). Rome, 1981a.
 - *Some Dimensions of People's Participation in the Bhoomi Sena Movement*. UNRISD, Geneva, 1981b.
 - *Glimpses of the "Other Africa"*. ILO, Geneva, 1988.
- RAHMAN, Anisur and FALS-BORDA, Orlando
- *Participatory Action Research* (due for publication in 1989 by Sage Publications, London).
- RAHNEMA, Majid
- The Growing Role of NGOs: Autonomous Actors or Part of the Delivery Process? Background paper for 18th World Conference, Society for International Development, July 1985.
- RUSSO, Luca.
- *International Cooperation and the Institutional Strengthening of Non-Governmental Development Organizations in Africa*. OECD, Paris, 1988.
- SHARP, Robin (see ECA)
- SIDA (Swedish International Development Authority)
- *Översyn av de enskilda organisationernas biståndskapacitet* (Overview of non-governmental organizations' aid capacity), SIDA, Stockholm, 1985.
- STIEFEL, Mathias and PEARSE, Andrew
- UNRISD's Popular Participation Programme, in *Assignment Children* (UNICEF) No 59/60, Geneva, 1982.
- TANDON, Rajesh
- The Relationship Between Non-Governmental Organizations and Government. Position paper for experts' consultation on "Promotion of Autonomous Development", the Netherlands (October 1987). Cebemo, Amsterdam, 1987.
- TENDLER, Judith
- *Turning Private Voluntary Organizations into Development Agencies: Questions for Evaluation*. US Agency for International Development, 1982.
- TILAKARATNA, S.
- *The Animator in Participatory Rural Development: Some Experiences from Sri Lanka*. ILO, Geneva, 1985.
 - *The Animator in Participatory Rural Development* (Concept and Practice). ILO, Geneva, 1987.
- TURTON, Andrew
- *Production, Power and Participation in Rural Thailand: Experiences of Poor Farmers' Groups*. UNRISD, Geneva, 1987.
- UNITED NATIONS
- List of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the Economic and Social Council in 1987 E/1987/INF/8.
- UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development)
- Dialogue About Participation. (Four issues of irregular publication, 1981-83).
- UPHOFF, Norman
- Relations Between Governmental and Non-Governmental Organizations and the Promotion of Autonomous Development. Position paper for experts' consultation on "Promotion of Autonomous Development", the Netherlands (October 1987). Cebemo, Amsterdam, 1987.
- VERHAGEN, Koenraad
- *Self-Help Promotion: A Challenge to the NGO Community*. Cebemo/Royal Tropical Institute, The Hague, 1987.
 - *Cooperation for Survival: An analysis of an experiment in participatory research and planning with small farmers in Sri Lanka and Thailand*. Royal Tropical Institute, Amsterdam, and International Cooperative Alliance, Geneva, 1984.
- VINCENT, Fernand
- *Networking Strategies: The IRED Experience*. IRED, Geneva, 1985.
 - *Manuel de gestion pratique des associations de développement rural du tiers monde*. (Vols I and II). IRED, Geneva, 1986. (English version, *Manual of Practical Management for Rural Development Associations in the Third World*, due for publication end of 1988.)
- von der WEID, Denis and POITEVIN, Guy
- *Roots of a Peasant Movement* Shubhada-Sarswat Publications, Pune, India, 1981.
- WOLFE, Marshall
- *Elusive Development*. UNRISD & ECLA, Geneva, 1981.
 - *Participation: The View from Above*. UNRISD, Geneva, 1983.
- WOLFSON, Margaret
- *Community Action for Family Planning: A Comparison of Six Project Experiences*. OECD, Paris, 1987.
- WORLD BANK (International Bank for Reconstruction & Development-IBRD)
- *The Aga Khan Rural Support Program in Pakistan: An Interim Evaluation*. World Bank, Washington, 1987.

Alphabétisation des femmes : ACTION DES ONG

Extrait de la brochure réalisée par le Groupe "Condition de la femme " sous la direction de Maria Luisa Jauregui de Gainza du Secrétariat de l'Année internationale de l'alphabétisation.

Mme F. Nuovo et Mr. K. Lon, de l'ancienne Division de l'égalité des chances en matière d'éducation et des programmes spéciaux, ont également participé à cette entreprise.

Mme S. Lundgren Turiafa participé, à titre de conseil, à la sélection des exemples les plus significatifs et à faire la synthèse de ses impressions dans les passages dédiés à l'action des ONG dont les opinions n'engagent que l'auteur.

Introduction

Depuis sa création, l'Unesco n'a pas cessé d'œuvrer en faveur de l'alphabétisation. L'alphabétisation des femmes a eu elle aussi dès le début sa place dans les programmes éducatifs de l'Organisation. Toutefois, ce n'est qu'en 1975 que s'est posée la question de sa spécificité. C'est ainsi que l'on a vu se développer au sein des Nations-Unies une série de programmes s'adressant plus particulièrement aux femmes et aux jeunes filles.

En 1990, dans les objectifs de l'AIA, nous remarquons l'importance accordée à l'alphabétisation des femmes. Il convenait en effet de sensibiliser le public au pourcentage élevé d'analphabètes parmi les femmes adultes et de ce que cela implique quant au bien-être de leurs enfants, comme au fait que cela contribue à entretenir et à justifier une scolarisation des jeunes filles plus faible que celle des garçons. Il fallait également attirer l'attention sur le lien qui existe entre analphabétisme d'une part, et pauvreté, sous-développement, exclusion économique, sociale et culturelle, d'autre part (1).

Cette sensibilisation du public devait contribuer à soutenir et à développer l'action en faveur des femmes et des jeunes filles. En effet, le premier objectif de l'AIA était l'accroissement de l'action gouvernementale des Etats Membres touchés par l'analphabétisme fonctionnel pour éliminer ces problèmes notamment par l'éducation dans les zones rurales et dans les bidonvilles, en faveur des femmes et des jeunes filles.

Le dernier objectif de l'Année consistait à lancer le Plan d'action de l'élimination de l'analphabétisme en l'an 2000 et à se pencher sur les questions d'importance cruciale pour le progrès de l'alphabétisation, telles que la réduction de l'abandon scolaire à l'école primaire et la création de programmes de post-alphabétisation pour empêcher le retour à l'analphabétisme (1).

Ce plan d'action, approuvé par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue à Jomtien (Thaïlande) du 5 au 9 mars 1990, répond aux besoins éducatifs fondamentaux tels qu'ils sont définis dans le Cadre d'action (2).

L'heure est donc à l'action: les ONG ont enfin été reconnues comme partenaires à part entière et le système des Nations Unies étudie, en ce moment les modalités d'une collaboration plus large avec elles.

On trouvera dans la suite du présent document des exemples concrets d'initiatives prises par les ONG au niveau national et, parfois, international. Ces exemples ont été choisis parmi le grand nombre de contributions qui nous sont parvenues, mais qui, faute de place, n'ont pu être toutes retenues.

Le choix s'est donc porté sur des initiatives représentatives du travail accompli dans différents milieux, auprès de populations diverses, dans les pays développés comme dans les pays moins développés.

Cette diversité a pour but essentiel de montrer que l'analphabétisme n'est pas un mal qui frappe uniquement les pays en développement, mais qu'il sévit dans tous les pays du monde.

Que les ONG, dont la contribution n'a pu être retenue ici, ne réduisent pas leurs efforts. La communauté internationale tient à leur exprimer sa reconnaissance et ses encouragements pour toutes activités qu'elles entreprennent dans le domaine de l'alphabétisation.

Le rôle des ONG

Les ONG ont toujours joué un rôle dans l'aide caritative, mais leur importance en tant que force de proposition et agents de mise en œuvre des politiques de développement s'est imposée au cours de ces dernières années. Il

existe bien maintenant un langage ONG, une méthode ONG, qui expriment de façon pertinente les problèmes de développement et ceux des "laissés pour compte" en général.

"Elles ont mis en avant les obstacles dus à la réaction des populations contre les manipulations dont elles étaient l'objet à travers des projets technocratiques. Elles ont défendu l'idée selon laquelle le retard technique n'est pas le seul à combler, mais que le progrès est un phénomène global dont les aspects sociaux et culturels n'ont été que trop longtemps négligés" (3).

L'atout majeur des ONG, ce sont leurs membres, car ceux-ci possèdent une grande expérience du terrain et ils sont motivés idéologiquement : "Ce personnel peut vivre en symbiose avec le milieu pour mieux y lancer ses actions du ras du sol par la force de la démonstration et de l'animation" (4). C'est cette forte motivation qui souvent leur permet de suppléer au manque de moyens par la créativité, l'esprit d'équipe et une dynamique entraînant les populations concernées à devenir les agents actifs de leur propre développement. De même, le vaste réseau des associations membres à travers le monde recèle un trésor d'expériences que diffusent revues et réunions à l'échelon national, régional ou international.

Un autre atout de l'action menée par les ONG est qu'elle ne verse pas dans le gigantisme. Il s'agit souvent de micro-projets, bien adaptés à la situation, dont la gestion est légère et l'orientation souple. Si le projet est bien mené, il en entraîne un autre sur place, complémentaire du premier, ou bien il essaime ailleurs, sur le même modèle, avec les modifications nécessitées par l'adaptation à un milieu nouveau.

Les ONG ont en outre prouvé leur aptitude à mobiliser l'opinion publique internationale afin de venir en aide, par exemple, aux victimes de la sécheresse et de la famine en Afrique. C'est ainsi qu'elles ont mis en place des projets ad hoc destinés à arrêter l'exode de ces populations.

Elles ont été aussi les premières à attirer l'attention des pouvoirs publics sur les besoins d'alphabétisation des travailleurs migrants et de leurs familles en Europe et à prendre des mesures pour y pourvoir. Ce sont elles qui continuent à déployer l'effort le plus important auprès des femmes des communautés étrangères pour faciliter leur adaptation dans les pays d'accueil.

Très tôt, elles ont pratiqué le dialogue Nord-Sud en l'anant des opérations d'alphabétisation dans les pays en développement, en même temps que des actions visant à améliorer la santé, à enseigner l'hygiène et, plus généralement, à faciliter la vie quotidienne des populations défavorisées.

Enfin, elles ont joué un rôle phare dans le repérage et l'identification des problèmes d'illettrisme ou d'analphabetisme qui touchent certains groupes autochtones des sociétés industrialisées: ruraux, jeunes, femmes, ces dernières cumulant souvent d'autres handicaps sociaux qui rendent particulièrement difficile leur réadaptation. Là encore, les ONG apportent des réponses appropriées;

- sensibilisation des pouvoirs publics,
- sensibilisation des populations concernées,
- approche globale du problème,
- recherche de méthodes novatrices,
- recherches théoriques faisant intervenir notamment des associations d'enseignants et des chercheurs.

Consultation collective des ONG relative à l'alphabétisation et l'éducation des adultes

L'Unesco est une organisation intergouvernementale qui travaille en étroite collaboration avec les Organisations non gouvernementales (ONG), soit séparément, soit collectivement par l'intermédiaire d'un comité permanent élu tous les deux ans par la Conférence des ONG.

Donnant suite à une recommandation du Comité permanent des ONG, l'Unesco a organisé, en 1984, à Paris, une consultation collective des ONG sur l'alphabétisation, à laquelle ont participé 39 organisations. Cette consultation, qui fait partie du Programme ordinaire de l'Unesco depuis 1985, a lieu chaque année au Siège de l'Unesco ou dans un Etat membre dans différentes régions du monde.

L'avant dernière consultation qui s'est réunie à Quito, Equateur en 1989, a regroupé les ONG intéressées par l'éducation des adultes, et a fait un pas en avant vers la collaboration des ONG intéressées par des projets de grande envergure en faveur de l'alphabétisation.

Toutes ces consultations ont servi à préparer et à mettre en œuvre l'Année internationale de l'alphabétisation et c'est grâce à l'initiative d'une des ces consultations collectives qu'est né le Groupe d'action international pour l'alphabétisation (GAIA) qui a promu les objectifs de l'Année et dont le secrétariat a été assuré par le Comité international pour l'éducation des adultes (CIEA).

L'ACTION DES ONG POUR L'ALPHABÉTISATION des femmes

Les publications relatives à l'alphabétisation des femmes dans tous les pays membres et concernant notamment l'action de l'Unesco et des ONG, sont si nombreuses qu'il ne sera rendu compte ici que d'un petit nombre de projets ayant valeur d'exemples.

Il convient en outre de souligner que, dans un document comme celui-ci, l'activité des ONG ne saurait être relatée et analysée de façon exhaustive, même si on se limite au seul domaine de l'alphabétisation des femmes. Cette activité sera étudiée à partir de la situation globale décrite précédemment et des contributions fournies par les ONG en réponse à un questionnaire envoyé par leur Comité permanent. Ces contributions constituent l'échantillon à partir duquel nous essaierons d'illustrer la variété des projets, illustrée par quelques expériences et témoignages.

Comment travaillent les ONG

Telles qu'elles sont décrites dans les documents disponibles, les actions mises en œuvre par les ONG, soit dans les pays en développement, soit dans les pays industrialisés, se caractérisent par les éléments suivants:

le projet s'adresse à un public bien ciblé, comme par exemple

* les femmes d'une communauté villageoise, des mères de famille, un groupe de femmes immigrées d'un quartier de banlieue d'une grande ville, des femmes d'un camp de réfugiés, des femmes vivant dans un milieu carcéral, etc...

le projet s'appuie sur:

- une bonne connaissance, notamment socio-économique, du milieu ainsi que sur le rôle des femmes dans leur communauté;
- une bonne analyse des besoins et des possibilités (contraintes et facteurs favorables);
- la prise de conscience par le groupe des objectifs précis à atteindre: santé, éducation des enfants, production et gestion des revenus, apprentissage de la confiance en soi, etc;
- le choix d'un support ou d'un contenu défini par rapport à des pratiques;
- la méthode et les moyens pour atteindre les objectifs.

Pour illustrer ce qui précède, nous citerons à titre d'exemple les expériences suivantes:

Les femmes nourrissent la planète (Women feed the World) - ce projet mené par l'Union mondiale des femmes rurales (ACWW) en coopération avec l'Unesco concerne des femmes vivant au Népal, en Bolivie, au Mali et en Gambie.

Autour de la production alimentaire est organisé un programme de formation à la production agricole, ainsi qu'à la conservation et à la commercialisation des produits, ce qui assure un revenu plus que nécessaire à ces femmes.

De très nombreux programmes d'alphabétisation concernent des projets relatifs à l'eau et à la production alimentaire en vue de l'autosuffisance: *"Eau et assainissement pour tous"* (ACWW et Unesco) qui se déroulent en Ethiopie, au Mali et à Sri Lanka. Toujours dans les zones rurales, des programmes d'alphabétisation, axés sur la santé, la famille, l'hygiène, sont menés par exemple par

l'Association nationale des femmes rurales de l'Inde (5) qui constitue un réseau de 600 centres. Cette organisation a élaboré un "dossier" pour faciliter la diffusion et la généralisation du programme au niveau national (6) avec comme ambition atteindre ceux qui vivent dans des endroits difficilement accessibles.

L'action menée par *Homemakers Association* (Lesotho) pour combattre la malnutrition et stopper l'émigration en aidant les femmes à tirer le plus grand parti possible des ressources disponibles mérite d'être signalée. En effet, ce programme "formation des formateurs" s'adresse à des moniteurs: les expériences en cours sont relatées dans la presse locale afin de motiver d'autres groupes. Cette recherche d'effets multiplicateurs entraîne la mise en place de mini-projets d'accompagnement.

D'autres programmes sont destinés à lutter contre la désertification par la plantation d'arbres et l'utilisation de l'énergie solaire (7).

De très nombreux programmes d'alphabétisation visant à la survie des populations sont réalisés en Afrique, en Inde (8), en Amérique Latine.

Dans cette dernière région du monde où l'exode rural et l'émigration sont très importants, les femmes concernées apprennent à lire dans le cadre d'actions d'accueil et d'adaptation, les plus jeunes bénéficient d'un complément de scolarité. *L'ACISJF (Association catholique internationale des services de la jeunesse féminine)* mène depuis 1988 en Argentine une expérience d'alphabétisation, qui a concerné 232 jeunes filles, dans des centres situés près des frontières chilienne, uruguayenne et bolivienne.

Ces jeunes filles tentent, en effet, de franchir la frontière pour chercher un emploi dans le pays voisin. La même organisation s'efforce aussi de resocialiser des jeunes filles sans domicile fixe en République Dominicaine.

Des recherches-actions par la *Fédération internationale des femmes diplômées des universités* en direction de groupes marginalisés sont encore à l'étude.

Il convient de citer le travail de *l'Association turque des femmes diplômées des universités*, dans des zones à forte concentration de femmes immigrées de l'intérieur vivant dans les faubourgs d'Istanbul, ainsi que des cours d'alphabétisation donnés à la prison *Metris* de cette ville des activités comme la photo, la peinture et différents artisanats.

L'Association thaïe des femmes diplômées des universités a un projet, dans le cadre d'un programme d'alphabétisation scolaire et extrascolaire, pour étudier s'il existe des rapports entre l'alphabétisation, les facteurs socio-familiaux et l'abus des drogues. L'Association a également un projet analogue visant à déterminer les rapports entre l'analphabétisme et les obstacles potentiels à la prévention du Sida chez les prostituées et les femmes qui travaillent dans les bars.

Dans les pays industrialisés, où l'analphabétisme et l'illettrisme peuvent être un puissant facteur de marginalisation, l'action des ONG se veut aussi efficace et tenace.

Qu'il s'agisse de l'alphabétisation ou de l'apprentissage d'une langue étrangère pour les femmes immigrées, apprentissage intégré dans un processus de production artisanale, les cours ont pour objet de rompre l'isolement de ces femmes, de leur permettre de comprendre et d'intervenir dans la scolarisation de leurs enfants, de les rendre autonomes et de faciliter une éventuelle insertion professionnelle (9).

Compte tenu de l'importance des populations autochtones illettrées aux Etats-Unis, au Canada et dans les pays

de l'Europe occidentale, de nombreuses ONG travaillent depuis de nombreuses années à des programmes d'alphabétisation.

Les ONG sont donc en général des structures souples, faisant souvent appel à des bénévoles, mais surtout elles sont proches de la base, s'informent des besoins des femmes et y répondent en associant les femmes concernées à leur action. Elles n'agissent pas "pour les femmes" mais "avec les femmes" et ce partenariat est essentiel dans la réussite de leurs différents projets et sert de moteur pour de nouvelles actions.

Notes

0) Voir Objectifs de l'AIA, page 20.

- (2) Voir la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous et le Cadre d'action-pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux. Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, 5-9 mars 1990, Thaïlande, UNICEF, 1990.
- (3) MAGNARD, Frank - TENZER, Nicolas, *La Crise Africaine - Inf.* Collection politique d'aujourd'hui, Paris 1988,
- (4) FREUD, Claude, *Quelle coopération?* Karthala, Paris, 1988.
- (5) Bharatha Gramteen Mahila Saugh (BGMS).
- (6) Il s'agit du programme intitulé: "Integration of Tribal Women Development through non Formal Education and Vocational Training".
- (7) Integrated Village Development Programme, dû à l'Association Suède-Soudan.
- (8) Y.M.C.A., Report on Community Development.
- (9) Parmi de nombreux exemples, citons le projet "Immigrant Women of Saskatchewan" qui comporte un programme d'alphabétisation pour les femmes immigrées dans cette province du Canada.

Groupe de travail sur la condition de la femme

Fédération démocratique internationale des Femmes
18, Rue Jean XXIII
95600 Eaubonne
Tél. 34 16 21 98

Mouvement mondial des mères
100, Rue de Rennes
75006 Paris
Tél. 4 22 24 5 16

Fédération abolitionniste internationale
20, Rue Saint Didier
75116 Paris
Tél. 45 53 24 75

Fédération internationale des charités
62, Boulevard Flandrin
75116 Paris
Tél. 4504 10 58

Ligue islamique mondiale
75, Avenue Pierre Sémart
91700 Sainte-Geneviève-des-Bois
Tél. 60 1643 53

Fédération syndicale mondiale
1, Rue de Nantes
75019 Paris
Tél. 4005 1633

Union mondiale des organismes féminins catholiques
72175 Hendecourts les Ramart
Tél. (16)21 224081

Fédération internationale des femmes des carrières juridiques
20, Rue Cardinal Lemoine
75005 Paris
Tél. 4326 1561

Alliance internationale des femmes
11, Blvd. Bineau
93200 Levallois-Perret
Tél. 47 57 03 65

Comité consultatif des amis (Quakers)
8, Rue Rémusat
75016 Paris
Tél. 42 27 57 30

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales
65, Rue de la Tombe Issoire
75014 Paris
Tél. 43 35 28 36

Conseil international des femmes juives
62, Rue Ponthieu
75008 Paris
Tél. 45 62 01 47

Caritas internationalis
186, Rue du Bac
75007 Paris
Tél. 4320 14 14

Association mondiale des guides et éclaireuses
38, Avenue Eiffel
92310 Sèvres
Tél. 46 26 68 52

Conseil international des femmes
33, Rue Raynouard
75016 Paris
Tél. 45 24 68 52

Fédération internationale des femmes diplômées des universités
76, Rue Michel-Ange
76016 Paris
Tél. 46 51 48 99

International Humanist and Ethical Union
B.P. 63
75222 Paris cedex 05
Tél. 43 29 13 62

Association internationale des juristes démocrates
4, Rue Saucourt
75012 Paris
Tél. 4341 37 16

Office international de l'enseignement catholique
277, Rue Saint-Jacques
75005 Paris
Tél. 4329 12 77

Union internationale des organismes familiaux
28, Place Saint-Georges
75009 Paris
Tél. 48 70 07 59

Fédération internationale pour l'économie familiale
5, Avenue de la porte Brancion
75015 Paris
Tél. 48 42 34 74

Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté
24, Quai Louis Blériot
75016 Paris
Tél. 45 27 15 62

Fédération internationale des mouvements d'adultes
ruraux catholiques
3, Rue Joliot Curie
91510 Lardy
Tél. 60 82 72 13

Union mondiale des femmes rurales
219, Blvd. Raspail
75014 Paris
Tél. 43 22 00 95

Fédération internationale des syndicats d'enseignants
263, Rue de Paris
93515 Montreuil
Tél. 48 51 80 00

Bureau international catholique pour l'enfance
19, Rue de Varenne
75007 Paris
Tél. 42 22 00 01

Zonta international
1, Avenue Foch
94160 Saint-Mandé
Tél. 43 2862 15

Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante
3, Rue de la Rochefoucauld
75009 Paris
Tél. 48 74 58 44

Association catholique internationale des services de
jeunesse féminine
17, Rue des Abondances
92100 Boulogne
Tél. 46 04 02 26

Comité de coordination du service volontaire international
1, Rue Miollis
Maison de l'Unesco
75007 Paris



Objectifs de l'Année internationale de l'alphabétisation 1990

- 1) faire en sorte que les gouvernements des Etats membres confrontés à l'analphabétisme ou à l'illettrisme s'emploient plus activement à éliminer ces problèmes, en particulier par l'éducation des habitants des zones rurales et des taudis urbains, des jeunes filles et des femmes et des populations et groupes ayant des problèmes ou des besoins particuliers à cet égard;
- 2) sensibiliser davantage l'opinion publique à l'étendue, à la nature et aux incidences de l'analphabétisme, de même qu'aux moyens et conditions de son élimination. Un effort devrait notamment être fait pour faire prendre conscience du pourcentage élevé d'analphabètes parmi les femmes adultes et de ce que cela implique quant au bien-être de leurs enfants, du moindre taux de fréquentation scolaire des filles par rapport aux garçons et du lien entre l'analphabétisme d'une part, et la pauvreté, le sous-développement et la marginalisation économique, sociale et culturelle, de l'autre;
- 3) accroître la participation populaire, à l'intérieur des pays et entre les pays, à l'action menée contre l'analphabétisme, en particulier par le truchement des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des associations bénévoles et des groupes communautaires;
- 4) renforcer la coopération et la solidarité entre Etats membres dans la lutte contre l'analphabétisme;
- 5) intensifier la coopération au sein du système des Nations-Unies et, d'une manière générale, entre toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, s'agissant de lutter contre l'analphabétisme;
- 6) profiter de l'Année Internationale de l'alphabétisation pour lancer le Plan d'action destiné à éliminer l'analphabétisme d'ici l'an 2000 et lutter contre les obstacles qui freinent considérablement les progrès de l'alphabétisation, notamment en réduisant la déperdition d'effectifs dans l'enseignement primaire et en mettant en place des programmes de post-alphabétisation en vue de prévenir les retombées de l'analphabétisme.

The 1991 Associate Members Meeting

Brussels, September 30-October 1st, 1991



The 11 annual meeting of the UAI Associate member's was once again the occasion of fruitful and active discussions on some of the aspects of meeting organization.

An update of UAI activities and publications was made by Tony Judge, executive secretary.

The report on the work achieved by the "Commission on Statistics" which was set up during the 1990 meeting was made by Francois d'Heilly, Directeur Commercial Réseau groupe SARI, Paris. Other members of the Committee, chaired by Donald Hellstedt, Managing Director AMK Berlin, were Roy Kendrick, General Manager The Queen Elisabeth II Conference Centre and Ghislaine de Coninck, UAI.

The recommendations and conclusion included the following items:

- " - ... the UAI work on congress statistics is vital for all parties involved in the congress activities world-wide;
- " - ... the UAI alone supplies objective statistical information on international congress activities without regard to "commercial, political or other special interests.
- " - ... the demand for more elaborate, frequent and accurate information can be met by the UAI, if it is supplied with "increased human and financial resources.

- " - the committee consequently recommends that resources at the UAI are increased during a three-year trial period "and that financial burden be carried equally by the associate members of the UAI.
- " - ... the UAI by its own means, with the UAI Committee on statistics or by other means submits a formal request "to the European Commission in Brussels for technical and financial support for the proposed three-year program.

During the discussion which followed the presentation of these recommendations, associate members and representatives of congress orientated professional organizations gave their support for the implementation of the three-years trial project.

The meeting was concluded by the unanimous adoption of the following motions:

- the need of congress data and statistics are of paramount importance for all those involved worldwide in the "meeting industry"; taking into consideration the recommendation of the Committee on Statistics, all efforts should be made to find the necessary assistance (financial and technical) from other organizations such as EEC, UN, etc.
- the Associate Membership fee should be increased as off 1992 by an amount equivalent to US\$ 400.- in order to

give further resources to UAI to expand its present statistical data.

- the mandate of the Committee on statistics was extended for another year; the following members agreed to take part in this Committee: François d'Heilly (Groupe Sari), Roy Kendrick (Queen Elizabeth II Conf Cnt), Helmut Schwägermann (AMK Berlin), Tuula Lindberg (Helsinki Finland Congress Bureau), Ken Evans (Vancouver Trade & Convention Centre), Jenny Salisbury (Hong Kong Conv & Incentive Travel), Alain Dagouat (Office du tourisme des Congrès de Paris).

Open Space Technology

The second part of the meeting was organized in a totally different manner and with a double objective.

First of all to experiment a new way of meeting "the open space" and secondly to be able, thanks to this technique, to discuss any matter of interest to the participants under the theme: "the future of international meetings".

The meeting had to move from our HQ in Brussels to Louvain-la-Neuve in facilities more suitable for the flexibility needed by the Open Space meeting.

Mr. Harrison Owen came from USA for the occasion, in order to introduce his technique. (See description pages 355-356).

Further to the introduction, the 75 participants, to the surprise of everyone present, organized in less than 30 minutes the detailed programme of the day, suggesting about 15 different subjects of discussion which due to some similarity, materialized in ten workshops:

- Hotel and conference centre: commercial aspects - term basis; moderator: Laure Mouton, Palais des Congrès de Paris.
- How to manage so that the participants of our congress be involved in a whole process : preparation of the theme at home, during the congress and afterwards; J. Desaucy, UNDA.
- Harmonisation of conference statistics; Tuulikki Becker, Helsinki Finland Congress Bureau.

- The challenge of information between world municipalities; Charles-Emmanuel van de Put, UCL.
- Motivation to quality of services; Rita De Landtsheer, Fédération européenne des villes de congrès.
- Direct Marketing in congress; Ch Piller, Fremdenverkehrsbetr Stadt Salzburg.
- Languages in communication; L. Weickmans.
- Speaking and listening without interpretation; Jean Delobel, AIFVC.
- Subsidies in conférence business; Tuula Lindberg, Helsinki Finland Congress Bureau.
- Costs/benefits of international meetings; John Burt, London Convention Bureau.
- The neutrality of local convention bureaux; Gertjan Kruyt, Nederland Convention Bureau.
- Development of national meetings taking place abroad to enlarge international bilateral exchanges; Francois d'Heilly, Groupe Sari.

These workshops were organized in parallel sessions each of hour and a half duration; it was amazing to see how participants spontaneously joined the workshops depending on their degree of interest; how each group had almost an equivalent number of participants; how the tentative time limits allocated were respected without any trouble and most important of all how the level of discussion and participation in each session was very positive constructive and dynamic.

At the end of the day, participants joined again the circle of discussion for a lively summing up, by Harrison Owen, of the Open Space technology.

The golden rules of Open Space

- Whoever comes is the right people
- Whatever happens is the only thing that could have
- Whenever it starts is the right time
- When it's over it's over
- Be prepared to be surprised
- Bumble bees and butterflies
- The law of two feet.





Une réunion pas comme les autres

Curiosité ? Excitation ? Inquiétude ? Sans doute les trois à la fois à l'aube de cette journée du 1er octobre 1991 qui réunissait les membres associés de l'UAI en dehors de sa Maison. Un lieu nouveau, inconnu de la plupart des participants, à l'extérieur de Bruxelles, dans une campagne verdoyante (*); un thème connu "l'avenir des réunions internationales", mais à traiter selon une méthode nouvelle, encore peu expérimentée en Europe, conduite par un spécialiste américain, Harrison Owen.

A 9 heures, nous nous trouvons tous dans une grande salle ronde, assis en cercle sur une seule rangée. Au centre de la pièce, une grosse serviette ouverte, bourrée de documents, et entourée de marqueurs et autres moyens d'écriture. Sur les murs des panneaux portent des inscriptions manuscrites plutôt sybillines: "the law of two feets", "bumble-bees and butterflies", ... Après quelques mots de bienvenue de MM. Raeymaeckers et Smith, Mr Owen se lance dans l'arène... Pendant une bonne demi-heure, il explique sa méthode, tournant régulièrement autour de la serviette... Puis il annonce que celles et ceux qui ont une préoccupation se situant dans le cadre du thème général et dont ils souhaiteraient débattre, la résument sur un panneau à leur disposition, montrent ce panneau aux autres participants et accrochent ensuite ce panneau au mur... Silence... on se regarde... Mais très vite voilà un courageux qui expose son problème et le libelle en gros caractères. A peine a-t-il accroché son panneau que deux, trois, quatre participants se lèvent, arborant chacun une proposition de discussion. Bientôt ils sont une petite vingtaine. Et puis, comme annoncé par l'animateur, c'est le "village market": les auteurs de panneaux se concertent: tel sujet

est assez proche de celui-là, on pourrait amalgamer en modifiant un peu le libellé et faire un seul groupe de discussion, pourquoi pas?. Ainsi se mettent en place 15 "workshops" d'une durée d'une heure et demi chacun, les locaux adéquats étant nombreux et faciles d'accès autour de la salle de conférence.

Le travail commence tout de suite. Quelle surprise de constater qu'un sain dynamisme de réunion s'installe d'emblée: le "président" ou "modérateur" se trouve tout naturellement dans le ou les auteurs du panneau de présentation du thème spécifique; les échanges se font avec ordre; s'il reste des questions sans réponse, aucun problème n'est évacué; il n'y a pas d'interprétation, mais un consensus se fait facilement autour de la langue utilisée et comprise par la majorité du groupe (la plupart des participants comprennent l'anglais et le français, d'une façon passive au moins).

Au bout de la première période, tout le monde, ou presque, sort satisfait. Les groupes se défont et se redistribuent sous d'autres thèmes. Le lunch n'est pas une coupure... on y travaille encore. En fin d'après-midi, Harrison Owen trace le bilan.

Que conclure pour notre part? Est-ce la formule miracle qui va réveiller les réunions assoupies, faire vraiment participer les "assistants", libérer la créativité...? Il faut sans doute reconnaître que les membres associés de l'UAI ne sont pas des novices en matière de réunion, que les réflexes d'organisation et de discipline sont quasi spontanés, que l'ouverture et la compréhension y sont très partagés, que le niveau linguistique est élevé... Alors, nous dirons prudemment: l'"Open Space Technology", une technique novatrice et prometteuse, mais à évaluer selon les cas... et à ne pas utiliser comme formule magique.

G.D.

(*) Hôtel Condor, Louvain-la-Neuve.

Open Space

by H. H. Owen and Co.

Open Space Technology Comes Of Age

Can you imagine 310 executives and line managers self-organizing a three day meeting to deal with the future of their 30,000 person agency in 38 minutes flat? They created 32 workshops and a thick package of proceedings, all with no advance preparation. Most of all, they had fun and grew. "People began to think new things were possible and the idea of "selfempowerment" took hold. We came to believe that each of us could make a difference (help build the new people oriented culture) by taking some action - making something happen - empowering ourselves" (participants' letter to the rest of the organization). It all happened in Open Space.

The experience of empowerment in Open Space is not limited to large agencies in the continental USA. In India, a high level executive conference on the theme of organizational learning followed a similar path. Naazneen Karmali, writing in BUSINESS INDIA reported, "But by far the most unique characteristic of the conference was the manner in which it was conducted. No advance agendas were set or keynote addresses prepared or papers expected to be presented". "Defenses were totally let down and group members shared experiences freely and openly. This flow was kept up until the final day". "The Conference was truly an intense learning experience".

Back in the USA, the Oregon Chapter of ASTD (American Society for Training and Development) used Open Space Technology for their annual "summer camp" gathering. At evaluation time, one participant said, "After presenting or attending hundreds of seminars and conferences, I've become awfully jaded and hard to please...Your camp was a true exception. It exceeded all my expectations. Or I should say, it trashed my expectations and substituted meaningful dialogue, freedom of thought, marvelous new notions, perilous derring-do, and a safe haven cocoon of friendship and warmth in which stretching ones's comfort zones became easy."

Open Space Technology (if in fact it is a technology) began in frustration almost as a joke. Eight years ago, after

having organized a major international gathering complete with papers and presenters, I came to the interesting realization that what I, and many other participants, enjoyed the most were the coffee breaks. My conclusion? There must be a better way.

That "way" emerged at the Third International Symposium on Organisational Transformation held in Monterey, California. Eighty folks attended, knowing in advance only the theme, when it started, when it ended, who was coming, and what they were interested in. In two and one half hours this group collectively created their five day conference complete with defined workshops, conveners, and the necessary time/space arrangements.

Since then, Open Space has been created many times over for longer and shorter periods, and increasingly large and various groups. With experience, the time necessary for self-organization has moved down from the original 2 and 1 /2 hours with 80 people to the present "world record" of 38 minutes with 310 people. What remains constant are the high levels of excitement, innovation, and sense of empowerment.

There is no magic to the creation of Open Space, although in retrospect it sometimes seems that magic has occurred. *Required is a profound commitment to the notion that given the appropriate space and time, people will utilize their freedom and exercise their responsibility for their own personal empowerment and the achievement of the task at hand, whatever that task might be.* Tight management control, or some might say dictatorial direction, is not the only way to go.

Here is the risk and the discomfort. For those convinced that the alternative to management control is being out of control, and further that productivity is possible only when the reins are tightly held, the notion of Open Space is not only counter-intuitive, but down right terrifying. In a word, Open Space is not for everyone, nor is it appropriate in every situation. However, when innovation, creativity and commitment are essential, Open Space seems to do the job.

The mechanisms for the creation of Open Space are two, and simple in the extreme : The Camp Sign Up Board, and The Village Market Place. Each participant is invited to identify any issue or opportunity around the given theme

* Potomac, Maryland, September 1990.

that they would like to take personal responsibility for developing. They give it a short title on a small piece of paper, indicating time and place, and post it on the wall. After every person has posted whatever they have in mind, the Village Market Place opens, and all participants are invited to sign up for whatever appeals. When conflicts of space or schedule arise, the interested parties negotiate solutions while the rest of the group goes on about its business. And nobody is in charge. Everybody is.

For many people born and raised in the tedium of institutional inertia, the speed of organization and the spirited level of participative creation appears, in prospect, so unbelievable as to be impossible. Even in retrospect, when an event has come to a conclusion and the evidence is experientially available (it really happened), there is a continuing level of dis-belief. For example, after the 310 had met on their Agency's future, there were a number of comments to the effect that "somebody must have pre-organized all the workshops." The truth of the matter is - What you see is what you get (got). People, treated as free and responsible, are quite capable of inspired performance.

Over the years of development, Open Space has moved from its genesis in frustration as a joke, to become a very effective means for empowerment. On one level it is simple, almost to the point of being ridiculous. Anyone, with the intention and willingness to let go of their personal needs for control, can make it happen. As the experiment continues, useful applications have been found in the areas of organizational re-design, strategic planning and product development. And that is just a start.

Open Space is more than just a mechanism. While the simplicity of its use is a demonstrated fact, it is also true that we have learned, and continue to learn, an enormous amount about how to do it better. There are levels beneath levels, and there is more to come.

If you are interested in the possible introduction of Open Space to your organization, there are a number of resources available. You might consider joining us at any one of the Open Space gatherings (See Past Attractions for details). Or take a look at the new video, Learning in Open Space. For an extended look at the theory and practice, there are two books, *SPIRIT* and *LEADERSHIP IS* available for your consideration (See Available Resources). Alternatively, give us a call and let's talk. There is experience to share and joint learning to be had. Above everything else, try it. Who knows, you may like it.

Open Space is not the proprietary product of H.H.Owen and Co. or anybody else. It is the birthright of every individual on the planet. (Harrison Owen)

Past Attractions

- *The Spirit of Creativity at Work*, November 14-18, 1990. Co-Sponsored by Harrison Owen and William Miller, the conference included 1 day of presentations to set the stage, followed by 2 days of Open Space in which every participant had the opportunity to experience their creative best. Presenters included Parsad Kaipa, former Senior Fellow for Apple Computer, Angeles Arrien, anthropologist, Suki Jay, mask maker and dancer.
- The 9th International Symposium on Organization Transformation, July 1-5, 1991 in Boulder Colorado. The theme for this year was Beyond Organization - Putting the new

Paradigm to work. These symposia have been the proving ground for Open Space as each year 80-100 people from all over the world gather to consider and enhance the opportunities for themselves and their organizations in a transforming world. There are no featured speakers or formal presentations, just good, committed folks from senior executives to students, meeting together in an intense learning environment to support each other and grow.

- *The Second International Conference on "The Business of Business is Learning."* Seattle, WA, June of 1991. The first conference took place sequentially in Goa, India and Berkeley Springs, West Virginia. Senior Executives, Consultants and Educators looked closely at the possibilities for a learning organization. The conclusion was that the present approaches won't work and that we have to go deeper. At the end, the participants discovered that learning in their organizations was nothing other than the evolution of Human consciousness, and the job at hand was facilitating that process.

Resources available

SPIRIT: Transformation and Development in Organizations, Abbott Publishing, 1987 (\$20.95US) by Harrison Owen.

Spirit is the most important thing - in sports, the organization, and beyond. This book takes Spirit seriously and describes a theory and practice for facilitating the transformation of Spirit across the Open Space of our times. Now in it's 3rd printing, the book has sold all over the world.

LEADERSHIP IS, Abbott Publishing, 1990, by Harrison Owen (\$20.00US).

Leadership is liberation, the empowerment of the human spirit to realize its potential. This book begins where *SPIRIT* leaves off. If Spirit is important for organization, leadership must grow that most important asset. What that might mean and how to go about doing it are the subjects at hand.

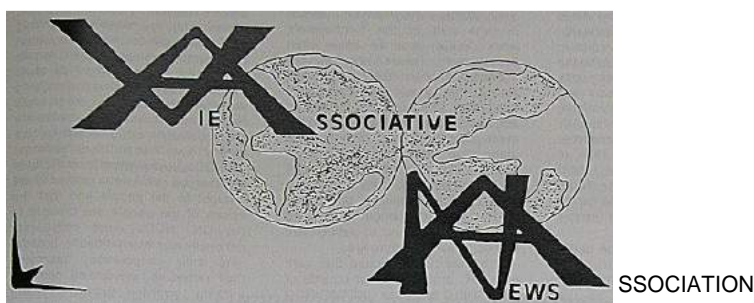
Learning in Open Space (25 min. video). Vision Communications, 1990, written and narrated by Harrison Owen. (65.00US).

The video reflects the Open Space that our world has become. With the powerful forces of transformation rolling across our planet manifest in such events as the fall of the Berlin Wall, learning new ways of being are essential. The video visits the Open Space Conferences in India and West Virginia as the participants address the issues. It is a short course in the navigation of Open Space, including the mechanics of an Open Space event, and simultaneously opens the way for deeper discussions.

(All material may be ordered through H.H. Owen and Co. Discounts are available for quantity orders.)

For Further Information

Call or write:
Harrison Owen
H.H. Owen and Company
7808 River Falls Drive
Potomac, MD 20854
301-469-9269



***NGOs in a Changing United Nations:
Opportunities and Responsibilities***
*Presentation to the General Assembly of the
Conference of NGOs (CONGO)*
 30 October 1991

In opening ECOSOC's meeting on The Challenge to the South on 3 July this year, UN Secretary-General Pérez de Cuellar spoke of "the continued marginalization of the developing countries. With some exceptions, their economies have either stagnated or actually declined". He said that "the challenge of the 1990s is to find a way for the developing countries to return to a path of sustained social and economic development". The need for urgent action is widely agreed but what specific measures to take, by whom, and in what time-frame have not yet been decided.

In the meantime, the development crisis is having severe consequences for the health, education and welfare of hundreds of millions of the world's people and taking a severe toll on the world's environment. Unless there is concerted international action soon, this alarming situation cannot but get worse. Advances in biotechnology, for example, will displace millions of farmers in the years to come. Dispos-

session from the land, continuing impoverishment and rising unemployment are setting the stage for political instability and upheaval in many countries.

After three United Nations Development Decades and many lofty strategies, resolutions, and declarations on the eradication of poverty and the right to development, eight more countries are on a list to join the 42 which have already been declared least developed and therefore in need of special, urgent assistance such as debt cancellation and higher amounts of development aid. Hunger, homelessness, preventable disease and illiteracy persist. Children are eating newspaper cakes or not eating at all. People in Africa and Latin America are dying from cholera epidemics because there doesn't seem to be enough money to clean up the water supply. Women in many countries are working 20 hours a day in order to provide for the bare survival needs of their families.

The victims of the development

crisis - the poorest and weakest - are increasingly visible on the streets of the world's cities - in the industrialized as well as the developing countries : the street children whose parents cannot afford to feed them, the prostitutes whose earnings are often the sole support of their families, the homeless who cannot afford shelter, and the migrant workers, refugees, displaced persons and indigenous people who have to leave their homes, villages, and sometimes their countries because of war, environmental devastation, economic dislocation, or even because of massive development projects. Many are illiterate and therefore marginalized, left out of decision-making in their societies.

Over the past three years the Special NGO Committee on Development (Geneva) has gone into some depth on the various development issues, as the report of our activities in document number 9 will make clear. The Committee has examined the widening gap between rich and poor

within and between countries; the debt crisis, structural adjustment programmes imposed by the International Monetary Fund and the World Bank, and the resulting cuts in health, education and social programmes; the net transfer of resources from the South to the North; low commodity prices; unequal terms of trade; and the role of transnational corporations. There has been discussion of the UN Declaration on a New International Economic Order adopted in 1974 as well as exploration of more recent proposals put forward by the South Commission calling for change in North-South relations and for greater South-South cooperation.

In order to deal with these questions in greater depth and to make known the work of the South Commission, a Sub-Committee on the South was formed this year. It joins the Family Life Education Sub-Committee and the Sub-Committee on Transnational Corporations in concentrating on specific issues of interest to specific organizations. The work of these Sub-Committees helps all of us to deepen our knowledge of development issues and to take consequent action.

The Committee on Development has explored social, educational, and demographic questions. The participation of women in development in terms of their access to education, training, jobs, health care facilities, child care programmes, and appropriate technology comes up frequently. The role of literacy in development and in the promotion of democracy, popular participation, and human rights has been considered in depth. Attempts have been made to deal holistically with development in relationship to the environment, to disarmament, and to the question of military expenditures.

When it comes to the question posed by this Assembly, however, that of NGOs in a changing United Nations, the Committee finds it difficult to make a substantive statement. Although representatives of the UN and various specialized agencies such as UNCTAD, UNICEF, UNESCO, UNDP, the World Bank, UNIDO and the WHO have been present at its meetings, far more time has been devoted to probing the issues than to assessing the changes going on inside the UN, which at the moment are hard to grasp because they are in flux. After this CONGO

Assembly, getting a better understanding of these changes as well as looking into UN/NGO relations and their future development should become part of the Committee's work. NGOs need to know what development issues are on UN agenda and where exactly in the UN system the various issues are being dealt with. They should be raising questions about the kind of development they want with their governments and within the UN system. They should be providing the necessary information to their members, mobilizing public opinion, and lobbying for needed change. Access to both information and to deliberative bodies should be improved.

It should be mentioned that various NGO groupings exist outside of the CONGO fold. The UNCTAD-NGO consultative process organized by NGLS is one example. It organizes NGOs to lobby at UNCTAD conferences on trade and development issues. Last year's Least Developed Countries conference in Paris is a good example of this network's skill, and a similar consultation is now being organized in view of the upcoming UNCTAD VIII conference in Colombia. The NGO Committee on Development is invited to join in this process and several of its member organizations also take part. Attempts are now underway to organize NGOs for information dissemination and lobbying on GATT issues in view of the increasing significance the organization will have on trade, specifically in the fields of services, intellectual property, and investment measures. There is a group brought together by an NGO which is not a member of CONGO to meet with the World Bank, which funds the group.

The NGO Committee on Development has 39 member organizations with a wide variety of mandates and views on development questions. Our organizations have different analyses of the causes of the development crisis. They put forward different solutions. Some are involved in operational programmes; others work more on the informational and political levels; and some work on every level. All of our organizations are concerned with reducing human suffering and improving the quality of life for the entire human family. Our members exchange information on development questions, organize special events to focus attention on

specific development issues, and use meetings as a forum for discussion. The Committee has made progress in exploring the development issues and in networking among NGOs. It needs to expand, to attract new members, to open up to the outside world, and to involve all of its members in the planning and carrying out of events. We would like to invite NGOs present here today who are not yet members to join and to contribute their ideas to the discussions. As NGOs, we have a responsibility to see that the resolutions of the UN are brought to the people and that the voices of the people are brought to the UN. NGOs must collaborate nationally and internationally, broadening their cooperation, improving their networks, influencing people's thinking, applying pressure where necessary, and bringing change where it is most needed. This is our modest contribution to reversing the development crisis and bringing about the transformation that will guarantee each citizen of this fragile planet enough food, clothing, shelter, health care, and education to lead meaningful lives and to participate significantly in the life of their societies.

CEE: L'Association des "Nations sans Etat" hausse le ton

Le collectif qui regroupe des nationalistes corses, basques ou irlandais plaide pour une autre Europe.

Une phrase toute simple pourrait parfaitement résumer les conférences de presse organisées le 27 novembre à Bruxelles et Paris par les représentants de l'association Conseu, qui se veut "collectif des nations sans Etat": "Europe, sache que nous sommes là". A douze jours du Conseil européen de Maastricht et 6 ans après sa création, cette association, qui regroupe près de 25 "nations sans Etat", a pour la première fois rassemblé à une même tribune des représentants corses de la Cuncolta Naziunaliste, basques de Herri Batasuna et irlandais du Sinn Féin, afin de réclamer aux "Etats de droit" quelques instants d'attention.

Préambule de la conférence: "Une peut y avoir de paix au sein de la Communauté européenne tant que nos demandes d'autodétermination et les conflits qui en découlent ne seront pas résolus sur des bases

internationalement reconnues." Individuellement, José Luis Alvarez Eppananza, sénateur basque, affirme lutter pour édifier "une nouvelle Europe dans laquelle mon pays ait sa propre représentativité". Jean-Guy Talamoni, de la Cuncolta, souhaite que "les Etats qui oppriment nos peuples et qui se réjouissent de l'accès d'autres Etats à la souveraineté nationale acceptent de reconnaître chez nous les principes qu'ils défendent ailleurs". Tandis que Tom Hartley, membre du Comité exécutif du Sinn Féin, estime que "la coopération

internationale peut mettre un terme au conflit nord-irlandais, l'implication du gouvernement britannique en Irlande étant de fait une affaire européenne".

La démarche de la Conseu, point de départ d'une série d'initiatives à venir, participe de deux volontés. Avant tout, rappeler qu'il existe des problèmes d'apparence périphériques mais réels au sein de l'Europe et que la stabilité de la Communauté ne pourra que passer par leurs règlements. La seconde est que l'assimilation de ces "nations" au processus

européen ne sera admise par les populations représentées au sein du mouvement qu'après reconnaissance de leur propre spécificité culturelle et nationale. Un geste politique en direction de l'Europe d'autant moins anecdotique que, sur leur terrain respectif, Herri Batasuna, la Cuncolta et Sinn Féin admettent soutenir tous les moyens permettant d'accéder à "l'autodétermination", y compris la lutte armée.

(Adapté d'un article du
Monde, 29.11.91)

Europeanizing the Labour Unions

Business may feel that it has to run ever faster in order to stand still in an ever more rapidly changing European Community. But the trade unions have found it incomparably more difficult than the employers to adapt to the revolutionary new collective bargaining environment created by the single European market and plans for greater European union.

There are those who are indifferent to the problems of the unions or who believe that society is better off with weaker organized labour. But public opinion in most European Community countries holds that trade unions are important for the health of society, particularly for its most vulnerable members.

The fact is that business has already largely achieved the international integration demanded by the single market and European union. The process of the multinationalization of capital is not new, but it has reached an extraordinary pitch. Employees now face employers who operate from power bases outside the country of the workers themselves.

Finance and marketing have long been organized on a transnational basis but, increasingly, so is production. It is not uncommon for car manufacturing companies, for example, to produce models in which the engines are made in one country, the chassis in another and the electricals somewhere else.

The multinational corporations are well placed to exploit their positions

of strength by switching investments and production to the most profitable centres. They can also take advantage of different structures and social security systems and frequently have privileged access to high-level public-policy makers.

By contrast, the trade unions in Europe are still operating as though the world had not changed much in the past half century. They are still essentially organized at a national level (and in some countries on a political or religious basis) with precious little in the way of resources for strong collective bargaining.

The need for change was the overriding theme of a recent congress of the European Trade Union Confederation (ETUC) in Tokyo. A report proposing measures to strengthen the ETUC's transnational functions called for a stronger, better ETUC with funds for increased research activities. But the question remains whether merely reinforcing the existing system really meets the challenge of 1992.

At least some trade unionists, notably in the German IG Metal Union, have already raised the question of transnational unions. In many sectors - cars, chemicals and steel, for instance - there is a cut-and-dried case for the creation of a European union with democratic, supranational decision making.

It will be argued that trade unions more than most voluntary organizations are marked by the specifics of their national cultures and traditions.

But unions deal essentially with bread-and-butter issues - pay, working conditions, job security, workers' rights - which are fairly standard throughout the Community.

Certainly, priority should be given to the development of committees that would link trade unions at shop-floor level within the same multinational company. And it is obvious that collective bargaining should be conducted within a European, if not (in the case of some companies) a global, framework.

Nor should the trade unions restrict their transnational agenda to their most immediately pressing or purely defensive concerns. Organized labour can and, to be fair, does, make valuable contributions to the European debate on, for instance, the environmentally sound development of technology, the conversion of arms-production industries, the encouragement of regional and local economic initiatives and the specific problems of women and other home workers.

The ETUC and its affiliates are already engaged in these and other vital questions which will shape the European economy. But the influence which the unions will have on issues later in the decade will depend in large measure on whether they take the road of thorough Europeanization already travelled by business and industry.

John Palmer,
The Bulletin, May 30, 1991

Europe: Union comeback

Europe's trade unions at last have something to cheer about. In the two years since 11 European Community governments signed up to the "social charter", a non-binding declaration to harmonise and bolster workers' rights throughout the EC, little has happened. But on October 14th EC governments agreed to a directive on maternity leave. Other laws inspired by the social charter are likely to pass in the coming months. And trade unions seem set to gain a real say in writing some of the EC's employment laws.

On October 31st ETUC, the federation of European trade unions, settled on a formula with UNICE, the federation of European employers' groups, for advising governments on

EC-wide labour rules and employment practices. Holland, the current president of the EC, has written this formula into its latest draft treaty for European political union, giving both groups a formal consultative role. The treaty is due to be signed at the EC summit in Maastricht on December 10th. This move, and much of the social legislation which is likely to follow, is opposed by Britain, whose opposition could yet torpedo the new treaty if a compromise on EC-wide social legislation is not worked out.

Under the latest Dutch draft, the European Commission would consult ETUC and UNICE before proposing an employment law. If the "social partners" - as the two federations are known in Euro-speak - wanted to pre-empt any commission proposal on labour rules, they would have nine

months to come up with their own joint alternative. The commission could use this as the basis to propose new legislation, though it would not be compelled to do so, and any new laws would have to be approved by the Council of Ministers.

The 11 governments which signed the social charter approve of such worker-employer consultation. The British government, on the other hand, considers it the kind of corporatist claptrap which nearly sank the British economy in the 1960s and 1970s. The Confederation of British Industry, Britain's biggest employers' group, once shared this hostility. But in October it changed its mind, opening the way for the UNICE-ETUC deal.

From: *The Economist*,
November 23rd, 1991

New... Plans... Creations... New... Plans... Creations... New... Plans...

L'Union européenne de radio-diffusion (UER) va préparer son mariage avec son homologue d'Europe de l'Est, l'OIRT. Un calendrier a été adopté à Strasbourg, lors de la session de la commission des programmes de l'UER, du 8 au 11 avril, qui devra être avalisée par les instances dirigeantes de l'organisation. Fin 1993, la "réunification" de l'Europe radiophonique serait achevée.

Cette réouverture à l'Est a été le premier souci des participants à la session strasbourgeoise de l'UER: "Nous allons réunir une organisation disloquée depuis quarante ans, note la président de la commission des programmes radios, Philippe Dasnoy, directeur de la radio-télévision belge de la communauté française. Après la guerre, l'UER était une organisation unique, que la guerre froide a déchirée." Ces retrouvailles ne vont pas pour autant sans problème: les radios de l'Est se découvrent appauvries et il a fallu établir un échéancier progressif. Dès janvier 1992, certains groupes de travail de l'UER seront déjà communs.

L'organisme unique, qui pourrait voir le jour fin 1993, couvrira à peu près le continent, comme le Conseil de l'Europe. La session strasbourgeoise de l'UER l'a marqué en organisant avec le Conseil et les Douze un

symposium sur "La radio, la démocratie et les forces du marché".

At their meeting in Maastricht on December 9th-10th, the EC's heads of government aim to prepare the way for economic and monetary union (EMU) from the present European Monetary System (EMS). In the transitional phase ("stage two"), the system will be run by the embryonic European central bank, which will precede the locking together of EC currencies (due to happen in stage three, due to begin in 1999). Until then the bank-to-be will be known as the European Monetary Institute (EMI).

An African Capacity Building Foundation, a body to support the enhancement of African enterprise in policy analysis and development management, has been established. The launching came in February 1991 at a ceremony in Dakar, Senegal.

The Foundation itself will be headquartered in Harare, Zimbabwe, and will, over the next five years, draw from a US\$100 million fund already pledged by international donors

which include multilateral organizations, African and other governments and private sources. The main sponsors of the Foundation are the African Development Bank, the United Nations Development Program (UNDP) and the World Bank.

A statement said the Foundation "will furnish much-needed assistance to African countries to strengthen local skills and institutions in the critical fields of public policy analysis and development management". Its executive board will be chaired by Mr. Pierre-Claver Damiba of UNDP, with Mr. Jonathan Frimpong-Ansah, a banker, as executive secretary.

According to a World Bank report entitled *The African Capacity Building Initiative: Towards Improved Policy Analysis and Development Management*, the success of African development efforts will depend on the build-up of local capacity for formulating and implementing development programs. The report said that at the root of Africa's current economic crisis was the "inability" of governments and institutions to respond quickly and decisively to the rapidly changing global economy.

(OPEC Fund Newsletter,
Jan-Apr 1991)

The sixth summit of the Organization of the Islamic Conference (OIC) which concluded at Dakar, capital of Senegal on 11 th December 1991 has called for a collective effort by the OIC member states to consolidate unity, banish poverty, work for prosperity, move ahead in science and technology and to jointly strive for resolution of all outstanding political issues. It endorsed a Pakistan proposal for setting up of an Islamic common market, and called for initiation of joint ventures in trade and industry and promotion of collaboration. (The Muslim World, 21 Dec 1991)

On Monday 4 November at the Maison des associations internationales, 40 rue Washington, Brussels, the European Social Action Network (ESAN) was launched. This event was attended by over 100 national social welfare non governmental organisations from European Community member Countries and Eastern Europe. The organisation has been established to advocate for a more coherent European Social policy across the E.C. and to promote the role of non governmental organisations in partnership with national and E.C. governments in developing an equitable and responsive european welfare state. President of ESAN, said that the network will be particularly concerned to advocate for European wide social policy and legislation to combat discrimination and disadvantage amongst the marginal groups and regions of Europe; to promote the voice of citizen organisations and social welfare consumers; and to campaign for a closer integration of social and economic policies following the implementation of the single market in 1992. ESAN is the first broadly based coalition of social welfare organisations in the E.C. and is concerned to work with the European Parliament and Commission on developing a new political agenda for social action in Europe. ESAN, rue du Trône 98, 1050 Bruxelles

Les négociations sur l'Espace économique européen (EEE) ont connu une heureuse conclusion dans la nuit du 21 au 22 octobre 1991, après que les ministres de l'AELE et

de la CE eurent résolu les questions les plus ardues concernant l'accord.

Le texte de l'accord sera soumis pour ratification aux parlements des 19 pays de l'AELE et de la CE, ainsi qu'au Parlement européen à Strasbourg. Après l'accomplissement des procédures de ratification, l'accord entrera en vigueur, comme prévu, le 1er janvier 1993.

La réunion ministérielle de l'AELE à Luxembourg était présidée par M. Pertti Salolainen, ministre finlandais du Commerce extérieur et président en exercice du Conseil de l'AELE.

Nous reproduisons ci-après la déclaration que M. Salolainen a faite devant la presse à l'issue de la réunion:

Nous avons maintenant un accord instituant l'EEE.

Il s'agit là d'une réalisation de grande envergure. L'accord ouvre la voie à la création du plus important espace économique intégré existant, englobant près de 380 millions de personnes.

Nous sommes parvenus à un accord mutuellement bénéfique, répondant aux intérêts des deux parties et qui met en exergue la position de l'Europe dans le monde.

Vingt ans après les accords de libre-échange, l'AELE et la CE franchissent ainsi un grand pas en avant en élargissant leurs relations bien au-delà des échanges commerciaux pour englober les quatre libertés associées au marché unique: la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux; à cela s'ajoutent toute une série de politiques d'accompagnement dans des domaines tels que l'environnement, l'éducation et la formation professionnelle, la recherche et le développement, la politique sociale.

L'accord instituant l'EEE réalisera un marché intégré entre les pays de l'AELE et de la CE ceci dès le 1er janvier 1993. De par sa portée, cet instrument est bien plus qu'un simple traité économique. Non seulement il ouvre des marchés, mais offre un grand nombre de possibilités - surtout à la nouvelle génération d'Européens.

Il s'agit d'un accord sans précédent. Et c'est la raison pour laquelle la négociation a été si ardue. Car, malgré des systèmes économiques identiques et un niveau de développement semblable, il a fallu

établir un lien entre plus de trente ans d'un développement juridique et institutionnel différent entre les pays de l'AELE et de la CE. Il a fallu accepter d'intégrer plus de 1 500 actes communautaires, au total 12 000 pages, dans la législation nationale des pays de l'AELE. Il a fallu trouver des institutions communes et des mécanismes de prise de décision susceptibles de concilier les structures différentes de la Communauté et de l'AELE. Nous avons pu relever tous ces défis par un effort de négociation considérable.

Durant les négociations sur l'EEE, l'ensemble de la scène politique européenne s'est radicalement transformée, mais l'EEE s'est révélé un concept viable.

Pour tous les pays de l'AELE, quel que soit leur objectif final, l'EEE reste la seule possibilité de participer d'emblée au marché intérieur de la CE, alors que l'adhésion pleine et entière ne semble possible que dans plusieurs années - années qui seraient perdues sans l'EEE.

L'importance politique de l'EEE dépasse le cadre de l'AELE et de la CE. L'événement de cette nuit est aussi un signal important pour les pays de l'Europe centrale et orientale, révélant que l'Europe occidentale est capable de résoudre ses propres problèmes. En unissant nos forces, nous concourrons aussi au développement futur du reste du continent. L'EEE est un élément de stabilité et de prévisibilité dans une ère en mutations profondes.

(EFTA News, 25 octobre 1991)

EUROPEAN ECONOMIC AREA FACTFILE

- Efta to follow EC legislation on company and consumer law, education and social policy.
- Free movement of products, capital, labour and services within the EEA.
- Efta to retain their own agricultural policies.
- EEA Council of Ministers set up. A joint court, linked to the European Court of Justice, will settle EEA disputes.
- Efta to lend Ecu 1.5 billion and donate Ecu 500 million to a fund for poorer EC countries.
- Spain and Portugal can fish up to 11,000 tons of cod in Norwegian waters till 1997.

La Commission européenne a entamé il y a quelques mois une réflexion sur l'ensemble de sa politique en matière d'aide d'urgence et a annoncé, le 5 novembre 1991, la création d'un Office européen de l'aide humanitaire d'urgence. Objectif du futur Office: permettre à la Communauté d'agir de façon plus directe et mieux coordonnée lors de situations d'urgence. Il commencera à fonctionner dès le 1er mars 1992. L'Office européen qui vient d'être créé au sein de la Commission aura une mission à facettes multiples. Tout d'abord, à l'intérieur de la Commission, il se verra confiée la responsabilité unique de l'ensemble des aides d'urgence, actuellement dispersées dans plusieurs services différents. La Commission espère ainsi introduire une plus grande rationalité et efficacité dans son organisation interne. D'autre part, l'Office aura pour tâche de faciliter la mobilisation de ressources budgétaires en cas de crise de grande ampleur. Dans ce but, la Commission prévoit notamment de créer des mécanismes budgétaires permettant de mobiliser plus rapidement des fonds. Cette intention rejoint les demandes faites par le Comité de liaison ONG - CE en juin dernier.

Mais surtout, en créant l'Office européen, la Commission souhaite se donner les moyens d'intervenir de manière plus directe et plus visible dans les situations d'urgence. Cette recherche de visibilité est en ce moment une préoccupation lancinante de la Communauté, fatiguée semble-t-il d'octroyer des fonds sans en retirer les bénéfices médiatiques. La Communauté octroie il est vrai plus de 800 Millions d'Ecus chaque année pour l'aide humanitaire et, regrettent les responsables communautaires, "cette situation de principal donateur d'aide au monde n'apparaît pas suffisamment".

Le futur Office devrait donc permettre d'accroître la présence de la Communauté sur le terrain. Cette présence se développera selon une approche progressive. Au départ, l'Office continuera de travailler comme jusqu'à présent avec les "intermédiaires habituels" (Nations unies, ONGD). Dans une seconde étape, il initiera également des interventions directes à différents stades de l'aide: identification des besoins, mobilisation d'équipes et de matériel d'intervention, suivi et contrôle des

actions, évaluation, etc. Il aura d'autre part pour tâche d'améliorer la coordination de l'aide en favorisant des actions conjointes avec les ONGD, les Etats membres de la CE et d'autres donateurs.

L'Office est créé pour une durée limitée dans un premier temps à 7 ans. Il sera placé tout d'abord sous la responsabilité conjointe des Commissaires Marin, Matutes et Andriessen responsables respectivement de la politique de développement, des relations Nord-Sud et des relations extérieures. A partir de 1993, il dépendra d'un commissaire unique, chargé de l'aide humanitaire d'urgence.

(ONGD-CE Nouvelles, novembre 1991)

*

Les ministres des Douze de la Communauté européenne ont décidé le 22 juillet 1991 de créer un comité des assurances composé de responsables des Douze organismes ou administrations nationaux chargés de surveiller le secteur des assurances. Ce comité, présidé par un fonctionnaire de la Commission européenne, aura une double tâche: d'une part conseiller la Commission sur l'application des "lois européennes" dans ce secteur en suggérant le cas échéant des "lois" nouvelles; d'autre part informer la Commission sur l'accès des pays tiers pour les assureurs européens.

(EUR-Info, octobre 1991)

UNCTAD and the African Development Bank (ADB), with the support of UNDP, organized an African Regional Conference on the role of foreign trading companies in the expansion of South-South trade in Abidjan, Côte d'Ivoire from 5-7 June 1991. Some 48 representatives of African enterprises took part. The Conference took note of the low level of South-South trade and of intra-African trade in particular and identified a number of factors responsible for this situation. They include a scarcity of information on the products available in the countries of the South, inadequate transport and communications infrastructures, the existence of numerous administrative barriers and of non-convertible currencies, and

the low proportion of manufactured products in Africa's exports. The Conference made a number of recommendations designed to overcome these obstacles and constituted a Committee which will carry out the preparatory work for the establishment of an Association of African Foreign Trading Companies.

(UNCTAD Bulletin, September/October 1991)

Le gouvernement fédéral allemand a proposé aux autres Etats membres de la Communauté européenne de créer, pour le 31 décembre 1993 au plus tard, un office central européen de police criminelle, dénommé "Europol". Cette police européenne serait chargée de lutter contre le trafic international de drogue et le crime organisé. Dès le 31 décembre 1992, une station relais coordonnerait l'échange d'informations et d'expériences entre les Douze dans ces domaines. Lors du Conseil européen de Luxembourg, les 28 et 29 juin 1991, les chefs d'Etat et de gouvernement des onze autres pays se sont déclarés d'accord sur les objectifs de l'initiative allemande. Les Douze ont décidé d'examiner la proposition dans le cadre de leur conférence intergouvernementale destinée à réformer le Traité de Rome, la "constitution européenne".

(EUR-Info, octobre 1991)

L'Annexe au *Moniteur Belge* du 5 décembre 1991 publie les statuts de la Fédération européenne des équipements routiers de sécurité (European Road Safety Equipment Federation - Euroadsafe). Ce sont les représentants de groupements nationaux d'entreprises de six pays européens-Allemagne, Belgique, France, Italie, Royaume-Uni et Suède - qui sont signataires de l'acte de création de cette fédération. Les buts précisent ce qu'il faut entendre par 'équipement routier de sécurité': les barrières de sécurité, la signalisation horizontale, la signalisation verticale, le contrôle de trafic, les autres équipements routiers. L'association est régie par la loi belge sur les associations sans but lucratif du 27 juin 1921.

Le siège est établi: Avenue Grand-champ 148, 1150 Bruxelles.

L'Organisation régionale européenne de l'Aéroports Association Council International, dont le siège est à Genève, a été effectivement constituée le 1er janvier 1991 à Bruxelles. Elle fonctionne sous le régime de la loi belge du 25 octobre 1919. Son objet est "d'étudier et de s'intéresser d'une manière générale et scientifique à toutes affaires relatives à l'industrie du transport et en particulier aux activités d'aéroports, aux structures d'aéroports, aux frais d'aéroports et à l'amélioration, la sécurité, la protection de tous aspects opérationnels, environnementaux, financiers et commerciaux des aéroports dans la région Europe".

Le siège de l'association est fixé : c/o CCN, Gare du Nord, rue du Progrès 80, 1210 Bruxelles.

Le nom officiel est libellé: European Region of the Airports Association Council International. (Annexe au *Moniteur Belge* du 31 oct 1991)

Sous le nom de Prestige de l'Europe (traduit en 7 langues), a été fondée, le 12 juin 1991, une association qui a pour objet "l'examen plus particulièrement sur les plans scientifique, technique, historique et culturel, de l'esprit artistique et créatif des entreprises de la Communauté européenne concevant, élaborant et réalisant des biens et/ou services de prestige et de luxe, ainsi que la recherche et la mise en œuvre des meilleurs moyens susceptibles d'encourager le développement et le rayonnement dans le monde". Sept personnes de 4 nationalités différentes sont les membres fondateurs. L'association est régie par la loi belge du 25 octobre 1919.

Le siège est établi: Manoir de Chinruy, Chinru Haut 14-15, B-4910 Polieur/Theux. (Annexe au *Moniteur Belge* du 14 nov 1991)

Sont également mentionnées dans les Annexes au *Moniteur Belge*, les associations suivantes:

- le 6 juin 1991 *Intercultural Counseling - European Study Group for Youth Exchange, Training and Research*. (Rue Veydt 64, 1050 Bruxelles).
- le 5 septembre 1991, *Enfance-Adoption-Accueil Confédération européenne* (Rue du Marteau 19, 1040 Bruxelles).
- le 7 novembre 1991, *Promotion du Diplôme européen en sciences de l'environnement* (Avenue de Longwy 185, B-6700 Arlon).
- *The European Society for Phenylketonuria and Allied Disorders* (Woestijne 16, B-9880 Aalter).
- *Internationale vereniging Businet - Network for the Development of European Programmes in Higher Education* (Eendrachtstraat 60, B-1050 Bruxelles).
- le 14 novembre 1991, *European Health Industry Business Communications Council* (Rue Washington 40, 1050 Bruxelles).

New International Organizations **Nouvelles organisations internationales** **INDEX 1991**

Dans chacun des six numéros de l'année 1991, nous avons publié une chronique intitulée «New... Plans... » qui donne les informations reçues de sources diverses concernant la création ou le projet de création de nouvelles organisations internationales. Pour aider les utilisateurs, nous en donnons ci-dessous un index selon le mot clé principal avec référence au numéro et page de la revue. Dans la majorité des cas, ces organisations n'ont pu encore prendre place dans notre Yearbook (dernière édition : 1991-92).

In each of the six issues for the year 1991, a regular feature has been published under the title « New... Plans... » which gives information received from various sources about new, or plans for new, international organizations. With a view to facilitating research, a subject index is given below covering this feature and referring to the number and page in *Transnational Associations* 1991. It should be added that, in the majority of cases, these organizations are not yet described or mentioned in the *UIA Yearbook* (latest edition : 1991-92).

Africa Network Initiative, Whole	n°3, 180
African Capacity Building Foundation	n°6, 356
African Foreign Trading Companies, Association of	n°6, 358
Afrique australe, Association internationale pour la coopération et le développement en	n°1, 63
Aide humanitaire d'urgence. Office européen de l'	n°6, 358
Airports Association Council International, European Region of the	n°6, 359
American (North), Free Trade Area	n°3, 183
Andin, Pacte	n°3, 179
Anthropologie du changement social et du développement, Association euro-africaine pour une	n°4, 248
Apparel Companies, European Largest Textile and	n°2, 117
Arab and Islamic Conference, Popular	n°5, 306
Arabe de développement, Fonds	n°3, 180
Architects' Council of Europe	n°2, 117
Assurances, Comité (européen) des	n°6, 358
Businet, Internationale vereniging	n°6, 359
Cinéma et de la télévision, Académie européenne du	n°5, 307
Consommation, Agence européenne d'information sur la	n°3, 182
Coopération économique et techno-scientifique, Agence internationale pour le développement de la	n°1, 62

Cultures, Centre international pour le dialogue des	n°5, 306
Cultures et développement, Réseau Sud-Nord	n°2, 117
Democracy, International Institute for	n°3, 183
Développement, Association euro-africaine pour une anthropologie du changement social et du	n°4, 248
Développement, Fonds arabe de	n°3, 180
Développement, Réseau Sud-Nord Cultures et	n°2, 117
Développement, Volontariat international femmes éducation	n°5, 307
Développement en Afrique australe, Association internationale pour la coopération et le	n°4, 248
Eau, Secrétariat international d'ONG	n°3, 180
Eau, Tribunal international sur l'	n°3, 181
Ecology, Latin American Center for Social	n°2, 116
Education, Comité permanent de liaison des associations européennes en	n°5, 306
Education, European Association of Higher	n°3, 181
Education, Network for the Development of European programmes in Higher (Businet)	n°6, 359
Education développement, Volontariat international femmes	n°5, 307
Education pour tous, Réseau pour l'	n°3, 179
Enfance adoption accueil, Confédération européenne	n°6, 359

Environnement, Promotion du diplôme européen en sciences de l'	n°6, 359
Environnement : Whole Africa Network Initiative	n°3, 180
Espace économique européen	n°6, 357
Espace économique européen, Organe consultatif	n°1, 62
Europe : AELE - Europe centrale	n°3, 180
Europe, Prestige de l'	n°6, 359
EUROSTEP	n°1, 62
Exhibition Centres Association, European Major	n°5, 307
Femmes éducation développement, Volontariat international	n°5, 307
Free Trade Area, North American	n°3, 183
Gaz naturel, Union européenne du	n°2, 117
Guidance, European Forum on Academic	n°3, 182
Health Development Strategy Centre	n°3, 184
Health Industry Business Communications Council, European	n°6, 359
Ingénieurs-conseils, Comité européen	n°3, 183
Islamic Conference, Popular Arab and	n°5, 306
Jésuites, Confédération européenne des anciens et anciennes élèves des Pères Jovets, Toy Manufacturers of Europe	n°3, 182
Juristes d'entreprise, Association européenne des	n°5, 307
Labour Problems, International Center for Social and	n°1, 63
Labour Research and Studies, International Trade Union Center for	n°4, 248
Latin American Center for Social Ecology	n°5, 307
Libre échange (Colombie, Mexique, Venezuela)	n°2, 116
Libre échange (Paraguay, Brésil, Argentine, Uruguay)	n°2, 118
Meat, European Alliance for Safe	n°2, 116
Médicale européenne, Association	n°3, 183
Mer Baltique, Projet de la	n°3, 183
Mercosur	n°1, 63
Meteor Organization, International	n°2, 118
Migration, Organisation centre-américaine pour la	n°3, 183
Monetary Institute, European	n°3, 181
Ophthalmology, European Center of	n°6, 356
Orientation académique, Forum européen de l'	n°3, 182
Parcs d'exposition européens, Association des grands	n°5, 307

Pentagonale	n°1, 62
Peuples et nations non représentés, Organisation des	n°1, 62
Pharmaciens inspecteurs européens, Association des	n°2, 118
Phenylketonuria and Allied Disorders, European Society for	n°6, 359
Police criminelle, Office central européen de	n°6, 358
Politique étrangère, Association pour les problèmes de	n°2, 116
Powder Metallurgy Association, European	n°3, 181
Regional Security; Declaration of Puntarenas	n°3, 181
Road Safety Equipment Federation, European	n°6, 358
Sécurité, Fédération européenne des équipements routiers de	n°6, 358
Sécurité et coopération en Europe, Assemblée parlementaire de la Conférence (CSCE) sur la	n°2, 116
Social Action Network, European	n°6, 357
Social and Labour problems, International Center for	n°4, 248
Social Ecology, Latin American Center for	n°2, 116
South-South Trade : Trade Information Network	n°3, 182
Television : Vision 1250	n°3, 180
Testing and Certification, European Organization for	n°3, 182
Textile and Apparel Companies, European Largest	n°2, 117
Tourisme social, Conseil européen du	n°2, 117
Touristique au village et à la ferme, Organisation européenne pour l'accueil	n°2, 117
Toy Manufacturers of Europe	n°5, 307
Trade Information Network (Group of 77)	n°3, 182
Trading Companies, Association of African Foreign	n°6, 358
Transports, Conseil européen indépendant pour la sécurité des	n°2, 117
Unesco, Fédération européenne des clubs	n°2, 117
Urgence, Office européen de l'aide humanitaire d'	n°6, 358
Varsovie, Pacte de	n°2, 118
Volontariat international femmes éducation développement	n°5, 307
Youth Exchange, Training and Research, European Study Group for (Intercultural Counselling)	n°6, 359

Index Vol. XLIII 1991

INGOs in the World System

Les OING dans le système mondial

Terminologie et coopération internationale, par Alain Landry, 1, 16-18.
The changing world of Northern NGOs, by Thomas W. Dichter, 2, 66-70.
The global integrity ethics: defining global social change organizations and the organizing principles which make transnational organizing possible, by Pamela C. Johnson and David N. Cooperrider, 2, 90-109.
Foreign Political Aid: the German Political Foundations and their US Counterparts, by Michael Pinto-Duschinsky, 5, 263-277.

INGO/NGO/IGO Relations

Relations ONG/OING/OIG

Asian Development Bank Cooperation with NGOs, 2, 71-74.
Les OING de jeunesse et la Communauté européenne (BEC), 2, 75-89.
La contribution des ONG aux programmes de l'Unesco, 3, 146-162.
La coopération entre les ONG européennes et la Commission des Communautés européennes, 3, 163-177.
Cooperation between the World Bank and NGOs, 4, 197-222.
Le secteur associatif et la révision du Traité de la Communauté européenne, 4, 236-241.
CSCE: a Potential Fertile Ground for NGO Action, by Alexander S. Kamarotos, 5, 250-252.
Alphabétisation des femmes: action des ONG (Unesco), 6, 347-350.

Language Communication in the International System

La communication linguistique dans le système international

Terminologie et coopération internationale, par Alain Landry, 1, 16-18.
International cooperation in lexicography, par Sergiucz Czerni, 1, 19-21.
dangers stemming from the standardization of terminology before its transnationalization, by Zygmunt Stoberski, 1, 22-26.
Standardized terminologies and cultural diversity, by Paul Ghils, 1, 27-32.
Political metaphors: real creativity or prestidigitation?, by Francesca Rigotti, 1, 33-36.
Recontextualizing social problems through metaphor, by Anthony Judge, 1, 37-46.
L'interprétation simultanée dans les congrès internationaux, par Michel et Jeanne Guillemat, 6, 314-335.

Development

Développement

NGOs and the replication trap, by Thomas W. Dichter, 4, 190-196.
Cooperation between the World Bank and NGOs, 4, 197-222.
Decentralization for Rural Development: Government Approaches and People's Initiatives in Asia and the Pacific, by Heindrich Siedentopf, 4, 223-225.
NGOs in Development and Participation in Practice, by Helena Gezelius and David Millwood, 5, 278-291 and 6, 336-346.

Le financement des actions d'ONG. Quelles contraintes ?, par E. Beaudoux, G. de Crombrughe, F. Douxchamps, M-C. Guéneau, M. Nieuwkerk, 5, 292-295.
Les Rencontres de Cotonou, 5, 300-304.

Environmental Problems

Problèmes écologiques

The International Tropical Timber Organization : Kill or Cure for the Forests ?, by Marcus Colchester, 4, 226-235.

The Sociology of International Associations

Sociologie des associations internationales

The language of networks, by Christian De Laet, 2, 110-112.
Local NGOs and regionalization : a dual challenge for international associations, by Chadwick A. Alger, 2, 113.
ONG, droits d'expression des citoyens: quel accès aux médias?, par Ignacio Ramonet, 5, 253-254.
Le rôle des ONG dans la promotion de la participation des citoyens à la vie politique, par Dirk Jarre, 5, 255-262.

Africa

Afrique

Beyond the state: civil society and associational life in Africa, by Michael Bratton, 3, 130-140.
Foreign NGOs, uses and abuses : an African perspective, by Yash Tandon, 3, 141-145.
Les Rencontres de Cotonou, 5, 300-304.

Asia

Asie

Asian Development Bank Cooperation with NGOs, 2, 71-74.
Decentralization for Rural Development : Government Approaches and People's Initiatives in Asia and the Pacific, by Heindrich Siedentopf, 4, 223-225.

Europe

L'identité culturelle de la "Grande Europe": mythe ou réalité ?, par Jan Berting et Hans van de Braak, 1, 47-54.
Les OING de jeunesse et la Communauté européenne (BEC), 2, 75-89.
La coopération entre les ONG européennes et la Commission des Communautés européennes, 4, 236-241.
CSCE: a Potential Fertile Ground for NGO Action, by Alexander S. Kamarotos, 5, 250-252.

International Conférences

Congrès internationaux

IAPCO Seminars, 2, 119.
Geographical distribution of international meetings by continents, country and city (1989)/Répartition géographique des réunions internationales par continents, pays et villes (1989), 1, 55-58.
L'interprétation simultanée dans les congrès internationaux, par Michel et Jeanne Guillemat, 6, 314-335.
Open Space, by H.H. Owen, 6, 354-355.

Celebration of the 80th Anniversary of the UIA
Commémoration du 80ème anniversaire de l'UIA

Message de Mark Eyskens, 1, 3.
Message de Javier Pérez de Cuéllar, 1, 4.
Message de Federico Mayor, 1, 5-6.
L'UIA 1910-1990, par Jacques Raeymaeckers, 1, 6-7.
Remarks on Regional Cooperation, by Cyril Ritchie, 1, 7-8.
Conclusion, par Pierre Harmel, 1, 9-10.
On and around UIA's Anniversary Celebrations, by Christian De Laet, 1, 11-12.

Miscellaneous
Divers

Changing Roles for Regional Membership Organizations, by L.S. Harms and Richard J. Barber, 5, 296-299.

Features
Chroniques

Assemblée générale de l'UIA, 1, 13.
Rapport d'ensemble du secrétaire général sur les activités de l'UIA, par Jacques Raeymaeckers, 1, 14-15.
Association News/Vie associative, 1, 59-63; 2, 113-118; 3, 178-184; 4, 242-248; 5, 305-307; 6, 357-363.
1991 UIA Associate Members Meeting, 6, 351-353.
New International Organizations/Nouvelles organisations internationales, 6, 360-361.

Book Reviews
Bibliographie

African Development Perspectives Yearbook, by Peter Oesterdiekhoff, 3, 185-187.

Author Index
Index des auteurs

Alger Chadwick A., 2, 113.
Asian Development Bank 2, 71-74.
Barber Richard J., 5, 296-299.
Beaudoux E., 5, 292-295.
BEC 2, 75-89.
Betting Jan., 1, 47-54.
Braak Hans van de, 1, 47-54.
Bratton Michael, 3, 130-140.
Colchester Marcus, 4, 226-235.
Commission des Communautés européennes 3, 163-177.
Cooperrider David N., 2, 90-109.
Crombrughe Geneviève de, 5, 292-295.
Czerni Sergiucz, 1, 19-21.
De Laet Christian, 1, 11-122 et 2, 110-112.
Dichter Thomas W., 2, 66-70 and 4, 190-196.
Douxchamps Francis, 5, 292-295.
Eyskens Mark, 1, 3.
Gezelius Helena, 5, 278-291 and 6, 336-346.
Ghills Paul, 1, 27-32.
Queneau Marie-Christine, 5, 292-295.
Guillemat Michel et Jeanne, 6, 314-335.
Harmel Pierre, 1, 9-10.

Harms L.S., 5, 296-299.
LAPCO 2, 119.
Jarre Dirk, 5, 255-262.
Johnson Pamela C., 2, 90-109.
Judge Anthony, 1, 37-46.
Kamarotos Alexander S., 5, 250-252.
Landry Alain, 1, 16-18.
Mayor Federico, 1, 5-6.
Millwood David, 5, 278-291 and 6, 336-346.
Nieuwkerk Mark, 2, 292-295.
Pérez de Cuéllar Javier, 1, 4.
Pinto-Duschinsky Michael, 5, 263-277.
Raeymaeckers Jacques, 1, 6-7 et 14-15.
Ramonet Ignacio, 5, 253-254.
Rigotti Francesca, 1, 33-36.
Ritchie Cyril, 1, 7-8.
Siedentopf Heindrich, 4, 223-225.
Stoberski Zygmunt, 1, 22-26.
Tandon Yash, 3, 141-145.
Unesco, 3, 146-162.
World Bank, 4, 197-222.

Index of page numbers
Index de pagination

n° 1 1- 64
n°2 65-128
n°3 129-188
n° 4 189-248
n° 5 249-308
n°6 309-364

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES TRANSNATIONALES ASSOCIATIONS

Some items in recent issues:

Parmi les thèmes traités récemment:

The recognition of the legal personality of INGOs
La reconnaissance de la personnalité juridique des OING

Latin American Associations
Les associations latino-américaines
INGOS tomorrow
L'avenir des OING

INGOs' vision of education for Peace
L'éducation pour la paix selon les OING

New social movements
Les nouveaux mouvements sociaux

Cooperatives in today's world
Les coopératives dans le monde contemporain

Voluntary work
Le travail volontaire

Cooperation between INGOs and IGOs (Unesco, World Bank, EEC, ...)
La coopération entre les OING et les OIG (Unesco, Banque mondiale, CEE, ...)

INGOs' view of environmental problems
Les OING et les problèmes écologiques

Humanitarian aid
L'aide humanitaire

Europe 1993

Language in a transnational perspective
Langage et transnationalité

Beyond the State: Civil Society and Associational Life in Africa
Au-delà de l'Etat: la société civile en Afrique

NGOs and the Replication Trap
Les ONG et le piège de l'essaimage

Issue number:

Numéros:

3/1986, 3/1990.
5/1990, 6/1990.

*J">6. 6/1989.
3/1990.
3/1987, 1/1990.

6/1987, 3/1989.

1/1988, 6/1989,
1/1990, 3/1990.

3/1988, 1/1990.
5/1990.

2/1989, 3/1990,
4/1990, 6/1990.

2/1990, 3/1990
2/1991.

3/1989, 4/1989,
1/1990.

2/1988, 6/1989,
4/1990.

5/1990, 6/1990,
4/1991.

1/1991, 6/1991.

3/1991
3/1991

4/1991

Forthcoming topics:

Dans les prochains numéros:

- Teacher Associations in Africa.
Les associations d'enseignants en Afrique.
- Civic Associations in Society
Les associations dans la société
- Social change in Eastern and Central Europe
L'évolution sociale en Europe centrale et orientale

Articles appearing in the journal are indexed in PAIS - Public Affaire Information Service.